# Cine

3-19-5

2 100 3 1

pr 555 12 simple of

\*\*\* 5 \* - - \*\*

State to a state of

1. 10

100

1

J. 1 ....

gs - 1 - 7 -E-49.4

£ 7" ş - <del>2</del> - -

SHAP TO STATE

Supplément Radio-Télévision

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JANVIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## **Famines** africaines

A PARTY CONTRACTOR

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14812 - 6 F

ALORS que les grands pays développés livrent de coûteuses batailles de subventions pour écouler leurs excé-dents céréaliers, l'Afrique n'en finit pas de se débattre avec le spectre de l'insécurité alimentaire. Cetta année encore, maigré une amélioration sensible des écoltes dans certaines parties du continent (au Sahel en parti-culier), il faudra des aides d'ur-gence pour l'Ethiopie, le Soudan, la Somalie, la Sierra-Leone et le Libéria, et même pour le Zaîre. Guerres civiles, déplacements massifs des populations, séche-resse, telles sont les causes invoquées par la FAO (Organisa-tion des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) dans son rapport annuel pour expliques

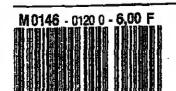
Il existe aussi d'autres raisons à commencer par l'incapacité des États à assurer, en leur sein. la répartition de la production séparées les unes des autres d'une cinquantaine de kilomètres à paine, mais isolées faute de port. En Ethiopie, où les besoins d'aide alimentaire sont estimés à 290 000 tonnes en 1992, l'amélicration de la production dans le Nord ne pourra vanir contrebalandéclin enregistré dans le

'AFRIQUE n'est pas, comme on le croit trop sou-vent, un vaste espace où rien ne pousse, seulement destiné à absorber le trop-plein des agricul-tures « industrielles » du Nord. Le continent n'a pas su en revenche organisar, à l'échelon régional ou sous-régional, des marchés céréaliars susceptibles de remplir la condition première d'une activité économique fondée sur l'échange : rapprocher une offre disponible d'une demande solvable et identifiée. Si les famines subsistent çà et là en Afrique, la responsabilité en revient pour l'essentiel aux hommes et non aux éléments naturels.

Au Soudan, le pouvoir central musulman – a dissimulé pendant plusieurs mois la situation de malnutrition aigué qui frappait les populations animistes et chrétiennes du Sud. Nombre d'experts des questions alimentaires en Afrique considèrent gnées» de la famine, pour des raisons d'appartenance athnique ou religieuse, de sexe ou d'âge lles femmes et les enfants sont souvent plus exposés). Il est dif-ficile, dans ces conditions, d'invoquer la fatalité.

'AGRICULTURE de l'Afrique outre de souffrir d'une politique inappropriée de grands projets productifs. Le secteur vivrier a trop longtemps été négligé au profit des cultures d'exportation (café, cacao, coton, arachide), dont les cours mondiaux se sont effondrés. Les gouvernements, soucieux de pourvoir à l'alimentation des villes, ont mené des politiques de prix bas, découra-geantes pour les paysans.

Enfin, l'agriculture africaine attend toujours sa a révolution verte », une diffusion du progrès technique et agronomique qui lui permettrait à la fois d'accroître ses rendements et d'acclimater des variétés de céréales appro-priées aux régions tropicales. On utilise sur ce continent moins de 10 kilos d'éléments fertilisants par hectare, contre 230 kilos en Europe... Or l'agriculture africaine - comme la démocratie - a besoin, si l'on ose dire, de mon-ter en graine pour éliminer une insécurité alimentaire qui a trop



# Après les critiques virulentes de cinq mille officiers réunis au Kremlin

# M. Eltsine s'engage à prendre en compte les doléances des cadres de l'ex-armée rouge

Plus de cinq mille officiers de l'ex-URSS forces armées de la Communauté des Etats ont réclamé, vendredi 17 janvier à Moscou, le indépendants, et en présence des seuls présimaintien de forces armées unies et des assu- dents des Républiques de Russie et du rances sur l'evenir matériel des hommes qui Kazakhstan. Devant les critiques virulentes, les composent. Ils s'étaient réunis au Kremlin, M. Boris Eltsine s'est engagé à prendre en à la demande du « commandement unifié » des compte les doléances des officiers.

# « Notre patience n'est pas infinie »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

«Militaires, sauves le peuple!», «Vive l'armée rouge!», «Hissez à nouveau le drapeau rouge!». C'est devant les banderoles brandies par un millier environ d'«organisations patriotiques» – nom donné ici aux partisans les plus virulents de l'ordre ancien - que cinq mille officiers de l'ex-armée rouge se sont réunis, vendredi 17 janvier, dans la grande salle du Palais des congrès du Kremlin et ont ouvert un cabier de doléances long comme un jour

Jadis choyés à l'intérieur des frontières de l'empire et craints à leur désarroi, leur colère parfois, devant une situation qui leur échappe complètement. «On m'a privé de patrie», déclara ainsi un colonel, résumant par ce cri du cœur le sentiment dominant des

Les participants, dont les débats sont retransmis en din t à la télévision, expriment d'entrée de jeu leur mauvaise humeur lorsqu'ils constatent que seuls deux chefs d'Etat de la CEI - le Russe Bons Eltsine et le Kazakh Noursoultan Nazarbaev - sont présents. Ne leur evait-on pas annoncé la venue des dirigeants des autres Républiques désormais indépendantes, et ikrainien, Leonid Kravtchouk?

tion», lance alors un officier de marine qui propose un ≪sit-in» ininterrompu jusqu'à l'arrivée, « dans un jour ou dans une semaine», des impétrants. « On nous trompe toujours», déclara un artilleur. La coupe semble pleine divisions parachutistes basées en pas de nous, nous le ferons nous sionnelles. » La menace est claire kov, commandant des forces armées de la CEI, prend alors la parole et adresse un avertissement très net à ceux qui auraient caresse l'intention de transformer cette assemblée en une amorce de pronunciamiento. «Souvenez-vous qui ceux qui se sont opposés au prési dent cet été sont aujourd'hui à Matroskaia-Tichina» [la prison de Moscoul lance-t-il.

José-Alain Fralon Lire la suite page 4

### Divergences entre M. Chirac et M. Giscard d'Estaing

# L'opposition est partagée sur les moyens de s'unir

MM. Chirac et Giscard d'Estaing ont réaffirmé, samedi 18 janvier, chacun à sa façon, leur volonté de renforcer l'union de l'opposition. Le premier a demandé que soit arrêté « définitivement » le système des primaires destiné à désigner un candidat commun à l'élection présidentielle, le second a relancé l'idée d'une formation commune de l'opposition.



Lire nos informations page 7 et l'article d'OLIVIER BIFFAUD

# Le soulagement de la Kabylie démocrate

# Hostiles au FIS et au FLN, les « montagnards » ne sont pas mécontents du coup de force

(Grande Kabylie)

de notre envoyé spécial

Pas difficile aujourd'hui de repérer la Kabylie: «En venant d'Alger, elle commence grosso modo là où s'arrêtent les militaires, racontent avec humour ses habitants. Nous, on n'a pas besoin d'eux : on se débrouille avec les gendarmes. sci on vit en bonne intelligence les uns avec les autres. Il n'y a pas de têtes brûlèes. La mosquée? Le bistrot? Tu fais ce que tu veux, tu y FIS, n'est-il pas originaire d'All-Si-

Le Monde crée

un nouveau supplément économique

Chaque lundi (daté mardi)

Un Monde à la hauteur du Monde

Premier rendez-vous

lundi 20 janvier

(daté mardi 21)

Le Monde

vas ou tu n'y vas pas...» Si calme la Kabylie qu'un certain nombre d'officiers supérieurs y auraient mis au vert leurs femmes et leurs enfants, loin des «touffeurs» algéroises. Si tranquilles ses montagnes tapissées d'oliviers et ses villagesforteresses que, comme au lendemain des troubles du mois de juin dernier, certains «frérots» en délicatesse avec le pouvoir pourraient, en cas de coup dur, y trouver refuge. M. Mohamed Saïd, l'un des représentants de l'aile dure du

d'Ouacif, où le «parti de Dieu» a recueilli 146 voix au premier tour des élections législatives?

« Ici on est moins stressé qu'ailieurs », confie le coordonnateur du Front des forces socialistes (FFS) à Benni-Yenni. L'Algérie ne paraît plus être, pensent-ils, dans la tourmente islamique et, toutes affaires cessantes, les Kabyles s'activent avant la pluie, avec plus d'énergie que jamais, à la cueillette des olives. Comme on s'y attendait, la Kabylie a voté presque instinctive-

di-Athmal, dans la circonscription ment « démocrate ». Dans la wilaya (département) de Tizi-Ouzou, le FFS de M. Hocine Alt Ahmed avait requeilli, le 26 décembre, plus de 60 % des suffrages exprimés et raflé douze sièges sur seize, devançant de très loin son frère ennemi, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de M. Saïd Sadi, qui avait obtenu moitié moins de voiz.

> JACQUES DE BARRIN Lire la suite page 5

## Pour la première fois, le numéro un mondial de l'informatique enregistre un déficit

formatique, est brutalement descendu de son piédestal. Pour la première fois de son histoire, les résultats du numéro un de l'in-formatique mondiale s'affichent en chiffres rouges: - 2,8 milliards de dollars, soit 15 milliards de francs; qui plus est, son chif-fre d'affaires chute de 6,1 % pour atteindre 64.8 milliards de dollars (343 milliards de francs).

Certes, la récession et les difficultés vécues par l'ensemble des constructeurs informatiques expliquent en partie ces résultats. D'une façon générale, dans ce secteur, la baisse des investissements des entreprises n'a fait qu'alimenter la guerre des prix à laquelle se livrent depuis plusícurs années les constructeurs d'ordinateurs, laminant d'autant leurs marges. A tel point que même les constructeurs japonais devraient voir leur profit baisser à la clôture de leur prochain exercice fiscal, en mars prochain,

IBM, le monstre sacré de l'in- affirme le Nihon Kelzai Shimbun. quotidien économique japonais repris par 01-Informatique. En outre, comme pour tout marché arrivant à maturité, l'informatique se développe désormais à un rythme plus lent.

> Mais IBM souffre aussi de maux qui lui sont propres. Il a pâti cette année de l'annonce tardive du lancement de machines haut de gamme, retardant cer-taines prises de commandes. Mais surtout IBM a sans doute péché par orgueil. Difficile d'être modeste lorsque l'on est depuis des années le premier de la classe. Conséquence : convaincu d'être depuis toujours et pour toujours le meilleur, IBM a vu venir avec retard un certain nombre d'évolutions technologiques : la micro-informatique hier, les stations de travail, les ordinateurs portables aujourd'hui.

> > ANNIE KAHN Lire la suite page 17

#### Référendum prévu en Bosnie-Herzégovine La République de l'ex-You-

goslavie se prononcera sur son indépendance

Sept protestants tués

en Irlande du Nord L'attentat de l'IRA la plus meurtrier depuis 1988

Erato contrôlé par Time Warner La marque de disques fran-

caise gerdera néanmoins son identité

page 15

HEURES LOCALES

La Basse-Normandie De grasses terres et de longues côtes ont longtemps suffi au bonheur des Normands, endormis par la richesse de leur terroir. Le réveil fut brutal, mais de nouveaux responsables ont profité de la décentralisation pour assurer le développement de leur région. Caen, Cherbourg ou Alençon sont fiers de leurs laboratoires et de leurs technologies de pointe.

Lire pages 10 et 11 l'enguête de Thierry Bréhier

Le sommaire complet se trouve page 30

### M. Raymond Barre au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Raymond Barre, ancien premier ministre, invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 19 janvier, de 18 h 30 à 19 h 30.

A L'ETRANGER: Algérie, 4.50 DA; Marco, 8 DH; Tunisia, 750 m; Allemagne, 2.50 DM; Autriche, 25 SCH; Balgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles/Réunion, 9 F; Côte-d'Inoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.B., 86 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 E; Italia, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Poys-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

ADMINISTRATION : PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 49-60-30-10 Télex: 261.311 F

> Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944, Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry :
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.

M. Jesques Lecteurs effent

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, prèsident Michel Cros, directeur général Philippe Dupuis, directeur 15-17, rue din Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tél : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F Télés: 46-62-9-73 - Sociét Gliale in SARI. Ir Mondr et de Médius et Répies Bosspe Sa

Imprimerie du « Monde » 12. r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex Reproduction interdite de una article, sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE enseignements sur les microfilms ( index du Monde au (1) 40-66-29-33

Anr

Саг

Sud CHI défe

de F

de je

l'im;

défai

l'As i

mière

mort

une c Vale

maîtr grand

chois

squee: Ouest

de Ca

qu'il ( Valet

au mo

cette :

pensé

moins

aurait

grand sième :

coups défense

HO

I. Male

CEI, il

II. Pourvi

Celui qui

III. Parv Conjonetic

Unissaient

Dame en

nées. D: VIL Pouss

Liaison g

Donne la

Décrit bier

l'emploie.

les prets.

1. Ampli

conduite, P

4. Va vers

moindre tac

Changer I's

pension.

TÉLÉMATIQUE osez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Bouve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUESSE BELGIQUE LUXEMBA PAYS-BAS	AUTRES PAYS No.	
3 mais	460 F	572 F	790 F	
6 mais	890 7	1 123 F	1567 F	
lss	1 620 F	2 086 F	2960 F	
ÉTRANGER :				

par voie aérienne tarif sur demande. pour yous abonner renvoyez ce balletia accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs o provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux remaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE** 6 mois 1 an

Prénom: Adresse:

Code postal: Localité : .

Veuilles svoir l'obligeance d'écure tous les voms progres en capitales d'imprimerie

# Le Monde

Edité par le SARL Le Mond Comité de direction : seques Lesoume : gérant fracteur de le publication Bruno Frappert directeur de la rédection Jacques Guiu secrétaire généra

turs en chai

Anciens directeurs ubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fautelle

# DATES

Il y a cinquante ans

# Heydrich annonce la «solution finale»

E 20 janvier 1942, dans une villa cossue d'un faubourg de Berlin, à Wannsee, quinze hauts fonctionnaires du Reich se réunissent à midi sous la présidence de Reinhard Heydrich. Rien de moins spectaculaire, en apparence, que cette conférence de bureaucrates appartenant à tous les secteurs de l'État allemand qui sirotent du cognac. Rien, si ce n'est l'objet même de la conférence : l'organisation administrative, technique et pratique de la mise à

trière. Là, parqués dans une sorte de réserve, sous le contrôle des SS, les juifs auraient servi d'otages, garants de la bonne conduite de leurs « camarades de race » amérileurs « camarades de race » améri-cains. Mais la mondialisation du conflit et l'invasion allemande de l'URSS en juin 1941 changent les données du problème. « L'émigra-tion, lit-on dans le protocole en trente exemplaires de la réunion de Wannsee rédigé par Heydrich et Eichmann, a désormais cédé la place à une autre possibilité de

L'action des Einsatzgruppen montre que l'essentiel des ordres est donné oralement. Les historiens « fonctionnalistes » se font une représentation plus complexe du processus de décision à l'œuvre dans le III. Reich. Pour eux, la destruction des juifs et la «solution finale » seraient typiques d'une structure de « chaos organisé » pro-pre à l'Allemagne hitlérienne. Des initiatives localisées auraient fini par être mises en forme par l'admi-nistration nazie, et la volonté du

Führer aurait été la conséquence de l'échec de la Blietzkrieg alleet du piétinement de l'offensive à l'automne 1941. A la victoire-éclair contre l'URSS se serait ainsi substituée une autre « victoire », une victoire contre les juifs, hommes, fommes et enfants.

Quoi qu'il en soit, en juillet 1941, Goering a chargé par écrit Heydrich d'organiser la « solution *complète* » de la question juive. Le 23 octobre 1941, Himmler interdit toute ·émigration des juifs hors de la sphère contrôlée par l'Allemagne: la nasse s'est refermée sur eux. A la fin de 1941, plus d'un million de juifs ont été massacrés. Fin mence aussi à construire des sites de concentration en haute Siléaie, et déjà, à Chelmno (Kulm-

mort. La conférence de Wannsee, qu'on en fasse une étape dans

hof), roulent les

un processus ou la remise en ordre d'une sanglante anarchie, représente le franchissement d'un seuil dans une destruction d'ores et déjà entamée. La prise en main du « problème » par l'administration du Reich signifie que l'anéantisse-ment des juis ne souffrira désormais aucune exception et ne s'arrêtera devant aucune consé-

Dans le discours d'ouverture que prononce Heydrich, il est explicite-ment notifié que la « question » juive ne doit plus se poser aux générations suivantes. « Il va sans dire, dit Heydrich, qu'une grande

partie d'entre eux [des juiss] s'élipartie d'entre eux (des juifs) s'éli-minera tout naturellement par son état de déficience physique. Le résidu qui subsisterait en fin de compte – et qu'il faut considérer comme la partie la plus résistante -devra être traité en conséquence. En effet, l'expérience de l'Histoire a montré que, libérée, cette élite natu-relle porte en germe les éléments d'une nouvelle renaissance pière, v

Et de fait, après Wannsee, la machine de destruction, qui a maintenant à sa disposition toutes les ressources de l'Etat-nation moderne (et notamment la Rei-chsbann – les chemins de fer allechsbann – les chemins de les ane-mands – avec son demi-million d'employés), s'emballe. L'Europe est « balapée d'ouest en est », selon la formule utilisée à Wannsee. Pour la seule année 1942, la plus menttrière, on dénombre 2 700 000 victimes juives. Le Staatssekretar Dr. Bülher, l'adjoint de Hans Frank, qui a représenté à la conférence le gouvernement général de Pologne, demande des juin 1942 au chef des SS Krüger une estimation sur la fin des opéra-tions. Celui-ci répond qu'il espère avoir une vue d'ensemble de la

situation fin août. En 1942, les deux tiers des juifs polonais ont été tués, soit dans les chambres à gaz des six centres de mise à mort (Chelmuo, Auschwitz, Treblinka, Sobibor, Belzec et Lublin), soit dans les ghettos. Une lettre envoyée par Frank à Hitler, et parvenue à la chancellerie du Reich le 25 mars 1942, montre comment les opérations ont été mentes operations ont ete menées. Pendant la destruction de ces ghettos de Pologne, relate-t-elle, on a jeté des enfants à terre pour leur écraser la tête à coups de botte. Beaucoup de juifs qui ont eu ainsi les os brisés ont été ensuite jetés vivants dans la chaux vive...

> Phus d'asile possible

Face à un ennemi implacable, les victimes n'ont plus d'asile possible. Sinistrement symbolique est la tra-gédie du cargo Struma, coque de noix boudée de réfusiés juifs de Roumanie, que les Anglais refusent d'admettre en Palestine et qui 1942 avec 768 passagers à bord. En Pologae, les services de propa-gande allemande notent, au début du printemps 1942, que les demandes de baptême se multiplient dans la population juive, tandis que les premiers témoignages de gazage en masse parvien-nent aux dirigeants des commu-

Le chef adjoint de l'Armée de l'intérieur - la résistance polonaise clandestine dirigée depuis Londres, - le général Tadeusz Bor-Komorowski, rapporte qu'il pos-sède en ce même printemps 1942 des informations complètes sur co qui se passe dans le camp de Chelmno. A l'automne 1942, les victimes n'ignorent plus le sort qui les attend : « Une juive de dix-sept ans, dit un rapport allemand de Lublin, s'est présentée devant le la récolte, Majdan-Sopocki, dans la région de Zamosc et a demandé à être fusillée, ses parents l'ayant déjà été. » Alors que les enfants d'un orphelinat de Lodz sont entassés dans un camion, pendant l'été 1944, ils hurleront « Mir viln nisht shtarbn » (« Nous ne voulous pas mourir»).

A la fin de la guerre, près de la moitié des onze millions de juifs dont la destruction méthodique aura été ainsi annoncée à Wannace ont été supprimés.

Quel fut, après la défaite, le sort des quinze participants de la confé-rence ? Heydrich fut abattu à Pra-gue le 5 juin 1942 par des résistants tchèques. Eichmann, Bühler et un certain Schöngart ont été condamnés à mort et étécutés. On compte une mort sous un bombardement allié, et un suicide. Quatre autres mourront de mort naturelle ou dans de simples accidents de la circulation. Deux (Müller et Lange) sont portés disparus. Le SS Hof-mann, de l'Office contral pour la race et l'immigration, condamné à cinq ans de détention criminelle par un tribunal, est libéré des 1951 par les troupes d'occupation américaines. Une instruction judiciaire contre le délégué de la chancellerie du parti, Klopfer, n'a pas eu de suite. Les poursuites engagées con-tre le Dr Leibbrandt, du ministère du Reich pour les territoires de l'Est, sont interrompues en 1950...

Il est curieux de constater que à propos de la France, la scule remarque du protocole de la confé-rence de Wannsee soit pour souligner que « le recensement des juifs en vue de leur évacuation se passera probablement sans grandes difficul-tés ». De fait, à cette date, le dénombrement des juifs est terminé dans la zone occupée. Une administration aux ordres, des fonctionnaires zélés comme René Bousquet ou Jean Legnay attendent les ordres et les techniciens allemands de la « solution finale ». L'un d'eux, responsable de la déportation et de la mort de près de cent mille juifs. Alois Brunner, vir aujourd'hui à Damas, en Syrie. Interrogé par l'hebdomadaire commentaire sur son action pas-sée : «On a du laisser le travail à moltié terminé.»

NICOLAS WEILL

➤ A lire: Raul Hilberg, la Des-truction des juifs d'Europe (Fayard, 1988); Philippe Burm, Hitler et les juifs, genèse d'un génocide (Seuil, 1989). A paraître en mars 1992 : Déporparaître en mars 1992: Déportation et génocide entre mémoire et oubli (Plon) d'Annette Wieviorka. Le Centre de documentation juive contemporaine, au mémorial du Martyr juif à Paris, possède une des meilleures bibliothèques d'archives sur ce aujet. Un musée est ouvert, le 19 janvier dans le maison où se tint la conférence de Wannsee (Hauses der Wannsee de Wannsee (Hauses der Wannsee-Konferenz Am Grossen Wannese W-1000 Bertin 39).



Reinhard Heydrich, peu de temps avant son assassinat en 1942

mort de tous les juifs d'Europe. Cette rencontre de secrétaires d'Etat, qui dura environ une heure et demie, était prévue d'abord pour le 9 décembre 1941, puis avait été repoussée pour cause d'entrée en re imminente des Etats-Unis. Le 20 janvier 1942 donc, c'est avec enthousiasme que les quinze parti-cipants programment la mort des Il millions de juifs dénombrés par eux sur le Vieux Continent (Angleterre et Espagne inclus). A Wanusee, c'est une action à long terme qui se trame, d'une portée historique inouïe, et non plus un pogrom ni une opération punitive à grande

A l'ordre du jour de cette réu-nion classée « affaire secrète du Reich » : la « solution finale ». Finale, un adjectif qui a cours depuis décembre 1939 à l'Office central de sécurité du Reich (RSHA), organisme à cheval entre la police et le parti nazi chapeauté par Heydrich. Un adjectif typique de la stratégie de l'euphémisme et de la langue de bois SS. Comme le confirmera l'un des invités de Wannsee, Klopfer, on ne faisait jamais mention des assassinats de masse dans les documents officiels.

Si Heydrich a convoqué ce jour-là les responsables concernés par cette « solution finale », c'est d'abord pour montrer aux autres ministères qu'il est, sur cette ques-tion, le seul maître à bord, après Himmler et Hitler. C'est aussi, comme le dira Eichmann (qui dirige la section IV-B-4 du RSHA chargée de « l'évacuation des juifs ») à son procès de Jérusalem en 1961, afin de « mouiller » les diverses branches de l'Etat hitlérien. A la surprise ravie de Hey-drich, aucune ne lui marchande ni son adhésion ni sa coopération.

La conférence de Wannsee

Pourtant, à l'heure où débute la conférence de Wannsee, le processus de destruction physique des juifs d'Europe est déjà en marche. Les nazis, qui n'ont aucun goût pour l'idéal sioniste, ont certes caressé un moment d'idée d'expé-dier les juifs à Madagascar, C'est ce qu'on appelle la « solution territoriale », prévue d'ailleurs (qu'on songe au transport de millions d'hommes!) pour être très meursolution : l'évacuation des juifs vers l'Est, solution adoptée après accord du Führer, s

La datation précise de cette déci-sion de Hitler fait, depuis plusieurs années, l'objet d'un débat qui divise les spécialistes. Ni les uns ni les autres ne contestent que l'antisémitisme ait joué un rôle central dans la conception hitlérienne du monde. Les menaces de mort que Hitler profère contre les juifs s'étalent dans Mein Kampf. Et avant même le déclenchement de la seconde guerre mondiale, Hitler n'a pas fait mystère de ses desseins: en cas de guerre mondiale, prophétise-t-il devant le Reichstag, le 30 janvier 1939, le résultat ne serait pas « la

juive en Europe». L'ordre nº 21

victoire du judaïsme, au contraire, ce serait l'anéantissement de la race

Pour l'école «intentionnaliste», qui, dans la suite du procès de Nuremberg, voit dans les crimes de l'Allemagne nazie le résultat d'une conspiration méthodique, le projet de Hitler est palpable dès 1940. Ainsi, un ordre nº 21, signé de sa main le 12 décembre 1940, stipule que « les territoires occupés devront être assurés contre les surprises». Cette phrase sibylline, commente le maréchal Keitel, chef de l'OKW, signifie que la sécurité à l'arrière du front est confiée aux troupes SS commandées par Himmler, et notamment aux Einsatzgruppen, ces commandos mobiles d'un effectif d'environ trois mille hommes qui suivent de très près l'avancée allemande en URSS et qui font la chasse aux juiss systématiquement.

Une directive de la Gestapo de Berlin, du 17 juillet 1941 - et concernant l'action de ces com-mandos dans les camps de prisonniers - leur enjoint par écrit de liquider purement et simplement « tous les juifs » (Alle Juden) qu'ils y trouveront. L'un d'eux, le Einsatzgruppe A, fusille, entre le 22 juin 1941 et le le février 1942, 234 888 personnes. Plus de 95 % de ces victimes sont juives. L'ordre n° 21 tiendrait lieu, en somme, d'ordre écrit du Führer. Dans l'univers nazi, les documents écrits ont d'ailleurs moins pour fonction d'informer que d'investir celui qui les détient d'un pouvoir.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

RAYMOND

ANIMÉ PAR HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON ET DANIEL CARTON (LE MONDE) RICHARD ARZT ET JEAN-YVES HOLLINGER (RTL)

18 H 30

la Busniel

أفرشه ومحا -4 - 4 35° .

100 NAT 1974 4 e de Santa de la Cale Antonio de la Calego Antonio de la Calego de la Calego

100 ميران سال A 150 C Care September 19 in the same of

- -" "Hilamore

-V 5 - 17 -W. .... ----· The

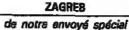
# La Bosnie-Herzégovine se prononcera par référendum sur son indépendance

Le président de Bosnie-Herzégovine, sous contrôle international. La date devrait lement entre Zagreb et les dirigeants serbes M. Alija Izetbegovic, a annoncé vendredi en être fixée lors d'une session du Parle- et croates de Bosnie-Herzégovine pour évi-17 janvier qu'un référendum sur la souverainetá de cette République sera organisé

ment bosniaque, le 24 janvier. D'autre part, des contacts ont lieu actuel- blique.

ter que le conflit ne s'étende à cette Répu-

Une poudrière ethnique menacée d'explosion



Véritable poudrière par sa compo-sition démographique - 44 % de Musulmans y vivent aux côtés de plus de 30 % de Serbes et de plus de govine est pratiquement devenue «la dus grande caserne au monde», étant donnée la concentration de troupes qu'elle héberge. Cette République est aujourd'hui considérée dans la capi-tale croate comme détenant la clé du

Dans les milieux dirigeants de Zagreb, on pose la question de sa viabilité dans l'hypothèse où elle eccederait à l'indépendance, et l'on déclare que le tout nouvel Etat de Croatie «n'oubliera pas» les Croates de Bosnic-Herzégovine, particulièrement ceux qui vivent dans les régions limitrophes d'Herzégovine de

clamés «République serbe de Bosnie-Herzégovine » – poursuivent leur « politique d'agressivité » en Bosnia, dont «soixante pour cent du territoire est sous occupation serbe», et «si la situation s'éternise, nous serons, bien sintation s'elernise, nous serons, bien entendu, obligés de protéger les Croates en Herzégovine de l'ouest, où se truire, sur le plan démographique, la partie la plus pure de la Croatie. Quatre-vings dix-neuf pour cent (des habitants) y sont croates», nous a déclaré, vendredé 17 janvier, l'un des plus proches conseillers du président Ermin Tudiman M. Hronie Saziaie. Franjo Tudjman, M. Hrvoje Sarinic.

« Les maires de nombreuses com-"Les maires de nombreuses com-munes d'Herzégorine de l'ouest sont venus ici, ches le président Tudiman, et uni dit qu'ils allaient proclamer leur appartenance à la Cruatie, ajoute M. Savinic, Vous pensez comme il a été dur pour le président Tudiman de leur dire: No faites pas cola. (...) M. Tudjinan les a calmés et leur a promis qu'on ne les oublierait pas il leur a evaliqué mic neur l'instant leur a expliqué que, pour l'instant, cela créenait une situation politique

BULGARIE: avant le second tour de l'élection présidentielle

Le ministre des affaires étrangères critique la reconnaissance de la Macédoine par son gouvernement

Le ministre bulgare des affaires etrangères, M. Stoïan Ganev, a critiqué vendredi 17 janvier, la reconnaissance de la République de Macédoine par son pays, estimant qu'elle « aurait pu se faire à un moment plus favorable». Absent au moment où la décision avait été prise par le président et le gouver-nement, M. Ganev a implicitement critiqué les prises de position en politique étrangère du président, M. Jeliou Jelev, qui devrait être réélu dimanche 19 janvier.

Candidat du rassemblement anticommuniste au pouvoir, l'Union des forces démocratiques, M. Jeliou Jelev, un ancien dissident, doit affronter dimanche au second tour de l'élection présidentielle le juriste Velko Valkanov, un « indépendant » soutenu par l'ex-Parti communiste, le Parti socialiste bulgare. M. Valkanov a obtenu 30,44 % des voix au premier tour. Grand favori du second tour, M. Jelev en avait obtenu 44,63 %. - (AFP, UPL)

O Conférence de coopération économique des pays de la Baltique coopération économique des dix pays de la région baltique se tiendra à Copenhague les 5 et 6 mars pro-chains. La conférence réunira les ministres des affaires étrangères de Russie, d'Allemagne, de Pologne, du Danemark, de Suède, de Norvège, de Finlande, d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie. De grands projets sont en gestation, notamment la création d'une nouvelle route maritime en Mer baltique, l'établissement d'un réseau plus dense de liaisons aériennes entre les principales villes de cette zone.- (Corresp.)



ter le territoire croate, en application

du plan proposé par le représentant de l'ONU, l'ancien secrétaire d'Etat

américain Cyrus Vance. Ensuite - et

il s'agit d'un «impératif» aux yeux des dirigeants croates, – les réfugiés

doivent pouvoir rentrer chez eux, «de manière à rétablir la situation démographique telle qu'elle était avant l'occupation».

Mais si les dirigeants de l'enclave de la Krajina (région à peuplement serbe qui a déclaré son «autonomie»

vis-à-vis de Zagreb) persistaient dans leur refus de laisser entrer les «cas-ques bleus»? Les Américains, répond

M. Sarinic, nous ont fait savoir qu'ils avaient reçu du président de Serbie,

l'a assurance » qu'il allait régler le problème avec son allié d'hier. M. Babic, le leader serbe de Krajina. Or ce dernier campe jusqu'à mainte-nant sur ses positions malgré les

laires et publiques de M. Milosevic.

Scepticisme

à Zagreb

D'un autre côté, toujours selon M. Sarinic, l'ancien ministre fédéral de la défense, le général Veliko Kadijevic, aurait assuré que si une solution politique n'était pas trouvée à l'opposition de M. Babic, une «solution politique n'était pas trouvée à l'opposition de M. Babic, une «solution me l'accomment de l'accomment

tion militaire» serait mise en œuvre. Enfin, à deux reprises lors de conver-

sations avec le président Tudiman, M. Milosevic a insisté sur le fait que

la Serbie n'avait aucune prétention territoriale sur la Krajina, rapporte M. Sarinic. En tout état de cause, « le

territoire croate ne sera pas negocié; pas un millimètre», affirmo-t-il, pre-

nant le contre-pied des récentes

déclarations du ministre croate des affaires étrangères, M. Zvonimir Separovic, qui avait évoqué la possi-bilité, après que la paix aura été réta-

blie, de négociations en vue de «légères modifications de frontières» (le Monde du 16 janvier).

Dans les milieux serbes de Zagreb,

on se montre sceptique sur la possi bilité, pour les Croates, de récupére

ene sera pas possible sans la guerre », estime ainsi un membre du Forum

graphe britannique (vingt-six ans).

travaillant pour l'agence photo

européenne EPA, a été tué d'une

balle dans la tête, vendredi 17 jan-

vier à Osijek en Croatie. La ville

d'Osijek a fait l'objet ces dernières

semaines de combats intenses entre

Croates et francs-tireurs serbes

appuyés par l'armée fédérale. Le

journaliste a été touché sur la ligne

de défense sud de la ville, selon

deux gardes nationaux crostes qui

l'accompagnaient. Vingt journa-

listes et techniciens de télévision

sont morts depuis le début du

conflit en Yougoslavie, quatre

autres étant portés disparus. -

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

génante pour eux et pour la Croatie. Pour le moment, notre priorité abso-lue, c'est la paix en Bosnie-Herzégo-

M. Sarinic affirme que les autorités croates ne partagent pas les vues expansionnistes des «extrémistes» et qu'elles réclament une solution, supervisée internationalement, qui garantisse aux Croates de Bosnie artantes de aux croits et l'égalité avec les deux autres peuples». Il insiste touto-fois : «Si l'agressivité de la Serbie en Basnie continue et si elle a la béné-diction du monde occidental, la Croaconcrètes pour protéger le peuple croate vizant en Herzégovine de l'ouest», qui représente le «flanc» de la Croatie. Le gouvernement de Zegreb n'irait pas jusqu'à intervenir militairement, assure-t-il, mais « on pourrait éventuellement a céder» aux maires de cette région » qui ont demandé leur rattachement à la

lement lieu entre Croates et Serbes. Les derniers en date se sont déroulés mardi dernier à Zagreb, selon des informations circulant dans la capitale croate et qui font état d'une rencontre entre le président Tudiman et des dirigeants serbes ainsi que croates de Bosnie. «On parle, explique M. Sarinic; un homme politique réaliste doit négocier, il doit parler, il doit avoir des contacts; nous en avons.» « Nous les écoutons ; les Serbes nous ont fait un certain nombre de propositions. Au stade actuel nous sommes en pleine théorie, mais nous allons continuer: nous écoutons leurs propositions », ajoute-t-il.

Si la Crostie, pas plus que la Siovénie ni la Communauté européenne, n'a reconnu l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, c'est, explique encore le conseiller du président Tudiman, pour se garder la possibi-lité de poursuivre les négociations avec les Serbes.

> Libérer les régions occupées de Croatie

Pour le moment, sa « grande bataille», la Croatie compte la mener « pour libérer chaque centimètre carré» de son territoire, c'est-à-dire pour obtenir le rétablissement de l'autorité de Zagreb sur les régions conquises par l'armée serbo-fédérale et les milices serbes (30 % environ de son territoire). Elle compte pour ca faire sur l'arrivée, e le plus rapide-ment possible, de dix à douze mille acasques bleus» dans les régions de

De président de Bosnie-Herzéga-vine reçu à l'Elysée. – M. Alija Izetbegovic a été reçu le 15 janvie par M. Mitterrand, qui lui a fait part du souhait de la France que des « casques bleus » soient déployés en Bosnie. M. Izetbegovic s'est félicité pour sa part de la pro-position Badinter d'organiser un référendum sur l'indépendance, estimant qu'« une grande majorité de la population» s'y déclarerait favorable et que la communauté serbe de Bosnie, notamment, ne suivrait pas le parti serbe.

Un photographe britannique the autres à Osijek. - Paul Jenks, photo- (AFP)

ac, qui maintient des contacts avec le régime du président Tudjman. Il pense qu'on risque d'assister alors à des bouleversements politiques et à des règlements de compte au sein du pouvoir croate. « Les Serbes de Croatie vivant hors de la Krajina se retrouveront, eux, dans une situation pire qu'aujourd'hui », estime-t-il encore. Pour une autre Serbe de Zaereb.

l'intention du gouvernement de Zagreb est claire: utiliser les «casques bleus» pour chasser l'armée et désarmer les milices serbes puis, dans six mois, s'opposer au renouvellement du mandat de la force de l'ONU et réoccuper toutes les «régions de crise» par la force. Le même scepticisme prévaut à propos des « promesses et concessions croates de dernière heure sur le statut des Serbes de Croatie». Ces concessions accordées sous la pression de la Communauté européenne – ne sont pas suffisantes, selon certains, qui reprochent notamment à M. Tudjqu'au niveau communal, alors qu'ils la voudraient à l'échelle régionale. Pour d'autres, ces promesses arrachées in extremis ne sont que « de la poudre aux yeux, que le régime, prêt à tout pour obtenir sa reconnaissance. s'empressera d'oublier v.

Le pouvoir se défend, bien sûr, de telles intentions, et rappelle qu'il a accepté un contrôle international de l'application de la loi sur les natio-nalités et minorités en Croatie, adoptée en décembre dernier. Il compte a tout faire », selon M. Sarinic, pour tenter d'endigner la vague de haine que la guerre et ses atrocités ont engendrée et qui, selon le Forum, l'aurait déjà provoqué l'exodé de plus de cent mille Serbes.

YVES HELLER

# L'isolement de la minorité hongroise de Voïvodine

Ca n'est pas encore une hémorragie mais la tendance grois de Volvodine, soit environ vingt-cinq mille personnes, ont pris le chemin de l'extil depuis l'intensification des combats en Yougoslavie en juillet dernier. M. Andras Agoston, le prési-dent de l'Alliance démocratique des Magyars de Volvodine (VMDK), a dénoncé, récemment à Paris, «la campagne d'hysté-rie» menée par les autorités de Belgrade contre la minorité hongroise de cetta région, una des deux provinces « autonomes » rattachées à la République de

Un grand nombre de ces vingt-cinq mille « réfugiés » sont des jaunes appelés fuyant l'in-corporation dans l'armée serbofédérale. Face à cet afflux, la Croix-Rouge hongroise a même installé au début de l'automne plusieurs centres d'accueil autour de la ville frontalière de Szeged pour prendre en charge ces insoumls. « Nous sommes victimes d'une discrimination systématique, insiste M. Agos-ton. Les Hongrois sont sur-mobilisés au sein de l'armée. » D'après les statistiques du ministère de la défense de Bel-grade, les effectifs du contingent comptent près de 8 % de Hongrois alors que ces demiers ne représentent que 3 % de la population de la Serbie.

> Autonomie régionale

Or, les Megyers refusent de servir de «chair à canon» dans une « guerre civile entre Sleves 3. Des propos qui font bondir les autorités serbes pour qui les Hongrois de Volvodine sont de plus en plus percus comme une « cinquième colonne » potentielle aux visées « séparatistes » (le Monde du 9 août::1990);

Ce climat de méfiance généralisée inquiète au plus haut point le gouvernement de Budapest Rompant avec sa prudence ini-tiale, il a multiplié les mises en garde auprès de Belgrade au cours des demiers mois et l'ambassadeur de Hongrie aux Nations unles s'est insurgé, jeudi, contre la « multitude de mesures discriminatoires » visant les 345 000 Magyars de Volvodine. Les droits de cette communauté (« la seule à ne pas âtre armée ») ont été progressivement rognés depuis la reprise sn main de la province par les Serbes en 1989, abolissant de facto le statut d'autonomie de la Volvodine; pour des raisons e budgétaires » l'enseignement du hongrois a été sensiblement réduit et les médias, dont le quotidien Magyar Szo, ont été

Damiers épisodes en date les noms de rues et de villes jusque là indiqués en deux lan-gues, doivent désormais être écrits en cyrillique, et seul le serbe est meintenant reconnu comme langue officialle par les tribunaux. Au total, le VMDK dénonce l'adoption de dix-sept lois « discriminatoires » par le Parlement de Belgrade. « Nos droits, constate amèrement M. Agoston, étaient mieux respectés sous Tito!»

Les organisations magyares réclament « une autonomie régionale garantissant les droits collectifs des minorités » et l'envoi d'observateurs européens gnées à la disparition de la Yougoslavie, alors que il y a moins d'un an, elles défendaient encore le maintien d'une forme de fédération, pour éviter l'isolement des Hongrois au sein de la seule République de Serbie. M. Andres Agoston estima à présent que l'avenir de la Votvodine doit s'inscrire dans le cadre d'« une région euro-

YVES-MICHEL RIOLS

ALLEMAGNE : cinquante ans après la mise en œuvre de la « solution finale »

# L'anniversaire de la conférence de Wannsee va donner lieu à de nombreuses manifestations

L'Allemagne commémore, lundi 20 janvier, la conférence de Wannsee, où fut décidée, il y a cinquante ans, la mise en ceuvre de la «solution finale», c'est-à-dire l'extermination des juifs d'Europe (lire page 2 : « Il y a cinquante ans, Heydrich annonce la solution finales). La premier mémorial allemand dédié aux stx millions de victimes de l'Holocauste doit être inauguré sur les lieux mêmes de la conférence. A cette occasion. un récent sondage du Spiegel revient sur le problème de l'Allemagne et de l'antisémitisme.

BERLIN

de notre correspondent

Il y a cinquante ans, le 20 janvier 1942, se déroulait à Berlin la confé-rence dite de Wannsee, où fut déci-dée la mise en pratique de la décision d'extermination des juifs européens. Cet anniversaire va don-ner lieu à de nombreuses manifesta-

pacifiquement, à la faveur de la pré-sence des «casques bleus», les terri-toires qu'ils ont perdus au cours des derniers mois. Une telle récupération tions à travers toute l'Allemagne. Un centre de documentation devait être inauguré sur le lieu même de la conférence. Une impor-tante exposition sur la culture juive démocratique serbe, mouvement formé d'intellectuels serbes de Cros-tie et présidé par M. Minorad Pupoa ouvert ses portes au musée Gro-pius-Bau de Berlin le 12 janvier. L'organisation des festivals de la ville prévoit pour le mois d'avril de présenter une série d'œuvres traitant de la question juive.

> Dans toute l'histoire de l'Alle-Dans toute i histoire de l'Atte-magne de l'Ouest, la référence à l'Holocauste a été une constante. Une petite phrase du chancelier Hel-mut Kohl, alors à peine arrivé au gouvernement, sur «la chance d'être né tard», qui impliquait un refus de partager la « faute» des générations précédentes, avait relancé au milieu des années 80 le débat sur l'attitude des Allemands d'aujourd'hui face à cette période de leur histoire.

Cette question avait cusuite pris un tour spectaculaire avec le fameux « débat des historiens » déclenché par

ponsabilité allemande dans l'Holocauste, grâce à un amalgame entre les deux grands totalitarismes de l'époque, le nazisme et le stalinisme. A l'extrême gauche, le problème a été posé à propos du droit de soute-nir les Palestiniens contre Israël.

> Tirer les leçons de la faute commise

Le président von Weizsacker a joué un rôle important pour essayer de définir une ligne de conduite en suggérant à ses concitoyens de se ourner vers leur avenir mais en tirant les lecons de leur héritage, de la faute commise en leur nom. Dans l'ouest de l'Allemagne, en raison sans doute du consensus absolu de la classe politique, l'antisémitisme n'a pas connu de résurgence comme dans certains autres pays.

Cela signifie-t-il pour autant qu'il ait été extirpé? C'est la question que pose un sondage publié la semaine dernière par l'hebdomaire allemand Der Spiegel, dans lequel 42 % des personnes interrogées répondent que le régime nazi avait « des bons et des

L'existence de l'Holocauste n'est pas remise en cause par les sondés. 15 % seulement des Allemands estiment qu'il y a eu de l'exagération dans ce qu'il en a été rapporté. Mais 58 % estiment toujours qu'une minorité seulement a su à l'époque

a AUTRICHE : premier attentat criminel contre un foyer d'émigrés. -Le premier attentat criminel contre un foyer d'émigrés a eu lieu dans la muit du jeudi 16 au vendredi 17 jan-vier, à Traunkirchen (Basse Autriche), où des inconnus ont grimpé sur le toit d'un hôtel abritant quelque deux cents étrangers et ont lancé plusieurs cocktails Molotov. Cet attentat n'a fait aucune victime. Jeudi, în police avait démantelé, à Vienne un groupe de néonazis fortement armé, connu sous le nom de «commando Trenck». Une enquête judiciaire a été ouverte contre vingt personnes dont quatre adolescents. -

une tentative de relativiser la res- ce qui se passait. Alors que les discours officiels leur demandent d'assumer une faute commise «en leur nom », les Allemands considèrent à 77 % que la faute proprement dite incombe sculement à ceux qui ont été mêlés aux atrocités ou qui ont su. 42 % (contre 33 %) pensent qu'ils n'ont plus aujourd'hui a assumer de responsabilité particulière à l'égard des juifs. C'est encore plus marqué à l'égard d'Israël. 76 % estiment qu'il s'agit d'un Etat comme

> Interrogés sur l'antisémitisme, les Allemands sondés pensent, à 60 %, qu'il se maintiendra dans une certaine mesure en Allemagne. A propos de ses motivations profondes, 32 % des personnes interrogées répondent qu'elles sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle les juifs sont "coresponsables " quand ils sont «hais ou persécutés». En revanche, 75 % considerent qu'il n'v a qu'un tout petit nombre d'Allemands a être «contre les juiss». Et. en conclusion, 62 % des personnes interrogées sont d'accord pour dire que e quarante-six ans après la fin de la guerre, on ne doit plus autant parler de la persécution des juifs et qu'il faut enfin tracer un trait sur le passé ».

HENRI DE BRESSON

D Les agressions racistes multipliées par dix en 1991. - Le nombre d'agressions d'extrémistes de droite contre des étrangers en Allemagne a été multiplié par dix en 1991, selon un rapport gouvernemental publić, jeudi 17 janvier, par le quotidien berlinois AZ, Alors que le nombre de ces attaques était auparavani en movenne de 200 à 250 par an, il a atteint l'an dernier le chiffre de 2 368, faisant deux morts et des dizaines de blessés graves. Les agresseurs sont a en majorité de jeunes gens, chômeurs, apprentis » et les «skinheads soni particulièrement violents ». - (4FP.)

4

160

400

 $a_{2}=-a_{1}$ 

2

#### L'IRA a commis l'attentat le plus meurtrier depuis 1988

Sept ouvriers protestants employés par una société de construction travaillant pour les forces de sécurité ont été tués, vendredi 17 janvier, en Irlande du Nord, lors d'un attentat organisé par l'IRA. Sept autres ont

LONDRES

de notre correspondant

Le commando avait mis toutes les chances de son côté pour ne pas manquer sa cible : la bombe télécommandée placée sur le bascôté de la route pesait environ 270 kilos et, selon la police, l'un des terroristes surveillait à peu de distance le déroulement des opérations. Lorsque le minibus transportant une quinzaine d'ouvriers du bâtiment - tous protestants -s'est approché, l'explosion a littéralement soufflé le véhicule.

L'attentat s'est produit sur la route reliant les villes d'Omagh et de Cookstown, près du village républicain (catholique) de Carrickmore, dans le comté de Tyrone. La société employant les victimes, Karl Holdings, avait été menacée à de nombreuses reprises par l'Armée républicaine irlandaise (IRA), mais elle avait persisté à accepter des chantiers impliquant de travailler pour les forces de

Cette action terroriste, qualifiée d'a odieuse » par le premier ministre britannique, M. John Major, s'inscrit dans le cadre d'une campagne visant des civils accusés par l'IRA d'être des « collaboraleurs » au service de la « machine de guerre » britannique. Depuis le début de ces actions de « représailles », en juin 1985, vingt-six personnes ont été tuées dans des conditions semblables.

Jusqu'à présent, cependant, l'IRA s'en prenait à des individus personnes n'ayant pas de responsabilité politique ou administrative. Ce bilan (sept morts et sept blessés) est le plus meurtrier provoqué par un seul attentat, depuis celui qui s'est produit en 1988 dans le même comté de Tyrone, et au cours duquel huit soldats britanniques avaient été tués par une bombe. Il va sans aucun doute provoquer de nouvelles demandes pour un rétablissement de l'internement administratif, une mesure radicale invoquée à chaque action d'envergure de l'IRA, mais qui, dans le passé, a prouvé son inefficacité pour combattre le terrorisme.

#### Les négociations politiques ajournées

M. Peter Brooke, le ministre chargé de l'Irlande du Nord, a par avance annoncé vendredi que Londres n'avait pas l'intention d'accéder à cette demande. Il est, en revanche, probable que le gouvernement va prendre des mesures pour renforcer la présence policière et militaire en irlande du Nord, comme le demande Sir Hugh Annesley, le commandant de la police locale (RUC).

Bien qu'il n'y ait pas forcement un lien direct entre ce regain de terrorisme et les négociations politiques, celles-ci, qui devaient débuter prochainement, paraissent ajournées. M. Brooke a ren-contré vendredi le ministre irlandais des affaires étrangères, M. Gerry Collins, à Dublin, et : reconnu qu'il y avait désormais peu d'espoir que les pourparlers intercommunautaires (qui s'étaient soldés par un échec en juillet dernier) puissent reprendre avant les prochaines élections parlementaires britanniques, dont la date n'est pas fixée.

M. Brooke a précisé que le Sinn Fein, la branche politique de l'IRA, pourrait participer aux négociations, à condition de renoncer à la violence, mais les difficultés sont d'un autre ordre : les dirigeants unionistes (protestants) nord-irlandais ont indiqué qu'ils n'étaient pas prêts à poursuivre des discussions si le Parti travailliste - qui s'est engage à savoriser la réunification de l'Irlande - gagne les élections.

LAURENT ZECCHINI jeudi et lundi demiers, lancées par

GÉORGIE

# Des incidents ont opposé partisans et adversaires de M. Gamsakhourdia

de Transcaucasie, dont le comman-dement se trouve à Tbilissi, étaient testées étrangères aux deux semaines de combais dans la capitale géorgienne qui avaient abouti à la fuite du président Zviad Gamşakhourdia. Mais le retour de celui-ci et les menaces d'affrontements à l'échelle de toute la République pourraient les amener à intervenir pour « séparer les parties opposées afin d'éviter une guerre civile», a affirmé le comman-dant adjoint du district militaire de Transcaucasie, le général Soufiyan Bepacy, cité samodi 18 janvier par

L'armée n'interviendra que sur une « décision » politique de la Communauté des Etats indépendants et un ordre du maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces de la CEI, a-t-il ajouté. Par ailleurs, des partisans de Zviad Gamsakhourdia auraient attaqué jeudi, selon des informations non confirmées, une unité de l'armée dans l'ouest de la Géorgie et lui auraient pris des

La tension semblait se concentrer, vendredi, dans la ville de Koutaissi, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Tbilissi, où les forces envoyées de

disperser une manifestation de soutien à M. Gamsakhourdia. Le premier ministre du gouvernement pro-visoire de Tbilissi, M. Tenguiz Sigoua, a reconnu qu'il y a eu des blessés dans les rangs des partisans du président, au nombre de deux mille cinq cents, qui, selon lui, auraient «tenté de pénetrer dans la

M. Sigoua a affirmé vouloir éviter tout bain de sang et avoir envoyé des négociateurs auprès des partisans du président à Koutaissi. Les milices de MM. Tenguiz Kitovani et Jaba losseliani, les coprésidents du «Conseil militaire» de Tbilissi (dont le second contrôle le gros des forces, quelque cinq mille hommes) se sont néan-moins déployées en lorce à Koutaissi. La télévision russe a affirmé qu'elles ont aussi « désarme une centaine de partisans du président Gamsakhour-

Le « président » lui-même se trouve depuis jeudi dans la région de Zougdidi, plus à l'ouest, une localité où un envoyé spécial de l'AFP a constaté, vendredi, un rassemblement de quelques centaines de ses partiM. Gamsakhourdia, qui y était pour-tant attendu, mais qui se trouve toujours dans la région, selon un de ses proches, M. Walter Chourgaya. Ce dernier a démenti des informations, publiées par l'agence TASS, selon les-quelles M. Gamsakhourdia avait appelé à la guerre civile jeudi à Zougdidi. Des voyageurs venus de Koutaissi ont affirmé que des avions - qui ne peuvent appartenir qu'à l'armée - ont survolé, à Koutaissi, la «manifestation pacifique» de soutien à M. Gamsakhourdia. - (AFP, Reu-

a Tournée de la troika européenne dans la CEL - La troika communautaire, c'est-à-dire les ministres des affaires étrangères du pays qui assume la présidence, de son prédécesseur et de son successeur Portugal, Pays-Bas, Grande-Bretagne) devrait se rendre avant le 26 janvier a Moscou, Minsk, Kiev et Alma-Ata, a annoncé jeudi 16 janvier le chef de la diplomatie portugaise, M. Joao de Deus Pin-heiro. M. Roland Dumas doit se rendre dans les mêmes villes du 22 OUZBÉKISTAN : deux morts et des arrestations

# Manifestation d'étudiants contre la hausse des prix

Une manifestation d'étudiants contre les hausses de prix, dans la nuit du jeudi 16 au vendredi nuit du jeudi 10 au ventrett 17 janvier à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, qui tournait à la contestation du régime du prési-dent Karimov, a été violemment

Les étudiants demandaient une revalorisation de leurs bourses ou, selon une autre version, protes-taient contre le retard dans les livraisons de pain, au lendemain des hausses de prix introduites avec une semaine de retard sur la Russie dans cette République d'Asie centrale ex-soviétique.

Des milliers d'étudiants rass blés dans la soirée, et réclamant sans succès la venue de responsa-bles, envisageaient de marcher con-tre le palais présidentiel mais ont été dispersés par les forces de l'ordre, usant de matraques et recou-rant à des tirs de semonce ayant provoqué la panique, avec un coup de feu au moins tiré dans la foule. Deux étudiants sont morts, plusieurs ont été grièvement blessés et des dizaines d'arrestations ont été opérées, jusque dans la cité univer-sitaire.

l'ordre. Les étudiants ont tenu plusieurs rassemblements le lendemain, alors que les autorités annoncaient des concessions sur les bourses ou les prix des deurées pour les étudiants.

Cette explosion de violence est la première signalée dans l'ex-URSS ayant pour origine la libéra-tion des prix, finalement adoptée, avec quelques variantes, par tous les membres de la Communauté des Etats. En Asie centrale, les prix étaient bien inférieurs à ceux pratiqués par exemple en Russie, mais partout, les étudiants et les retrai-tés — qui ne bénéficient pas des circuits de distribution internes

De plus, l'Ouzbékistan est un des Etats d'Asie centrale le moins concerné par la démocratisation. Un dirigeant de l'opposition y a été arrêté la semaine dernière à la suite d'une manifestation de quel-ques milliers de personnes le 8 janvier contre le «choix arbitraire» fait par le mufti officiel de 🌩 Tachkent des fidèles qui pourront se rendre au pèlerinage de la Mec-que. - (AFP, Reuter, AP.)

De source officielle, on souligne que les manifestants ont brisé des

adopte alors un texte : « Nous appe-

commencer au plus iôt les pourpar-

lers sur l'avenir des forces mili-

Quelles seront les conséquences

cou? « Je pense, a déclaré le maré-

chal Chapochnikov a l'issue de l'as-

semblée, que les échos de celle-ci

seront entendus par les chefs d'Etat de la CEI.» C'était incontestable-

ment le premier objectif des offi-ciers, à l'adresse des dirigeants des ex-Républiques qui se réuniront à Minsk le 14 février au cours d'un

sommet consacré exclusivement au dossier militaire.

Reste à savoir si cet « œcumé

Composée de Républiques

nisme» des officiers, cet appel à

# M. Eltsine et les doléances de l'ex-armée rouge

A cet avertissement, le maréchal Chapochnikov ajoute - très applaudi, il est vrai - que les mili-taires «ne prendront jamais le pou-voir par la force des basonnettes». Puis ce sera la longue litanie des

doléances. Ce colonel d'aviation basé dans l'ouest de la Géorgie déclare : « Nous n'intervenons pas, mais nous sommes tout le temps insultés ». « L'armée est fatiguée d'être passive», dit un autre officier?
Un commandant, venu du Caucase
du Nord lance: « Pensez aux conditions de vie de nos femmes et de nos
enfants dans les villes de garnison.
L'armée est la seule force capable
d'arrêter le gissement de la société
vers le gouffre.» Même avertissement de la part d'un colonel: « La
patience des officiers n'est pas infinie. A Stepanakert, l'armée est
menacée, insultée; on nous coupe
l'électricité, le chauffage, on nous
prive de denrées alimentaires.» d'être passive», dit un autre officier. prive de denrées alimentaires.»

Vigoureusement applaudi, l'amiral Igor Kassatonov, commandant des forces de la mer Noire, se fait le porte-parole de tous les participants, notamment en appelant les

D RUSSIE: M. Eitsine annule son décret sur la création d'un « superministère de l'intérieur». - Se soumettant à l'avis de la Cour constitutionnelle de Russie, le président Boris Eltsine a annulé, vendredi 17 janvier, son décret sur la création d'un « super-ministère de l'intérieur», regroupant l'ancien KGB et la police, a annoncé l'agence Tass. L'ex « super-ministre », M. Viktor Barannikov, dirigera désormais l'Agence fédérale russe de la «sécurité» (héritière du KGB) et son exadjoint à l'intérieur, M. Viktor lerine, devient ministre de l'intérieur de la Russie. - (AFP, Reuter.)

écoute, le premier ministre polonais, M. Jan Oszewski, a lancé, vendredi 17 janvier, un appel pathétique à ses compatriotes pour les inviter à faire preuve de «compréhension» et à lui

apporter leur « soutlen » face à la

situation économique « catastrophi-

Précisant qu'il ne savait pas à ce jour «si le déficit du budget public s'élève à 20 000 ou 40 000 milliards

de zlotys» (200 ou 400 millions de

dollars), le premier ministre a laissé

ouvertement entendre que la succes-

sion héritée de son prédécesseur était

plus lourde qu'on ne le croyait.

M. Otszewski a dit ou'il «ne pouvait

donc rien promettre» et a invité au

adialogue» pour sortir la Pologne de

el'abime économique». L'appel du premier ministre intervient après

deux grèves nationale d'une beure.

que» de la Pologne.

militaires d'Ukraine à ne pas prêter un second serment; « Dans l'his-toire des pays civilisés, on n'a jamais ru un Etat décider de natio-naliser les gens et leur famille», ajoute-t-il à l'adresse du président ukrainien, qu'il accuse d'avoir «opèré un virage à 180 degrès».

«Kravichouk m'avait dit person-nellement qu'il n'avait pas besoin de la marine de la mer Noire et qu'il se contenterait de quelques navires», rappelle l'amiral. Il ne sera battu à applaudimètre que par... le président de la section des affaires étrangères de l'Eglise orthodoxe. Le de Kaliningrad s'enflamme : « L'histoire de notre peuple uni n'est pas l'histoire de soixante-quatorze ans, mais une histoire millénaire. Nous avons une unité ethnique formée avons une unité etnitique jormes pendant l'histoire de notre pays. Il faut respecter ses règles ». Et Dieu reconnaîtra les siens, pourraient ajouter les mauvaises langues.

#### Pas d'autre choix

M. Boris Eltsine prend ensuite la parole. Se tâche n'est pas facile, car il lui faut tout à la fois rassurer les officiers présents, mais aussi les mettre en garde. Rassurer, il le fera tout au long de son adresse en pro-mettant une série de mesures visant à améliorer les conditions de vic des officiers. La Russie pourrait ainsi vendre des armes à l'étranger pour construire des logements desti-

nés aux militaires. Il se prononce pour l' « unité des forces armées», qui « ne porte pas tort à l'indépendance des États de la CEI, mais au contraire la renforce ». Le président russe estime que les forces stratégiques devant rester sous commandemnt uni de la CEI sont les armes nucléaires, la flotte, l'aviation, la défense antiaérienne,

communiste) pour protester contre d'importantes hausses des prix de

En visite à Varsovie, le vice-pré-sident de la Banque mondiale,

M. Wielfried Thalwitz, a déclaré qu'il

appréhendait un éventuel retour

d'une « inflation galopante », à la faveur d'un déficit public prolongé, et a déclaré espérer « un climat socio-

Voulant faire contrepoids au gou-vernement de centre droit de M. Ols-

zewski, le président Lech Walesa a décidé de former un «comité de conseillers auprès du président». Il a

fait appel à ses deux anciens pre-

miers ministres, MM. Tadeusz

Mazowiecki et Jan Krzysztof Bio-lecki, ainsi qu'à M. Bronislaw Gere-

mek. Selon le porte-parole de la pré-

sidence, ce comité a n'est dirigé

contre personne ». - (AFP.)

POLOGNE: selon le nouveau premier ministre

La situation économique

est «catastrophique»

Parlant pour la première sois à la les syndicats Solidarité et OPZZ (ex-télévision à l'heure de la plus grande communiste) pour protester contre

ainsi que les services de renseigne-

Mais le président russe annonce aussi que les unités militaires sta-tionnées dans les territoires ne faisant pas partie de la CEi (c'est-à-dire les pays baltes, la Géorgie et l'Allemagne) relèveront directement de la Russie. Et il avertit que si les autres Etats se dotaient d'armées autres Erais se content d'artices anationales, la Russie «n'aurait pas d'autre choix» que de mettre à son tour sur pied sa propre armée.

M. Eltsine a aussi mis en garde les militaires en les appelant à préserver la paix civile : «C'est facile d'allumer un incendie, a-t-il conclu, mais plus difficile de l'éteindre.»

Comme à la parade, les officiers continuent ensuite à se succéder à la tribune et à gratter les plaies de leur frustration. En début de soirée, un nouvel incident éclate. Un groupe d'officiers demande rien semble les prendre au mot, se lève de son siège, remet une pile de dos-siers à un de ses adjoints et déclare fièrement : «Je démissionne», fait mine se s'en aller... puis se ravise, reprend le micro et explique sa

Des officiers prennent ensuite sa défense et, à main levée, l'assem-blée se prononce pour le maintien à son poste du maréchal. «Merci de votre confiance», déclare alors Evgueni Chapochnikov. C'est beau

> GIBRALTAR: avec 73 % des suffrages

Le Parti socialiste an ponvoir a remporté les élections législatives

MADRID

de notre correspondant

Le Parti socialiste et travailliste de Gibraltar (GSLP) de M. Joe Bossano a largement rem-porté les élections législatives qui se sont déroulées sur le rocher, jeudi 16 janvier. Avec 73 % des suffrages, cet ancien syndicaliste améliore considérablement son score de mars 1988 (58 %) qui lui avait permis de prendre la tête du gouvernement. Les sociaux-démocrates (GSD) obtiennent pour leur part 20 % des voix et sept sièges au Parlement sur quinze, puisque la réglementation limite à huit le nombre des députés au parti vainqueur quel que soit son

La grande majorité des élec-teurs - près de 72 % des 17800 électeurs inscrits se sont rendus aux urnes - a donc reconduit pour quatre ans ce socialiste de cinquante-deux ans, hostile aux négociations entre Londres et Madrid pour la rétrocession de Gibraltar dans le giron espagnol. Nationaliste intransigeant, il voudrait faire de cette péninsule une sorte de Hongkong indépendant. Sa victoire et l'assurance de pouvoir rester aux commandes encore longtemps vont peut-être lui donner suffisamment de poids pour modifier la Constitution et les liens avec la Grande-Bre-

l'Est (Laurent Carroué).

dossiers : l'un sur le Proche-Orient, l'autre sur l'Afrique. Dans la premier, Rouba Housery, Géraud de la Pradelle et

comme l'antique. Trop beau pentl'unité des forces armées sur le terêtre... Le maréchal n'aurait-il pas ritoire de l'ancien empire est encore mis en scène cette fausse vraie sor-tie ou cette vraie fausse sortie de mise. La tendance semble maintenant irréversible de voir les États déjà expérimentée lors d'un précédent sommet de la CEI à Minsk nouvellement indépendants, ou du moins la majorité d'entre eux, créer fin décembre - pour être ensuite conforté par ses pairs dans un pou-voir que d'aucuns jugent chancechacun à leur tour leur propre armée. Etant indépendants, ils veulent les attributs essentiels de cette indépendance, et donc bien entendu Toujours à main levée et à une écrasante majorité, l'assemblée une grande armée. La Russie alors - et M. Boris Eltsine a été très clair adopte alors un texte: « Nous appe-lons tous les peuples de la Commu-naudé à se prononcer pour le main-tien des forces militaires unies, (...) nous appelons le Parlement à main-tenir l'unité des frontières dans un système unique de commandement, (...) nous nous adressons aux chefs d'Etat de la Communeut è pour communeur qui plus tôt les pouran-- devra suivre ce mouvement et ment nationale. Ce qui n'empêchera pas une coordination de ces différentes armées ni la mise en com-

Même s'ils regrettent cette évolution, de nombreux officiers - et pas toujours ceax dui se sont exprimés vendredi à Moscou - semblent bien persuadés de son inéluctabilité. On officiers une lisme de clivage entre les conservateurs, qui n'ont pas accepté la dissolution de l'URSS, et ceux qui, faisant contre manvaise fortune bon cœur, s'attachent déjà à réfléchir sur de nouvelles structures. Ainsi la rémnion de Moscou aura au moins eu un mérite : celui de servir d'exutoire à une armée dans tous les cas déboussolée.

mun de certaines structures lourdes

JOSÉ-ALAIN FRALON

Dans « le Monde diplomatique » de janvier

# Nouveau monde

peu soudées, privée de «cen-tre», la nouvelle Communauté d'Etats Indépendants (CEI) apparaît d'emblée dominée per la Russia, qui s'est saisie de l'héritage de l'Union soviétique. L'inquiétude est réelle dans les autres Républiques, notamment en Asie centrale où nationalistes, islamistes et anciens du PC luttent pour le pouvoir. pendance totale, comme en Lettonie, ne permet pas d'échap-per facilement à la désastreuse situation économique et sociale Dans la Monde diplomatique du mois de janvier, Amnon Kapeliouk, Alain Gresh et Erlends Calabuig se penchent sur l'ave-nir de l'ex-URSS et sur la montée des tentations autoritaires à

C'est un «nouveau monde qui se recompose sous nos yeux marqué par l'incertitude», écrit Ignacio Ramonet. L'Afghanistan s'installe dans la fragmentation (Selig S. Harrison), un premier dialogue se noue dans la Corée divisée (Claude Leblanc). Les affrontements se multiplient en Yougoslavie (Catherine Lutard), tandis que la grande Allemagne aspire à jouer un rôle plus Important en Europe et se retrouve en première figne pour la conquête des économies de

On lira, d'autre part, deux l'écrivain israélien Abraham

8. Yehoshua décrivent Jérusalem; ville sainte qui devient une ville-forteresse. Henry Cattan s'interroge sur la rôle des Nations unies, tandis que Georges Corm expose les graves inquiétudes libanaises. Dans le second dossier. Achille Mbembe dénonce les réformes économiques qui risquent de transformer l'Afrique en un continent de comptoirs, tandis que Linda C. Chisholm examine système d'enseignement en Afrique du Sud et que Victoria Brittain évoque la fin de la dictature au Kenya.

Dans ce même numéro :

Janette Habel analyse la nouvelle politique économique à Cuba; Maurice Lemoine évoque la résistance des Indiens en comment l'actuelle récession économique est le résultat de dix années d'euphorie financière; Christian de Brie et Phi-lippe Videlier décrivent les réseaux d'extrême droite en Europe ; Alain Labrousse suit les obscurs destins de l'argent de la drogue; Marie-France Toinet examine la dérive conservatrice de la Cour suprême aux Etats-Unis, tandis que Serge Halimi brosse le portrait des « deux Amériques noires»; Marie-Fran-coise Allain et Xavier Galmiche racontent la sortie d'enfer de la culture albanaise.

Enfin, une nouvelle de l'écrivain zatrois Yaka Lye Mudabe: «Chant de cygne».

> En vente chez tous les marchands de journaux - 18 F.

Preres

· / // 123/10 =

THE WAY

يع ١٩٠٠ تيمون ۽ اندار

and the second

والآية عمر المعادمة and the second second or - manifesta 11764 Deg

> e Megan 🌉 ete 🖘 🚕 j or Device year

> > 1 20°0

アルゲー で一名の教育

Charles of the Car harmy connection 

The sales

# **AFRIQUE**

# Prières sous haute surveillance

La première grande prière sa première allocution, la détermi-ebdomadaire depuis l'installa-nation du nouveau pouvoir de ne hebdomadaire depuis l'installation du nouveau pouvoir en Algérie s'est déroulée, sans inci-cants, vendredi 17 janvier, sous la surveillance d'un imposant service d'ordre. Au cours de leurs prêches, les responsables du Front islamique du salut (FIS) ont affirmé que la démission de M. Chadli Bendjedid était un « coup d'Etat contre l'Etat islamique naissant» et ont qualifié de « président importé » M. Mohamed Boudiaf, venu du Maroc pour prendre la tête du Haut Conseil d'Etat.

lanifestation d'étable.

ontre la heavy de h

.---F : 1. ....

to Codes

7

그 얼마 되었다.

~- <u>-</u> .. ..

والمراجع ووكوا

88° % 1, 186° 1.

S WE War

C-- '.

Contract Contracts

,--- y- . . . . .

market and a second

6.194

 $y^{\prime} \in \mathbb{R}^{n}$ 

State e - -- - -

13,574

 $\S^{\alpha} = \{ (a_{k}, a_{k}) \mid k \in \mathbb{N} \}$ 

4--

9<u>5</u> - 1 - 1 -

Sec. 10.04

42-1403-6

April 1999

× 340-71

表す。 SEA OF THE PERSON OF THE PERSO

<u>≒.</u>...€

; ... - - 2 - ·

-

4 -**100** T FE ...

45.

والمرواء أشته

ALGER

de notre envoyé spécial

A entendre, la veille au soir, M. Mohamed Boudiaf, le président du Haut conseil d'Etat, dire, dans

pas laisser le Front islamique du salut (FIS) « monopoliser la religion», on aurait pu imaginer que les responsables du « Parti de Dieu» soient interdits de prêches politiques lors de la grande prière du vendredi hebdomadaire. Il n'en a rien été : les militaires et les « frérots » ont continué de s'observer et de se jauger.

Vendredi matin, les forces de

l'ordre s'étaient déployées en grand nombre aux abords des quartiers populaires et autour des gares, pour empêcher les fidèles de converger vers la mosquée-phare de Bab-el-Oued. Des policiers en tenue de combat filtraient les entrées de ce fief intégriste et embarquaient quelques poignées de « frérots » dans des « paniers à salade». Place des Trois-horloges, des attroupements se formaient autour de phisieurs véhicules bliqdés légers et de soldats casqués, baïonnette au canon.

avons été floués », constatait M. Hachani. Reste qu'à ses yeux « le FIS est la canne qui conduira le peuple élu vers la Terre promise». Et d'ajouter à l'adresse du nouveau M. Sadi devient lassante», se plai-gnent des militants de base, qu'ils appartiennent au FFS ou au RDC. Au sein même de ces deux formations qui dominent la Kabylie, les ambitions personnelles et les luttes de clans ne sont pas moins violentes. Comme en témoigne par exemple le conflit qui oppose, sur fond d'échec électoral, au sein de l'Assemblée

mosquée Es Sunna, où officiaient

M. Abdelkader Hachani, président

du bureau exécutif provisoire du FIS, et M. Abdelkader Moghni,

imam du lieu. Le service d'ordre

du FIS prêtait aimablement son

concours aux représentants de la

force publique pour canaliser la circulation et fouiller sacs et

cabats. Juste avant les prêches, lec-ture d'un communiqué avait été donnée, qui invitait les fidèles à ne

pas répondre à d'éventuelles provo-

cations, à se montrer à la bauteur de la situation.

Les hant-parleurs de la mosquée

n'en crachaient pas moins, comme de coutume, des flots de paroles peu amènes à l'endroit des puis-

sants du moment. Mais ce n'était

pas la foule des grands jours.

« Nous avons cru au droit et nous

populaire communale (APC) de Tizi-Ouzou à majorité RCD, le maire à

Des policiers ceinturaient la pouvoir : « Vous pouvez casser, vous pouvez tuer, ce n'est pas vous, c'est Dieu qui est le maître de la mort a

M. Moghni, qui lui succédait au micro, a dénoncé au passage la « demission-trahison » de M. Chadli. Craindre la possible interdiction du FIS? «On ne peut pas dissoudre ce qu'il y a dans le cœur des gens. » Faisant état de cinq cents arrestations, il mettait en garde M. Boudiaf, le « petit briquetier de Kenitra v, mais aussi « l'homme qui a fait exploser la Révolution» (de 1954) contre ceux qui l'ont ramené d'exil « dans le seul but de préserver

leurs privilèges ». Prosternations faites, les forces de l'ordre se retiraient et la foule disciplinée des croyants vidait leslieux en bon ordre. Peut-être venait-elle d'assister - « normalisation» oblige - à l'un des derniers prêches politiques à ciel ouvert?

plus dangereux dans la clandestinité ». Ils savent que, pour soigner le mal intégriste, le meilleur traitement est économique et social. « L'Etat concentrera-t-il ses moyens dans les zones à haut risque islamique, s'interrogent-ils? Trop sage, notre région seru-t-elle oubliée?» A Benni-Yenni, c'est à dessein que les banderoles électorales n'ont pas encore été décrochées qui invitent au « respect policier et la République islamique».
«La peur n'est pas encore derrière nous», confie un universitaire. Les Kabyles restent sur leurs gardes. La dissolution du FIS, ils ne la réclament pes à cor et à cri car, à les en croire, les «barbu». du citoyen» ou stigmatisent «l'Etat policier et la République islamique».

# **ASIE**

#### CHINE

## L'agitation antigouvernementale s'est poursuivie dans de nombreuses universités en 1991

Le régime de Pékin est prêt à s'opposer fermement à la « poignée s'opposer termement à la « poignee de séparatistes » qui menace l'ordre public et l'unité du pays dans les régions peuplées de minorités natio-nales, a aventi, mercredi 15 janvier, le secrétaire général du PC chinois. « Nous huterons contre le chauvi-nisme des minorités les plus impor-tantes et contre le nationalisme local », a déclaré M. Jiang Zemin, faisant écho aux propos récents d'un dirigeant du Xinjiang sur les infiltrations d' «agents» et de pro-pagande réactionnaires.

Le Xinjiang est, avec le Tibet, la région la plus touchée par le natio-nalisme. Pour éviter que la population tibétaine n'augmente trop rapi-dement, le PCC vient de décider de lui imposer graduellement la politi-que de limitation des naissances appliquée aux familles chinoises. C'est ce qu'a déclaré un vice-prési-dent du gouvernement de Lhassa, cité par le Quotidien du Tibet du

D'autre part, l'ordre public s'est fortement dégradé en 1991. La situation est même e plutôt som-bre », si l'on en croit le vice-minisbre», si l'on en croit le vice-ministre de la sécurité publique, cité dans la revue Banyue Tan. « Les masses me sont pas très contentes », ajoutait M. Yu Lei, en tirant la sonnette d'alarme, Même si elle n'atteint pas les taux occcidentanx, la criminalité grimpe, en particulier en ce qui concerne le trafic de la drogue, et le total de la apopulation floitante » — qui n quitté les campagnes pour chercher du travail en ville — a grimpé de cinquante millions.

Dans le cadre du renforcement du contrôle idéologique après l'ef-fondrement de l'URSS, la commission à l'éducation a ordonné aux universités de passer au peigne fin toutes les thèses publiées ces der-

nières années pour y déceler les

« problèmes politiques ». Des listes noires seraient ainsi établies afin d'épurer les milieux universitaires et intellectuels.

Le président de la commission, M. Li Tieying, avait lancé, fin 1991, un cri d'alarme à la suite du renouveau d'agitation dans les campus. Selon son rapport, publié par la revue de Hongkong Cheng Ming, cent trente « incidents politiques » ont été recencés dans quarante es une universités au cours des dix premiers mois de 1991 : réunions iournaux. Un rapport signé de son vice-ministre He Dongchang fail état d'une recrudescence de «l'absentéisme, de l'alcoolisme, des jeux de hasard, des relations sexuelles anormales et de la fraude».

Plus grave peut-être pour l'avenir a seuls 18 % à 20 % des diplômes répondent aux critères d'éducation fixés par l'Etat ». Un tiers des étudiants ont obtenu leur diplôme sans passer d'examen; en clair, ils ont bénéficié de piston, soit «en considération pour une certaine per-sonne», soit « en vertu d'instructions venues d'en haut », ou ont été déclarés reçus pour remplir des « quotas » de résultats.

□ CAMBODGE : d'auciens prisonniers politiques forment une association. - D'anciens prisonniers politiques cambodgiens out formé le premier embryon d'opposition politique. L'Association des droits de l'homme au Cambodge (ADHOC), qui a soumis ses statuts au Conseil national suprême (CNS), vendredi 17 janvier, est présidée par M. Khay Matoury, déjà emprisonné à Phnom-Penh en 1990 pour avoir voulu former un parti politique. – (AFP.)

# Le soulagement de la Kabylie démocrate

Vu d'ici, le score du FIS paraît « aberrant ». Le « parti de Dieu » a tout de même réussi à gagner à sa cause 9 726 autochtones, « Probablement des transfuges, des gens qui tra-vaillent chez nous mais sont origi-naires d'autres régions», commentent les Kabyles, mal préparés à reconnaître que certains des leurs aient pu se laisser aller à voter pour

Si ces rudes montagnards out perçu la menace islamique moins concrètement que d'autres Algériens, notamment les citadins qui se frot-tent quoridiennement aux «barbus», ceux-ci leur ont cependant donné quelques sueurs froides. Première queques sieurs frotes. Première vice-présidente de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) – seule de son espèce: à occuper pareille fonction élective dans le pays. – M= Aini Chariet, enseignante à l'Institut des sciences médicales et militante du RCD, s'insurge: «Les journées ont vingt-quatre heures : pourquoi nous les femmes aurions-nous été réduites à faire des enfants et à bichonner nos

Ces «mécréants» de Kabyles, qui ne font pas la fine bouche devant une bonne bouteille ou un cuissot de sanglier, se doutaient bien que, si les «frérots» se saisissaient des rênes du pouvoir, ils risquaient de passer un très mauvais quart d'heure. Certes, la loi islamique se serait appliquée à tous les Algériens d'un bout à l'autre du pays. Mais il y avait fort à parier qu'elle aurait été, ici, plus durement

#### Le souvenir de 1964

« Il y a des acquis contre la dis-parition desquels nous aurions opposé de la résistance », affirme M. Moha-med Ouachallal, président de l'APW de Tizi-Ouzou. Les Kabyles ne se targuent ils pas d'avoir un mode de vie bien à eux, moins contraint que celui de leurs compatriotes arabes.

« Chez nous, la mixité ne pose absolument aucun problème, disent-ils.

Les femmes, ici, sont plus émancipées

Le souièvement armé de 1964 dont M. Ait Ahmed prit la tête et qui coûta cher en vies humaines est encore dans toutes les mémoires. encore dans toutes les memores.
D'aucuns, notamment M. Sadi, avaient à cet égard évoqué la perspective d'une «scission de fait» de la Kabylie si, au terme des deux tours, ce bastion démocrate s'était trouvé isolé au milieu de vastes espaces sous desiration indepriées domination islamiste.

Beaucoup d'autochtones s'étonnent à cet égard d'entendre le «patron» du FFS évoquer, sur le ton de la menace, ce glorieux épisode de leur histoire et plaider dans le même temps pour la poursuite du processus électoral qui aurait conduit à la vic-

lieu entre le FLN, le FIS et le FFS (Front des forces socialistes), et ont réclamé une « session extraordinaire du comité central dans les plus brefs délais afin de sauver le FLN des actes irresponsables v. - (Reuter.)

aren un orapean trançais a istanou, a l'issue de la grande prière. Un des manifestants a lu un communique effis. – Confirmant qu'une rencontre officielle avait cu lieu entre son parti et le FIS, le chef du FFS, M. Hociae où le combat pour l'istan pour l'asta l'accuration du le combat pour l'istan l'accuration. An Ahmed, a fait savoir, vendredi dans un communiqué, que ces française». - (AP.)

toire sans partage des « barbus ».
« Comment, s'irritent-ils, peut-on crier au loup après lui avoir ouvert les portes de la bergerie?» Et, de côté de Benni-Yenni, l'incrédulité prend le pes sur l'étonnement lorsque tombe la nouvelle d'une rencontre inattendue, jeudi soir, entre M. Alt Ahmed, le chef de file des démocrates, et... M. Hachani du FIS. On aura beau expliquer aux Kabyles, comme s'y est efforce un communique du FFS, rendu public vendredi soir, que tout cela est fait pour «éviler des affrontements» et « préserver la paix civile», ils ne sont pas prêts à s'en laisser conter par ces politiciens caméléons.

#### « Un putsch, et alors »?

Le 2 janvier, ces fiers montagnards sont descendus en foule participer dans les rues d'Algar à la grande marche pactifique a pour sauver la démocratie » organisée à l'initiative du FFS. Outre les voitures particulières, cinq cars avaient été affrétés pour transporter les gens de Benni-Venni, ils ne resrettent pas le vovage Yenni. Ils ne regrettent pes le voyage et se disent anjourd hui qu'ils ne sont peut-être pes tout à fait étrangers à la tournure que les événements ont

Qu'on ne vienne pas, comme s'y emploient encore quelques responsa-bles du FFS, leur seriner aux oreilles que le changement de pouvoir ne s'est pas fait dans les formes! Assez avertis de la chose politique et gros «mangeurs» de journaux télévisés et autres, les Kabyles ne sont évidem-ment pas dupes du discours officiel qu'on leur tient pour sauver les appa-

rences.

« C'est un pusch? Et alors? On ne va pas en faire une maladie. De toute manière, la Constitution aurait, tôt ou tard, été violée, s'emporte un habitant de Tizi-Ouzou. « Alors que plus de la moitié de la population risquait d'être mise sur la touche, on n'allait pas lésiner sur les moyens, note M= Chariet. Même des responselées locaux du FES ous invoquent la de la comp de la démission de Cha-joué le coup de la démission de Cha-

Evoquant le «printemps kabyle» de 1980, qui les avait vus affronter le porvoir central an nom de leurs aberbénités, les autochtones se pré-senteraient volontiers comme les senteratent volontiers comme les auteurs de ce charivari, même s'ils n'en sont pas les acteurs, essayant aujourd'hui, du haut de leurs montagnes, de voir les choses avec un peu de recul. « On a toujours été des précurseurs », lancent-ils. Et d'assurer qu'ils ont suffisamment de maturité pour éviter à l'auseir les recurons. pour éviter à l'avenir les provoca-tions d'où qu'elles viennent.

Le plus pressé pour l'heure serait de mettre de l'ordre dans la maison démocrate. « Y en a marre. Cette querelle entre M. Ait Ahmed et

o Remons au sein du FLN. – Deux contacts visaient à «éviter les affronmembres du bureau politique du Front de libération nationale (FLN, double refus de l'Etat policier et de l'Etat intégriste, et rien (...) ne permet d'accréditer une remise en cause de l'agence APS, les contacts qui ont eu cette stratègie par quelque alliance ou lieu entre le ELN le ELS et le EES contacts visatent à «vuer les apron-tements ». « Le FFS réaffirme son double refus de l'Etat policier et de l'Etat intégriste, et rien (...) ne permet d'accréditer une remise en cause de cette stratègie par quelque alliance ou front d'opposition que ce soit », a-t-il affirmé. - (Reuter.)

O Un drapean français brâlé par des islamistes à Istanbul. - Des manifes-tants islamistes turcs ont brûlé ven-dredi un drapeau français à Istanbul, pent la volonté du peuple, au moment où le combat pour l'islam avait rem-porté la victoire après l'occupation

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -



### **EXERCICE 1991: PREMIÈRES ESTIMATIONS**

Le Conseil d'Administration de LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ s'est réuni le 16 janvier 1992 sous la présidence de Jérôme Monod. Il a pris connaissance des importants succès commerciaux enregistrés en France comme à l'étranger : accroissement notable du nombre des abonnés dans le secteur de la distribution de l'eau et contrats de travaux publics, grands barrages en Chine et en Indonésie notamment.

Le Conseil a examiné la situation des différents secteurs d'activité du groupe et, sur proposition du Président, a retenu le principe de constituer d'importantes provisions dans les comptes

- le pôle immobilier a été affecté par la récession dans le domaine des loisirs (résidences de vacances et hôtellerie) et par le report de certains grands projets d'aménagement. Le niveau des provisions envisagé en 1991 reflète les conditions actuelles très dégradées du marché ;
- dans le secteur des travaux publics, des provisions pour pertes à terminaison seront constituées sur plusieurs chantiers en France. Le cas particulier du tunnel sous la Manche sera examiné dans le même esprit, en liaison avec les autres membres du consortium TML, et en fonction de l'état d'avancement des négociations avec Eurotunnel;
- -la distribution de matériels professionnels au Canada (activité de la société United Westburne) a également fait face à une conjoncture très médiocre, qui devrait peser sur sa contribution aux résultats consolidés du groupe.

Ces charges et ces provisions seront en grande partie compensées pour l'exercice 1991, par les importantes plus-values dégagées au titre des cessions effectuées dans le cadre du recentrage du groupe sur ses métiers de base.

Selon les premières estimations et après prise en compte des éléments exceptionnels rappelés ci-dessus, le résultat net consolidé enregistrerait pour la part revenant au groupe, une diminution qui ne devrait pas excéder 20 % par rapport à l'exercice précédent.

L'effort très significatif de provisionnement des risques en 1991 renforcera l'aptitude du groupe à poursuivre, sur des bases saines, sa progression vers les objectifs qu'il s'est fixés.

Les perspectives budgétaires pour 1992 laissent envisager pour cet exercice un résultat net, part du groupe, au moins égal à celui de 1990.

En ce qui concerne la société mère, ses résultats en 1991 devraient lui assurer la capacité de distribuer un dividende par action, égal à celui versé au titre de l'exercice précédent.

# **AMERIQUES**

BRÉSIL: la démission de deux ministres

# Le président Collor de Mello doit faire face à des difficultés croissantes

Aux prises avec des difficultés politiques et économiques de plus en plus nombreuses. Le président Fernando Collor de Mello vient d'enregister un nouveau revers devant le Parlement, dant le refus d'entériner un projet de loi a retardé l'examen par le FMI d'un crédit-relais de 2 milliards de dollars. M. Collor a dû accepter la démission de deux de ses minis-

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le ministre brésilien du travail et de l'action sociale, M. Antonio Rogerio Magri, a présenté, vendredi 17 janvier, sa démission. Son successeur, ainsi que celui du secrétaire d'Etat à l'action sociale, M. Margarita Procopio, ont aussitôt été désignés: il s'agit de deux députés du Parti libéral, MM. Reinolds Stefanes et Bicarrio Fiura.

M. Magri, un fils d'émigrants ita-liens qui fut président du syndicat des électriciens puis de la Confédération générale du travail (COT, modérée), était l'un des fidèles du président. Se démission intervient après plusieurs scandales qui avalent éclaboussé son minimère, dont celui des fraudes de la sécurité sociale, lorsqu'ont été découverts de multiples malversations et trafics au sein de l'organisme dont il avait la

Mais c'est avant tout l'affaire dite «des pensions de retraite» qui est à l'origine de son départ. M. Magri a en effet dù assumer l'échec du gou-vernement, qui n'est pas parvenu à convaincre les députés de la néces-sité d'augmenter les cotisations sociales pour contrebalancer une hausse de 147 % des pensions décidée par les tribunaux. Un échec d'autant plus grave qu'il oblige les négociateurs de ja dette brésilienne à fournir au Fonds monétaire international un rapport supplémentaire pour expliquer le financement de ce surcoût, chiffré par la présidence à il milliards de dollars.

L'examen de la lettre d'intention adressée par le ministre de l'écono-mie, M. Marcilio Marques Moreira, au FMI, sera en conséquence retardée. Initialement prévue le 22 jan-vier, la réunion du bureau de FMI, qui doit en outre accorder un crédit-relais de 2 milliards de dollars au Brésil, a été reportée d'une semaine

Le président Collor s'est vu ainsi infliger un nouveau camouflet par le Parlement, qui ne souhaite pas être associé à sa politique de rigueur et reste sourd à ses appels en faveur d'une «union de toutes les forces de la nation». Conséquence : sa cote de oularité continue de baisser et seuls 30 % de Brésiliens se déclarent satisfaits de sa politique. Devant ces déboires, le chef de l'Etat s'est plaint de sou «italement» et s'en est pris au système présidentiel, qui ne viavorise pas la solidarité mais la politique du pire». M. Collor a d'autres raisona de se sentir e décou-rage »: les experts s'attendent en effet à une hausse sensible de l'inflation, qui avait ralenti au cours des mois de novembre et de décembre, avec des taux d'augmentation de 25 % et 23 % respectivement.

> Privatisation d'Embraer

Le programme de privatisations, dont l'application a commence en août dernier, sera néanmoins poursuivi. Des firmes prestigieuses comme Embraer, premier construc-teur aéronautique d'Amérique latine, font partie de la vingtaine d'entreprises d'Etat qui seront mises en vente cette année. Le président de la

Banque nationale de développen ment économique et social, M. Eduardo Modiano, chargé des privatisations, a même estimé e réalisable» la vente de Petrobras, qui détient le monopole de l'exploitation du pétrole au Brésil, précisant toute-fois « qu'un amendament constitu-

Le président Collor peut néanmoins compter sur queiques signes encourageants : la Banque américaine de développement a accordé un prêt de 80 millions de dollars pour modernisar l'agriculture du pays, et les récoltes agricoles - cotor et maïs essentiellement - doivent atteindre un niveau particulièrement élevé cette année, en augmentation de 16 % aur 1991. Une bonne nouvelle dans un pays où les importa-tions de produits alimentaires représentaient l'an dernier 1,6 milliard de

Sur le plan économique aussi, l'année 1992 restera « très difficile», selon les prévisions du ministre de l'économie, qui a réitéré sa ferme volonté de ne plus recourir à des plans de choc mais de poursuivre

**DENIS HAUTIN-GUIRAUT** 

### ETATS-UNIS : le début de la campagne électorale

# La guerre du Golfe n'est plus un atout pour M. Bush

Le président américain George Bush a montré, dès le début de sa campagne électorale, qu'il l'argument de sa a formidable victoire» de la guerre du Golfe pour convaincre les électeurs de le réélire. Mais, à s'en tenir aux sondages, cette a arme » est passablement émoussée.

WASHINGTON

«Si j'avais écouté les leaders du Sénat, Saddam Hussein serait en Arabie saoudite et vous payeriez environ quatre fois plus cher votre essence.» A cette récente déclaration du président Bush, lors de sa première tournée électorale dans l'Etat du New-Hampshire durement touché par la récession, beaucoup de ses électeurs ont répondu : dam Hussein a du travail, moi

ie n'en al pas...»

Loin d'avoir été célébré « triomphalement », le premier anaiversaire
du déclenchement de la guerre du
Golfe a fait partout l'objet de commentaires désabusés et de récriminations. Le président est critiqué à
la fois par ceux qui lui reprochent
toujours d'avoir négligé des problèmes intérieurs pressants, et par
ceux qui déplorent que le président
n'ait pas poursuivi les combats jusqu'à Bagdad pour se débarrasser de
M. Saddam Hussein. Sur la défensive, le président doit donc s'efforcer de justifier ce que ses adversaires appellent un « triomphe sanu
victoire ». Il souligne qu'une « région Loin d'avoir été célébré a trionsvictoire ». Il souligne qu'une « région vitale pour les économies du monde libre est maintenant en sécurité»; il ajoute que l'intervention américaine a encouragé les Arabes et les Israé-liens à discuter d'un règlement de paix, qu'elle a permis la reprise des négociations multilatérales sur un controlle absinent des apparents et contrôle régional des armements et Liban, « Une grande partie de l'ar-senal trakien est détruit et ce qu'il en reste est maintenant soumis à un

en mesure, en quelques années, de rétablir son potentiel d'armement chimique et son programme de mis-

Autres options possibles

Le président a réalfirmé sa détermination de maintenir les sanctions contre l'Irak et d'aider tous les éléments qui, dans ce pays, voudraient instituer un nouveau régime. Toutefois, M. Fitzwater, son porte parole, a précisé qu'une action unilatérale des Etats-Unis n'était pas envisagée. M. Fitzwater a également tenu à justifier la décision présidentielle d'accepter un cessez-le-feu en rappelant que les chefs militaires – à commencer par le général Powell chef d'état-major, et le général chef d'état-major, et le general Schwarzkopf, commandant en chef de la coalition alliée – ne pouvaient garantir la capture du dictateur ira-kien. Des pertes inutiles en vies humaines, l'absence d'un mandat des Nations unies et le danger d'une rupture de la solidarité inter-alliée justifiaient par ailleurs la décision d'arrêter les combats.

D Nomination du vice-emiral Studegran az poste de numéro deux de la CIA. - Le président George Bush a annonce, vendredi 17 janvier, la nomination du vice-amiral William Studeman au poste de directeur-adjoint de la CIA. Depuis 1988, le vice-amiral Studeman était directeur de l'Agence pour la sécu-rité nationale (NSA), le plus secret des services américains de renseignement, notamment charge des écoutes électroniques dans le monde. Si sa nomination est confirmée par le Sénat, le vice-amiral Studeman remplacera M. Richard Kerr, dont la démission avait été annoncée mardi dernier. - (AFP.)

#### NICARAGUA

## M. James Baker demande que la réduction des effectifs de l'armée soit accélérée

ricain James Baker a félicité, ven-dredi 17 janvier, la présidente du Nicaragua, Ma Violeta Chamorro. pour les progrès réalisés depuis son arrivée au pouvoir en avril 1990 . Il a toutefois demandé à cette dernière d'a accélérer » les réductions d'effectifs de l'armée et de la police, a indiqué le président du Parlement, M. Alfredo Cesar, Seion ce dernier, M. Baker s'est par ailleurs montré « préoccupé » par la apartialité » de la police sandiniste et a estimé qu'elle « ne garantissait

Au cours d'une brève visite à par l'ordre public.». En deux ans, Managua, le secrétaire d'Etat américain James Baker a félicité, vende 88 000 à 21 000 hommes.

M. Baker s'était auparayant rendu au Salvador, où il a souligné le danger que représentent les extrémistes de ce pays pour la paix conclue la veille entre le gouverne-ment et la guérilla, « Les États-Unis accorderont toute leur aida au prési-dent Aifredo Cristiani pour assurer que quiconque menaçant le proces-sus de paix sera jugé», a indiqué M. Baker, qui a'a pas chiffré le montant de cette aide. — (AFP,

le président.

La veille cependant, M. Robert
Gates, directeur de la CIA, avait
informé le Congrès que l'Irak était
en mesure en qualque canada de la ciampasluite au corps à corps dans les rues
de Bagdad », a-t-il dit. Il a admis en
des hébés de leurs comments de la ciampasluite au corps à corps dans les rues
de Bagdad », a-t-il dit. Il a admis en
des hébés de leurs comments de leurs de l outre que la vigourouse critique par les médias de la destruction mas-sive par l'aviation américaine d'un convoi de soldats et civils irakiens désarmés cherchant à s'enfuir par la route 26 (la route « de la mort ») avait influencé la décision de cesavait influencé la décision de res-sez-le-feu. Marcher sur Bagdad au prix de lourdes pertes n'était pas la seule option, affirme le magazine possible d'empêcher l'évasion des gardes républicains et de leur maté-riel puis de les encercler et de les éliminer à Bassorah, d'après l'enquête effectuée par le magazine.

Ce premier anniversaire a aussi donné l'occasion à diverses publications, dont le New York Times, de mettre en évidence la «bourrage de crâne» pratiqué par une entre-prise en relations publiques finanoée par les Koweitiens. Elle aurait fait déposer au Congrès une jeune

les laisser mourir dans la rue... Amnesty International et d'autres groupes ont démenti cette accusa-

Ces critiques et controversos affectent l'auréole du président Bush en matière de politique étran-gère, d'autant que les résultats de la négociation entre Israel et les pays arabes sont incertains et que le bilan négatif du voyage présidentiel à Tokyo n'est pas oublié, Le président traverse une phase difficile mais garde cependant plusieurs atouts. L'un est la prestige lié à l'institution présidentielle, l'autre est l'absence de concurrent démocrate d'envergure, le dernier est sa femme Barbars, dont la cote de popularité dépasse aujourd'hui la

HENRI PIERRE

# PROCHE-ORIENT

Envisageant une « protection internationale » de certains lieux saints

# Les Eglises chrétiennes de Jérusalem critiquent sévèrement la politique israélienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Se disant a profondément préaccu-pées» et dénonçant a plusieurs leci-dents graves » qui se sont produits en 1991, les autorités des huit plus grandes Eglises chrétiennes pré-sentes en Terre sainte viennent de déclencher une vive polémique en publiant, à Jérusalem, une a décla-ration » particulièrement critique à l'encontre de la politique suivie par Israël, aussi bien à l'égard des populations que des institutions populations que des institutions non juives sous son administration. Ce texte, diffusé mardi 14 janvier, a notammant suscité la colère du naire de Jérusalem, M. Teddy Kol-

Dans ce document, signé entre autres par les patriarches des Egines latine, grecque orthodoxe et arménienne – les trois «ganliennes» des Lieux saints, – les prélats condamnent tout d'abord l'occupation récente, « par des colons, bénéficiaires de fonds publics», de plusieurs maisons habitées par des familles arabes, à Silwan, au pied de la vieille ville de Jérusaiem. Dénoccant la « nolitique assessive de la vieille viile de Jérusalem. Dénoncant la « politique agressive de colonisation » menée par une organisation juive militante (Ateret Cohanim) dans la Ville mainte et ses alentours, les autorités ecclésiastiques mettent l'accent sur « l'attitude ambivalente adoptée » par le gouvernement à l'égard « des déprédations commises par ces colons », « Comme nous l'avons souvent déclare par le passé, poursuivent les aignataires. nous l'avons souvent dectare par le passé, poursuivent les signataires, nous condamnons catégoriquement toute tentetive de modifier le statut et le caractère unique et démographique de Jérusalem.» Les prélats chrétiens dénoncent également « les punitions collectives qui continuent d'être appliquées, de manière indiscriminée aux populations civiles criminées aux populations civiles palestiniannes». Et le document cite notamment le cas de Ramaliah, placée sous un couvre-feu total pendent deux longues semaines, ainsi que les nouvelles restrictions imposées à d'autres villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Celles-ci, précise la déclaration, vé aggrerant encore les sévères restrictions de mouvement déjà imposées aux gens depuis le début de l'an dernier (...) et elles ou sivèrement limité leur liberté d'accès aux Lieux saints de Jérusalem pendant la période des fêtes ».

Israel garantit en principe le libre accès aux Lieux saints pour les fidèles des trois grandes religions monothéistes, mais les chrétiens, notamment, se plaignent assez sou-vent de la non-préservation de certains sites archéologiques les concernent. C'est ainsi que, selon la déclaration des huit prélats de Jéruvalera, a plusieurs vestiges chrétiens, comme le monastère Saint-Georges,

à l'extérieur de la porte de Jasja, et le complexe monattique Saint-Ste-phen [un site du sixième siècle découvert récemment près de la porte de Damas] se sont vu dénier la postérité et ont été enterrès sous de nouvelles autoroutes ». En fait. une partie du complexe pourrait encore être sauvegardée, et les autorités israéliennes doivent prendre une décision à ce sujet dans les prochaines semaines.

> Recours à l'UNESCO

D'ores et deja, affirment les Eglises, « une mosaïque byzantine rare, du sixième siècle, a été irréversiblement endommagée [par un coup délibéré de peinture noire] et deux chambres funéraires arméniennes, de la même époque, (ont été] enterrées sous une énorme quantité de rocs » déversés par des juifs orthodoxes opposés à l'excavation de sépultures juives qui a pourraient » se trouver sous le site chrétion ... Bref, les Eglises \* demandent > au gouvernement israction, « la préservation des reliques », faute de quoi, « si des mesures appropriées et satisfaisantes ne sont pas prises», les autorités chrétiennes locales envisageront de rechercher «une protection Interna-tionale». En clair, c'est l'UNESCO qui sera appelée à la rescousse.

PATRICE CLAUDE

O Un appel en faveur des journslistes pelestiniene. - La Fédération internationale des journalistes (FU) a lancé un appel, vendredi 17 jan-vier, su gouvernement israélien pour qu'il abolisse les regrictions imposées sux journalistes palestiniens et Israel et dans les territoires occupés. Les auteurs du rapport publié à Bruxelles appelient [sraēl à monnailre officiellement les journa-listes palestiniens — dont vingt-cinq sont détenus — et à définier toutes les restrictions à la libérié de mouve-ment des journalistes — (AFR) ment des journalistes. - (AFP.)

I SYRIE: des militants des droits de l'houme suralent été arrêtés et torturés. — Six militants pour la défense des droits de l'homme ont été arrêtés le 18 décembre en Syrie et sont soumis à la torture, indique un communiqué des Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme en Syrie, publié vendredi 17 janvier à Paris. Ces comités demandent leur libération immédiate et la possibilité pour eux de ebénéficier des soins nécessaires dans des conditions humaines v.

# DIPLOMATIE

La fin de la visite à Paris de M. Nawaz Sharif

# La France accepte, sous conditions, de vendre au Pakistan des avions Mirage et une centrale nucléaire

Arrivé mardi 14 janvier, le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, devait achever samedi sa visite officielle à Paris. Au cours de ses entretiens, notamment avec M. Francois Mitterrand at Mar Edith Cresson, il a obtenu de la France la promesse de vente d'une centrale nucléaire et d'avions Mirage; mais ces contrats restent soumis à des conditions qui seront difficiles à

Si l'on en croit les deux parties, les affaires marchent bien entre la France et le Pakistan. M. Nawaz Sharif a en effet obtenu une onomesse d'accord de coopération militaire, trois chasseurs de mines tripartites (d'une valeur de 1,3 milliard de francs), deux protocoles (d'un montant total de 458 millions de france) pour la construotion de deux centrales, une thermique et une hydraulique, une compensation de 700 millions de francs pour le dédit de Paris, qui n'a pas construit l'usine de retraitement de déchets nucléaires promise un peu inconsidérément du temps de M. Giscard d'Estaing, Sans par-

ler de la promesse de vente de trois sous-marins et de trois systèmes de

En plus, Islamshad peut s'esti-mer satisfait de l'attitude française – ou plus précisément de l'Elysée – sur les Mirage 2000 E et sur la centrale nucléaire. En ce qui concerne le premier dossier, en dépit de craintes émises dans cer-tains milieux militaires français, la tains milieux milituires français, la réponse est un «oui mais». Un «mais» financier et non pas politique: le Pakintan, qui a déjà de aombreux engagements dans ce domaine à l'égard de la France, devra proposer lui-même un montage financier crédible pour obtenir la quarantaine d'avions qu'il convoite, et qui pourront faire face à la centaine d'appareils du même type de son voisin, et rival, indien.

En ce qui concerne la contrale que M. Mitterrand, peut-être sous le charme de M. Benazir Bhutto alors au pouvoir-à Islamahad, avait promise, les conditions sont politiques; cette vente – qui s'ajouterait entre autres à l'achat d'une centrale chinoise signé le 31 décembre entre autres à l'actat d'une cen-trale chinoise, signé le 31 décembre dernier – se fera lorsque le Pakis-tan aura signé le tralité de non-pro-lifération nucléaire (TNP), auquel la France a accèdé seulement l'an dernier, et acceptera un « contrôle intégral » de ses facilités nucléaires.

Les Pakistanais se disent d'ac-cord pour respecter ces condi-tions... quand l'Inde fera de même. Et M. Sharif s'est défendu d'avoir l'intention de se doter de l'arme queléaire bien qu'il en ait la r capacité ».

> Rétublic l'équilibre

M. Mitterrand a toutefois accueilli tout à fait favorablement la proposition de M. Sharif de dénuclearisation du aous-continent denuciearisation du sous-continent indien tout comme l'idée d'une conférence à cinq (Etats-Unis, Russie, Chine, Inde et Pakistan) et s'est même déclaré prêt à y participer (voir l'interview de M. Sharif dans le Monde du 15 janvier). Ne serais-ce que pour prendre le Pakistan au mot.

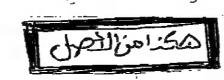
Ce n'est certes pas demain que cette région devisadra un havre de paix. En attendant, et en dépit de relations excellentes avec l'Inde, Paris accorde désormais une piace privilégiée à ce vieux client des armements français qu'est le Pakistan. Pour des raisons commerciales certainement, mais aussi pour des certainements. certainement, mais aussi pour des raisons stratégiques. S'il lui vend des armes, dit-on ici, c'est pour réduire le déséquilibre militaire, qui est trop favorable à l'Inde, et

qui risquerait de pousser Islama-had à se doter de la bombe atomi-

Le Pakistan se trouve en outre Le Pakistan se trouve en outre dans une région stratégique : il est proche d'un Afghanistan où Islamabad souhaite – enfin – favoriser une solution politique dès que possible. Avant tout pour ouvrir la voie de l'Asie centrale musulmane ex-soviétique, dans laquelle Islamabad voit un nouveau champ d'action politique, culturel, religieux et économique, Sur ce dernier plan, il pourrait servir de tremplin à une coopération avec ces nouveau coopération avec ces nouveaux Etats.

l'ouverture économique du Pakis-tan de M. Sharif aux investissementa étrangers. Il est ainsi devenu un partenaire commercial intéres-sant à court terme ; l'Inde est certes sant à court terme; l'Inde est certes plus importante, mais à moyen ou long terme, dit-on à Pasia. In fine, M. Mitterrand a abordé la question des droits de l'homme, insistant sur la nécessité de la « paix civile ». M. Sharif, dont le pays est pourtant le théâtre de nombreuses violences, opposition de M. Bhutto, a répliqué que le Pakistan « est progressiste et possède un système. gressiste et possède un système

PATRICE DE BEER



# M. Chirac : « Nous ne pouvons gagner qu'ensemble!»

Les dirigeants de l'opposition parlementaire se sont réunis, samedi 18 janvier, à l'Hôtel de samedi 18 janvier, à l'Hôtel de Ville de Paris, dans le cadre des seizièmes Journées nationales du Mouvement national des élus locaux (MNEL). Présidé par Mas Alice Saunier-Seîté, ancien ministre des universités, le MNEL a beaucoup milité pour l'organisation au sein de l'UPF des « primalres à la française » suggérées, à l'origine, par M. Charles Pasqua. Son secrétaire général est M. Alain Robert (voir notre encadré). Ce samedi a permis à MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac de donner un coup d'envoi ciscard d'estaing et Jacques Chi-rac de donner un coup d'envoi commun aux élections régionales et cantonales de mars. Elle leur a éga-lement permis de poursuivre le débat ouvert sur le parti unique de l'opposition et les primaires.

11112

STORY CONTINUES OF

in the second

451 7 761

5- --- ----

Sept 1

27 444

Section 1

AND DESCRIPTION

Service A service

9-14-15-6

garage and

a attached

\$ AT - - 1

減性ショル

 $\{(x,y), (x,y) \in \mathbb{R}^n \times \mathbb{R$ 

ginden er in d

(<sub>2</sub>----

A STATE OF THE STA

ر المراجعة ا

ger of a con-

A 18 14 - 5 "

The state of the state of

4000

٠ به رب عبير

A ---

Service of the servic

Carried as

e eta e

4 4 5 May .... 

**4** ∨ ...

QC TRUE

M. Jacques Chirac, président du RPR, a rappelé les différentes RPR, a rappete les utilitées étapes de l'union de l'opposition : états généraux réunis à huit reprises, création de l'Union pour la France (UPF), qui regroupe le RPR et l'UDF, et décision « d'aller proposition » de l'union pour surphité » des propositions de l'aller proposition de l'union proposition de l'aller proposition de l'union de l'union pour l'aller proposition de l'union pour la l'aller proposition de l'union pour l'al ensemble aux combats » des pro-chaines consultations. « Oui,

régionales, le comité d'organisation des primaires se réunisse pour fixer définitivement les règles que nous nous engageons tous à respecter nous engageons tous à respecter scrupuleusement. Avant l'automne 1992, notre système de primaires devra être prêt à fonctionner loyalement, et chacun de ceux qui peuvent légitimement ambitionner d'être candidats devra avoir pris l'engagement moral de soutenir celui qui aura été démocratique-ment choisi. » Pour « solenniser cette démarche unitaire », M. Chirac a proposé de sièger « personnel-lement » avec M. Giscard d'Es-taing « dans le comité qui aura à définir cette organisation », en leur qualité de président du RPR et de président de l'UDF.

M. Giscard d'Estaing: «De l'union à l'unité»

« Le moment est venu, a déclaré et le moment est venu, a déclaré pour sa part M. Giscard d'Estaing, de passer de l'union à l'unité de l'opposition. La France a besoin aujourd'hui d'une grande formation de l'opposition pour pouvoir compter demain sur une grande forma-

# Le parcours extrémiste de M. Robert

Secrétaire général du Mouvement national des élus locaux (MNEL), M. Alain Robert a été élu à ce poste le 28 juin 1989, après avoir longuement milité à l'extrême droite. La durée de son engagement a dépassé en effet, de très loin, le temps d'une passion de jeunesse, Res-ponsable du groupuscule Occi-dent au début des années 60; il devient, à la fin de cette décennie, animateur du Groupe uniondroit, puis Groupe d'union et de défense (GUD), dont le terrain d'action musclée est la faculté d'Assas à Parie. Il milite ensuite dans un autre groupe d'extrême droite, Ordre nouveau, dont il devient le secrétaire général en 1973. Il cumulera cetta fonction avec celle de secrétaire général du Front national, créé en 1972 et présidé par M. Jean-Maria La Pen. Il sera candidat sous cette étiquette dans les Yvelines contre M. Michel Rocard. A cet époque, il estime que ele Front national doit être la réunion de

l'union a progressé, s'est excismé le maire de Paris. Chacun a bien compris qu'il ne pouvait y avoir de destin personnel sans victoire collective. Nous ne pouvons gagner qu'en-semble! » Cependant, M. Chirac a estimé que ces progrès ne sont pas suffisants: « Il faut aller plus loin et plus vite dans deux domaines au moins », a-t-il précisé.

Le premier concerne le programme de l'opposition. Prenant l'exemple de l'Europe, l'ancien premier ministre a proposé la réur « à brefs délais » d'états généraux pour « adopter une réponse com-mune sur le traité de Maastricht et sur les modifications constitutionnelles qui en découlent ». « L'Europe ne doit pas être, et ne sera pas un sujet de division », a indiqué M. Chirac.

Le second domaine dans lequel le président du RPR souhaite une accélération est le choix par les formations de l'opposition de leur candidat commun à l'élection préque, des le lendemain des élections

Bas-Rhia: M. Muller (France unie) en désaccord avec le PS. -M. Alfred Muller, qui avait été choisi pour conduire la liste régionale de la majorité présidentielle dans le Bas-Rhin, a annoncé, vendredi 17 janvier, son retrait. Le maire de Schiltigheim, qui avait quitté le PS en 1986, reproche à son ancien parti la candidature de M. Raphaël Nisand (PS) dans le canton dont il est le sortant. Selon M. Muller, ce canton était a réservé » à un représentant de France unie. - (Corresp. rég.)

n Hante-Savoie : M. Bosson (CDS) resouce à conduire la liste d'union. – « Constaunt que l'union est mise en échec», M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, député et maire d'Annecy, a décidé, vendredi 17 janvier, de renoncer à conduire la liste régionale de l'opposition UDF-RPR, en Hante Savoie. Il invoque la « dés-union qui vient d'éclater ou sein du RPR départemental», où certains, tout en souhaitant une liste unique renoucé à se maintenir au second.

des maurrassiens, des nationaux, des intégristes, pour instaurer un nouvel ordre».

Après la dissolution d'Ordre nouveau, le 28 juin 1973, M. Robert quitte le Front national et lance les comités Faire front, avant de fonder la Parti des forces nouvelles (PFN) en novembre 1974, avec, notamment, M. François Brigneeu et Me Jean-François Galvaire, Il figure en troisième position sur le liste de l'Eurodrofte conduite par Jean-Louis Tixier-Vignancour aux élections européannes

Après l'élection présidentielle de 1981. M. Robert rejoint le CNIP, qui sert, à cette époque, de lieu de recyclage des extrémistes. Puis il est éku conseiller général de Seine-Saint-Denis (Montreuil-Ouest) en 1985 et conseller régional – deuxième sur la liste du RPR - en 1986 dans ce dépertement.

tion de gouvernement (...) Quelle énergie gaspillée dans nos petites rivalités ou nos combats d'appareil, alors qu'il y a tant à faire pour les taches qui nous attendent. » Saluant e la position courageuse et remarquée » de M. Charles Pasqua, le président de l'UDF a souhaité que l'opposition « ne reste pas au milieu du gué, qu'elle aille plus loin pour gagner l'autre rive ».

Soulignant « qu'il faut savoir avancer pas à pas et reconnaître les difficultés pratiques qui sont inévita-bles », M. Giscard d'Estaing a éga-lement livré deux propositions. Il a demandé que les élus de l'opposition, a lorsqu'ils sont issus de listes communes, ne se separent plus ésormais dans les assemblées où ils siègeront, et qu'ils constituent des groupes communs »: et il a suegéré une réunion du bureau politique de l'UPF, le samedi 4 avril, au lendemain de l'élection des présidents des conseils régionaux et généraux e pour réfléchir aux moyens d'avancer vers une opposi-tion sans frontière ».

aux régionales conduite par M. Bosson, envisagent des candida-tures multiples aux cantonales, contrairement à l'accord globa conclu entre MM. Pierre Mazeaud. député RPR, et Bosson.

□ Loiret : PUDF récuse M= Bar zach. - Le bureau départemental de l'UDF du Loiret a opposé, vendredi 17 janvier, une fin de non-re-cevoir à M= Michèle Barzach qui souhaitait être candidate aux régio nales dans ce département sur la liste conduite par M. Paul Masson (RPR), sénateur. La présence de l'ancien ministre sur la liste UPF a n'a pas été jugée opportunes, a expliqué M. Louis Boyer (UDF-PR), président départemen-tal de l'UDF, sénateur et maire de Gien. Après avoir donné, le 6 décembre 1990, sa démission du RPR et de l'Assemblée nationale, M= Barzach, devancée au premier tour de la législative partielle organisée à Paris en janvier 1991, par M. René Galy-Dejean, RPR, avait

# Un entretien avec M. Antoine Casanova

« Les exigences de libération des peuples ne trouveront pas de réponse dans la civilisation que le capital financier veut imposer », nous déclare le responsable du secteur des intellectuels au PCF

M. Antoine Casanova, cinquante-six ans, maître de conférences à l'université de Franche-Comté, membre du Parti communiste français depuis 1953, auteur de plusieurs auvrages d'histoire, directeur de la revue la Pensée, est responsable, au bureau politique du PCF, du secteur « culture, intellectuels, enseignement ». Il a répondu à nos questions sur l'effondrement de l'empire soviétique et ses conséquences.

« L'URSS est morta. En tant que responsable de l'activité du PCF parmi les intellectuels, en portez-vous le deuil?

portez-vous le deuli?

- Dans ce que j'éprouve, les sentiments de souffrance se mêlent à l'inquiétude, aux motifs de vigilance et à l'espérance. La Révolution soviétique a constitué la première déchirure dans le tissu de la domination universelle du capitalisme sur la planète. Eile a été, alors et depuis, d'immense portée pour toutes les forces progressistes du monde. Elle a constitué aussi la base sur laquelle a pu se construire la contribution de l'URSS à la victoire sur le nazisme.

"Comment aujourd'hui ne pes

» Comment aujourd'hui ne pas éprouver de souffrance en voyant quel est l'aboutissement de cette «révolution dans la révolution», comme disait M. Gorbatchev, qu'aurait pu constituer la peres-trolla entreprise en 1985, et en songeant que, si rien n'était aisé et assuré quant à son succès, rien n'était fatal et nécessaire quant à son échec?

» Comment ne pas partager l'in-quiétude de citoyens de toutes sen-sibilités devant l'horizon d'insécurité, de troubles guerriers, de destruction des droits sociaux, de régressions culturelles, de précarité et de misères immenses que les forces du capital veulent instaurer pour étendre aux peuples de là-bas l'ordre qu'elles imposent ailleurs, notemment dans le tiers-monde?

» Devant ces événements et bouleversements, je me trouve aussi confirmé dans les attitudes de refus qui sont depuis longtemps les miennes et celles des communistes français devant des traits majeurs de l'histoire soviétique qui n'avaient rien d'universel ni de libérateur.

➤ En même temps, rien n'éteint. l'espérance que je crois partager avec beaucoup de citoyens français, communistes ou non. Hier, maigré le retour du drapeau blanc en France en 1815 et la victoire de la Sainte-Alliance, les forces contre-révolutionnaires ont vu échouer leurs prétentions à «fermer l'abir des révolutions» et à arrêter le cours de l'histoire. Aujourd'hui, les exigences de libération des personnes et des peuples qui croissent en France et dans le monde ne me paraissent guère pouvoir trouver

réponse dans la civilisation que le capital financier veut imposer. - Le fin de l'URSS n'est-elle pas aussi, d'une certaine façon, une emort intellectuelle » pour tous les Intellectuels français qui avaient contribué à magni-fier le système soviétique?

- Les intellectuels français qui ont manifesté leur soutien à l'URSS l'ont fait pour l'essentiel, me semble-t-il, en des périodes comme les années 1918-1920, les années de montée du nazisme, la années de montée du nazisme, la seconde guerre mondiale, les décennies ultérieures de lutte con-tre les dominations et guerres colo-niales. Des périodes où les exi-gences de justice, de paix, de libération qui étaient celles de ces intellectuels entraient en convergence avec les combats et les atti-tudes de l'URSS et des pays socia-

 C'est dans ce contexte que l'on peut sans doute non point justifier, mais historiquement expliquer l'existence d'aveuglements plus ou moins forts et durables sur des aspects inacceptables ou criminels de la vie des pays de l'Est. Mais ces mêmes intellectuels français, comme Jean-Paul Sartre, comme Aragon, par exemple, ont aussi développé critiques, dénonciations puis mise en cause globalisée des formes centralisées, autoritaires, staliniennes du socialisme.

«Nous avons dû nous remettre en cause»

Paut-on espérer convaincre ses concitoyens de la justesse de ses analyses demain, quand on s'est aussi lourdement trompé hier?

- Les réalités ne sont-elles pas autrement bâties et autrement contrastées que la formulation de votre question pourrait le donner à entendre? Les choix et les actes qui, depuis 1920; ont constitué l'axe et l'âme de la vie des citoyens de notre pays qui ont voulu être des communistes, ce sont ceux du Front populaire, de la Résistance, des luttes anticolonialistes, des luttes pour les libertés, des libertés auxquelles les communistes sont la seule force politique à n'avoir jamais porté atteinte en France; des luttes culturelles pour la création et l'élargissement du cercle des connaisseurs; des luttes de soutien au combat des travailleurs contre le capitalisme. En menant ces combats, les communistes français se sont-ils trompés, ont-ils trompé les travailleurs, devraient-ils être moins crédibles demain?

» Ce qui est incontestable, par contre, c'est que, dans l'histoire du PCF depuis 1920, se sont entrelacés audace, étroitesses, innovation comportements qui se sont révélés

L'auteur s'attache particulière-

être erronés et illusoires. Je pense ici à l'idée que nous nous sommes trop longtemps faite du socialisme dans les pays de l'Est. Ou cocore, sur un autre versant de la vie, à la conception délégative, de sommet, en matière d'union des forces populaires, des forces de gauche. Nous avons du nous remettre en cause. Nous l'avons fait et nous n'avons pas achevé ce chemine-

- Où est le salut, selon vous, pour les intellectuels français qui ne veulent pas désespérer du communisme?



- Mais dans leur propre expé-- Mais dans teur propre experience, passée et présente! Je viens d'évoquer la richesse et la complexité de cette histoire commune. L'enracinement national du PCF explique sans doute pourquoi beaucoup d'intellectuels ont réagi lors-qu'on a tenté l'assimilation grotesque des dirigeants communistes français à Ceausescu, ou du PCF aux putschistes de Moscou. Enfin, ils vivent en France, où l'expé-rience d'un Parti socialiste an pouvoir depuis dix ans, s'obstinant à mettre en œuvre une politique chère à la droite et dure aux salariés, conduit le pays au bord du gouffre. Si encore le capitalisme proposait un bilan présentable pour le reste de la planète! Mais qui ose nier, désormais, le désastre que constitue une humanité dont les quatre cinquièmes connaissent la misère, la famine, les drames du sous-développement? C'est donc bien dans leur volonté de résister à ce risque de régression et de gâchis que les intellectuels peuvent oppo-ser de nouveaux projets aux choix meurtriers qu'impose aux économies et aux hommes le capital

- L'ouverture vers les autres sphères intellectuelles n'est-elle pas devenue une nécessité vitale?

- Vous avez tout à fait raison. C'est même une nécessité vitale pour toute démarche marxiste. Je

constate que de nombreux intellec-tuels expriment leur refus de la régression culturelle dont est menacé notre pays au nom des cri-tères et contraintes de la rentabilité financière. Par exemple, les restric-tions de moyens publics pour la recherche et la création, les abandons de production culturelle nationale, la mise en cause du statut social des créateurs et des artistes, le mépris des enseignants et des enseignements, les délocali-sations abusives, suscitent colère et

» C'est précisément pour contri-buer aux échanges, confrontations buer aux échanges, confrontations d'idées, propositions d'actions qu'appelle une réappropriation cri-tique, politique, des voies et moyens d'une transformation libé-ratrice que nous avons organisé, samedi 18 janvier, au Musée social de Paris, une rencontre avec des intellectuels de disciplines diverses.

> «Sur une semence ou sur un débris»

– Entre «la jungle et le zoo» dont parle Jean Ferrat, y a-t-îl place, aujourd'hui, pour une nouvelle utopie?

- En ces années 90, la France et l'humanité se trouvent à la croisée des chemins où, comme l'écrivait Alfred de Musset à propos des années 1815 à 1830, « on ne sait, à, chaque pas que l'on fait, si l'on marche sur une semence ou sur un débris ».

autoritaire est un échec. Les forces du capital veulent imposer aux individus, aux nations, à la France une civilisation qui serait celle du travailleur précaire et flexible. A l'inverse, les exigences des travail-leurs et des peuples trouvent des racines de profondeur inédite dans le mouvement même des savoirs et des forces productives contemporaines. Ces exigences sont à la base d'irrépressibles luttes et recherches d'issue de libération humaine.

de ces recherches et de ces combats sociaux et politiques que s'enracine pour moi l'espérance de construc-tion en France d'une société socialiste autogestionnaire, pluraliste; une société où la vie de travail, la vie culturelle, la vie civique se fondent sur la participation plénière de chaque citoyen à la gestion de tous les aspects de son existence. marché lui-même soient libérés de la domination multilatérale du canitalisme financier. En un mot. si l'utopie, c'est cette espérance, je crois en cette utopie.»

> Propos recueillis par **ALAIN ROLLAT**

ANDRÉ LAURENS

#### LIVRES POLITIQUES

**D**OUR fairs bonne mesure, il sera question dans cette chronique du marcisme et de l'Etat. Il y a là de quoi décoursger les meilleures volontés. Marx est passé de mode et l'Etat a mauvaise presse. Quelle drôle d'idée de revenir à celui-ci pour s'interroger sur celui-là? Pierre Bauby l'a sue, cette idée, et y a consacré ses efforts, dans le cours d'un travail universitaire qui trouve son aboutissement dans un essai intitulé l'Etat-stratège.

L'auteur se réclame du marxisme, un marxisme profondément renouvelé at revivifié, loin du dogmatisme et « de l'idéologie, figée, ossifiée » qu'en avaient fait les penseurs et acteurs du communisme. Pierre Bauby commence donc par analyser les raisons d'une crise qui ont conduit une théorie créatrice et inachevée à s'épuiser dans une doctrine déterministe, volontariste, économiste, débouchant pour son plus grand malheur sur la modèle soviétique. Il s'agit, selon lui, de latciser le marxisme pour qu'il retrouve ses vertus premières d'analyse du mouvement social, à partir de faits et d'une réalité qui diffèrent de ceux que Marx aveit connus et en prenant en compte « les potentialités de transformation qui existent sous forme d'aspirations ou de

# L'Etat saisi dans ses contradictions

ment à l'interprétation abusive qui a été faite de la théorie incomplète de l'Etat chez Marx et dont on a tiré (à l'exception de Gramsci et de recharches plus récentes mais isolées) une conception purement instrumentaliste. En France, explique-t-il, catte dérive de la démarche marxiste a été renforcée par l'héritage du volontarisme jacobin. Ainsi le PCF, après avoir mal apprécié le phénomène gaulliste en 1958, en est-il venu à la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat qui justifiait la prise de contrôle de l'Etat par la classe ouvrière et les forces démocratiques et la politique d'alliance fondée sur le programme commun de la gauche. « L'étatisme et l'instrumentalisme ont été et restent hégémoniques comme conception de l'Etat portée par le PCF et, par là même, dans le courant dominant du marxisme », écrit Pierre Bauby, alors, ajoute-t-il, que cette conception ne rend pas compte de toute la réalité et de ses contradictions : en cela, observet-il, ella est non marxiste.

L'auteur constate que l'Etat, s'il compte des intérêts des classes | versé per elles et en même temps | pages, 65 F.

dominantes, s'efforce aussi r de réguler l'ansemble des contradictions de la société, tout en concourant à la reproduction du système » comme garant de l'intérêt général. Il ne repose pas seulement sur rune manipulation de l'idéologie dominante » et se révèle comme une « unité contradictoire » qui est la résultante d'une « imbrication de contradic-

tions s. Les évolutions sociales au cours du dernier demi-siècle ont rendu plus complexe le rôle de l'Etat, qui s'est trouvé soumis aux exigences croissantes du micro-sociétal et aux pressions de l'internationalisation des économies et des sociétés. Mais son rôle demeure, que l'auteur appréhende à travers la notion d'Etat-stratège. Celle-ci permet, estime-t-il, « de rendre compte de l'Etat sans le sous-estimer ni le surestimer », au-delà de la querelle réductrice sur plus ou moins d'Etat. «L'Etat, écrit-il, n'est pas plus cette idée sans consistance et sans impact que ce « Moloch » omniscient, omniprésent, autoritaire sinon totalitaire. Placé au cœur du réseau de est contraint par sa nature de tenir | contradictions de la société, tra-

par ses propres contradictions internes, l'Etat-stratège les légitime, les régule et en assure une reproduction qui, pour n'être jamais à l'identique, en conserve les principaux équilibres - ou déséquilibres (...) En mettant en œuvre un marxisme vivant reposant sur la théorie de la contrattiction, on peut donner quelques coups de projecteur dans ce « trou noir» du marxisme qu'est la théo-

rie de l'État.»

Tout au long de sa démonstration, l'auteur se réfère notamment aux travaux d'Henri Lefebvre. Dans un opuscule. Patricia Latour et Francis Combes, tous deux militanta communistes, publient le récit de conversations qu'ils ont eues avec ce philosophe, il y a tout juste un an. Henri Lefebyra est mort le 29 juin 1991, et ce texte constitue son demier témoignage, une ultime occasion de rappeler en toute simplicité que le projet du marxisme était « de libérer les masses pour libérer l'individu » et que « l'échec du stalinisme, c'est l'échec de l'immoralisme politique». ▶L'Etat-stratège, de Pierre

Bauby. Les Editions ouvrières, 235 pages, 120 F.

► Conversation avec Henri Lefebvre, de Patricia Latour et Francis Combes. Messidor, 116

En clôturant, vendredi 17 jan-vier, le colloque des anciens de missaire britannique s'est étonné l'ENA, sur «les Etats modernes à In recherche d'une nouvelle effica-cité» (le Monde du 18 janvier), M. Raymond Barre a reconnu, en souriant, qu'il intervenait par un « effet de subsidiarité » puisque toutes les autres personnalités annoncées avaient fait défection : M. Delors, retenu à Bruxelles, M. Bérégovoy, parti pour le Japon, MM. Bianco et Dumas, absents. L'ancien premier ministre a consscré son propos au rôle de l'Etat dans la compétition internationale, « une notion qui s'imposera inéluc-tablement ». Si l'Etat est indispen-sable, sea modalités d'action doivent être repensées, car il lui faut non seulement être efficace luimême, mais rendre les autres, c'est-à-dire les entreprises, plus efficaces. « La mobilisation des moyens de l'Etat s'impose pour réussir le processus d'adaptation de la société française aux impératifs de la compétitivité», a-t-il dit.

Auparavant, une passe d'armes ssez vive avait opposé M. Léon Brittan, commissaire européen, à M. Jacques Calvet. Le président de PSA a affirmé en effet : « J'attends de l'Etat la défense des intérêts nationaux, et pour le moment, ceux-ci ne le sont pas assez car l'Europe est une occasion de sacri-

> Les suggestions des chefs d'entreprise

«La modemisation de l'Etat constitue aussi un facteur-clé de la compétitivité des entreprises », a rappelé, jeudi, M. Yves Cannac, président de l'institut de l'entreprise. C'est la raison pour laquelle deux cents dirigeants de société et de l'administration se sont penchés, durant deux ans, sur les mauvais fonctionnements de l'Etat susceptibles d'enrayer

Organisés autour de onze thèmes de réflexion, les résultats de ces travaux ont été présentés, en octobre, à l'occasion du troisième congrès de l'Institut de l'entreprise. Sur le fond, les dirigeants de société prônent un « recentrage des missions de l'Etat », dans la mesure où les fruits de la croissance ne permettent plus de financer l'augmentation de la dépense publique. lis suggè-rent, en particulier, que l'État se retire de toutes les activités économiques où le secteur concurrentiel est capable de répondre sux besoins

L'Etat devrait aussi éviter de se placer e en dehors du droits, en supprimant les régimes administratifs et fiscaux dérogatoires qui faussent la jeu de la concurrence. De même devrait-il s'obliger à respecter des règles du jeu trans-parentes en matière de prisé de décision publique ou de domaine, les chefs d'entreprise suggèrent de limiter les initia-tives économiques des collectivités locales, jugées ele plus souvent hors de proportion de proscrire «les financements conjoints, cause de comolexité et de retards ».

D'une façon générale, les entrepreneurs préconisent un renforcement des prérogatives des instances judiciaires « réellement indépendantes » du pouvoir politique (Conseil de la concurrence, Conseil supérieur de la magistrature) ainsi qu'un recours plus systématique auprès des juridictions communautaires, jugées moins par-

Les chefs d'entreprise proposent une révision des procé-dures budgétaires afin de permettre à l'Etat de redéployer ses ressources en fonction de l'évolution de ses besoins. De même, préconisent-ils une e gestion prévisionnelle fina des emplois ». Pour favoriser cette mutation de l'Etat, las responsables du secteur privé souhaitent s'appuyer sur un vivier de décideurs de l'administration, formés au menagement, qui devront être e valorises » et « protégés » par une

V. DEVILLECHABROLLE

missaire britannique s'est étonné de a l'attitude défensive de la France et de la peur des entreprises françaises devant les changements en Europe et dans le monde.» Il a ajouté: «Il faut nous débarrosser des contraintes nationales, du protectionnisme, des frontières qui industries ». En conclusion, M. Brittan a ainsi précisé le rôle de l'Etat: « Qu'est-ce que nos indus-tries demandent finalement aux autorités politiques si ce n'est un cadre de stabilité et d'ouverture éco-

Ainsi cette deuxième journée du colloque a-t-elle essentiellement permis aux orateurs venant du A. P. 1946 à 1958.

Un déficit de 300 millions à 400 millions de francs

# Le maire de Marseille presse le département et l'Etat d'aider la ville

MARSEILLE

de notre correspondant régional

monde de l'entreprise de souhaiter

un Etat aussi réduit que possible alors que, la veille, les hauts fonc-

tionnaires qui étaient intervenus

avaient souhaité un Etat aux mis-

sions mieux définies, mais à l'auto-

rité plus forte.

M. Robert Vigouroux, maire (maj. prés.) de Marseille, s'est adressé, jeudi 16 janvier, dans une conférence de presse, à l'Etat et, surtout, au département des Bouches-du-Rhône, pour qu'ils aident la ville à résoudre ses difficultés financières. Tout en s'intercultés financières. Tout en s'inter-disant de «faire le procès de qui-conque » ou de demander «l'aumône», il s'est appuyé sur les conclusions d'un récent rapport de la chambre régionale des comptes (le Monde du 22 décembre) pour réclamer « une certaine justice ».

Défavorisée par les critères retede la dotation globale de fonction-nement (DGF), la ville s'estime, aussi, insuffisamment soutenue par le conseil général auquel elle demande de nouveaux moyens

tenant compte de « l'évolution démographique et socio-économi-

M. Vigouroux a révélé qu'il manquait « de 300 millions à 400 millions de francs pour boucler le budget de 1992 s. Le maire de Marseille semble

avoir voulu préparer l'opinion à des mesures impopulaires. Mais ses déclarations, faites avec une certaine solennité, en présence de la plupart des élus de la majorité municipale, ont également été interprétées, à deux mois des óchéances électorales, comme une pression sur le PS à travers M. Lucien Weygand, president socialiste du conseil général, et | fondation distificte et indép M. Bernard Tapie, chef de file de de tout autre organisme extérieur, la majorité présidentielle aux régionaics.

**GUY PORTE** 

Après un vif affrontement avec M. Pierre Lefranc

# M. Pierre Messmer est élu président de l'institut Charles-de-Gaulle

M. Pierre Messmer, ancien pro-mier ministre, a été élu, le 15 jan-vier, président du conseil d'admi-nistration de l'institut Charles-de-Gaulle par huit voix contre trois à M. Pierre Lefranc, vice-président sortant. Le général Simon, ancien chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur, a été élu vice-président, et M. Alain Plantey,

M. Messmer succède ainsi à M. Geoffroy Chodron de Courcel, qui présidait formellement l'institut, comme l'avaient fuit, avant lui, Gaston Palewski et André Malraux. Toutefois, en raison de l'état de santé de M. de Courcel, M. Pierre Lefranc, qui cumulait les fonctions de vice-président et de secrétaire général, dirigeait effectivement cet institut, sorte de conservatoire de la mémoire gaullite et de l'envers du étatet dont liste et de l'œuvre du général, dont le siège se trouve 5, rue de Solfe-rino à Paris, là où de Gaulle avait établi son secrétariat parisien pen-

geante s'est produit dans une atmo-sphère tendue qui n'a pas précisé-ment illustré le concept de a compagnonnage ». L'affrontement a été particulièrement vif entre M. Lefranc et M. Messmer, le pre-mier déniant au second le droit d'être candidat en raison de son appartenance au RPR.

L'échec de M. Lefranc, ancien chef de cabinet du général de Gaulle, et des deux personnalités proches de lui, MM. Bernard Tricot et Etienne Burin des Roziers, anciens secrétaires généraux de l'Elysée, est le résultat d'une crise qui couvait depuis plus d'un an En effet, à l'occasion de la célébration du centenaire de la nais-sance du général de Gaulle en novembre 1990, l'institut avait organisé, sous le parrainage de M. Mitterrand et en présence du premier ministre, un important colloque international que M. Ber-nard Tricot avait mené à bien. M. Michel Rocard avait alors décidé d'accorder à l'institut Charles-de-Gaulle une subvention de 50 millions de francs. Une négociation avait été conduite par M. Lefranc pour transformer l'ins-titut en fondation, et pour en faire une sorte d'annexe de la Fondation nationale des sciences politiques.

Les membres de l'assemblée générale de l'institut qui a suivi, surpris d'apprendre et ce don et ce projet, ont reproché à M. Lefranc, selon l'expression de l'un d'eux, «de les avoir placés devant le fait accompli». D'autres ont reproché, et reprochent toujours à M. Lefranc et, accessoirement à M. Tricot, les relations trop étroites qu'ils entretiendraient, depuis 1981, avec la présidence de la République et avec les gouverne-ments successifs. M. Messmer conservers donc à l'institut Charles-de-Gaulle son statut actuel et son autonomie juridique. Pour gérer les 50 millions de francs donnés par l'Etat, sera alors créée une dont M. Messmer devrait également prendre la présidence.

ANDRÉ PASSERON

# CARNET DU Monde

Mariages

- Marina COUSTE

Windimir DUCHEMIN

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité, le vendesdi 10 janvier 1992.

45, rue de la Harpe, 75005 Paris.

- A nos enfants

Sonia et Patrick

qui se sont mariés le 16 janvier 1992, nous adressons tous nos vœux de bon-

Décès

- Aîn-Tédelès, Mostaganem, Paris,

Mr Lucien Laugier, ion épouse, Jean-Pierre et Bernadette Laugier, Claude et Yves Pouré-Laugier, Alain et Michèle Laugier,

ses enfants,
Thierry, Patrick, Jean-Marc, MariePierre, Marianne, Nicolas, Jean-Philippe, Cyrille, Matthieu,
ses petits-enfants,

Les familles parentes et alliées ont le douleur de faire part du décès de

M. Lucien LAUGIER, docteur en droit, docteur ès lettres,

chevalier de la Légion d'honneu-ancien maire de Mostaganem, Rhin et Danube, (commandant de réserve).

dans sa quatre-vinat-troisième année.

La cérémonie religiouse aura lieu le marui 41 janvier 1992, à 14 heures, au sanctuaire de Santa-Cruz, Mas de Min-

L'inhamation se feru au cimetière de Palavas (Hérault), à 16 heures.

8, avenue Foch, 75116 Paris.

- M= Charles Piwnica, Le docteur Armand Piwnica et

et leurs enfants et petits-enfants, M. Jean Piwnica et ses colonts, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles PIWNICA,

survenu à Paris, le 16 janvier 1992.

Les obsèques auront tieu le lundi 20 janvier, au cimetière parisien de

Réunion à 9 h 15, à la porte princi-

Ni fleurs ni couronnes,

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et Mª Antoine Takla et leurs enfants, M. et M= lbrahim Takla.

icurs culants, M. ct M= Munah Dabaghi

et leurs enfants, M. et M= Abbas Begdadi et leurs enfa

et leurs enfants, M. Ihsan Baltagi et sa fille, Les familles Takta et Kamel,

leur mère, grand-mère et parente, survenu le 17 janvier 1992, à l'âge de

soixante-dix-huit ans, à Neuilly-sur

M" verve Wadih TAKLA,

Le service religieux sera célébré le lundi 20 janvier, à 15 h 30, en l'église grecque orthodoxe, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière

30, rue Chevert,

du Montparmisse.

CARNET DU MONDE

MTs: 40-85-29-94 Tarif : la ligne H.T. Toutes rabriques \_\_\_\_\_\_ 92 P Abonnés et actionnaires \_ 80 P icat diverses \_\_\_ 95 F

#### Remerciements Achicourt (Pas-de-Calais). Arras

M= Michel Darras, son épouse, Le docteur et M= Pierre Darras, M= Brigitte Darras,

es carants, Et toute la famille,

profondément touchés par les très nombreuses marques de sympathie témoignées lors du décès de

## M. Michel DARRAS, sénateur du Pas-de-Calais,

et dans l'impossibilité d'y répondre et dans i impossiunte à y réputaire individuellement, remercient bien sin-cèrement toutes les personnes qui, par leur présence, message de condo-léances, envoi de fleurs, ont pris part à leur douleur.

- L'école Clande-Mathien. art et techniques de l'acteur, remercie tous ceux qui se sont si cha-leureusement associés à sa tristesse.

Béatrice LORD

est à jamais vivante dans l'admiration et l'affection de ses élèves et de ses <u>Anniversaires</u>

- Il y a un an, le 19 janvier 1991, Marie-Madeleine

HEMMERDINGER-MAURICE. « Si je meurz, laissez le balcon

Federico Garcia Lorca.

□ La mort de l'écrivain haities Roger Dorsinville. - Les funérailles nationales de l'écrivain Roger Dorsinville, décédé le 12 janvier, ont été célébrées vendredi 17 janvier à Port-au-Prince. Historien et romancier célèbre dans son pays, Roger Dorsinville est né en 1911 dans la capitale d'Halti, dans une famille de magistrats et d'écrivains. Il fut longtemps exilé sous la dictature des Duvalier pour son action politique. Il est notamment l'auteur d'un livre sur le héros révolutionnaire haltien, Tous-

mint Louverture (Julliard, 1965).

SITUATION LE 18 JANVIER A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 19 JANVIER 1992 LEGENDE

Dimenche: solell au sud, nuages au nord. Une masse nuageuse fable-ment active envahit is France per le nord. Encore limitée aux frontières septentrionales le matin, elle recouvrira tentrionales le matin, elle recouvrira tent le nord de la France Jusqu'à le Vandée, le Massif Centrel et le Nord des Alpes en fin de journée. Ce corps

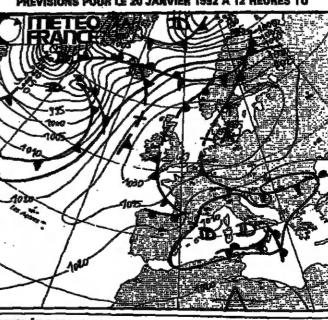
au-gassus de 500 metres sur les Vosges, puis sur le Jura et, enfin, sur les Alpes en soirés. La façade occiden-tale sera épargnée par les précipitations et le faible densité des nueges y leis-

Au sud de la la Loire, la ciel sera généralement ensoleillé malgré des brouillards matineux perfois givrants sur les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Limousin. Le vent de nord se renforcera

sur le Nord, la Ticondia, Tila-de-France, la Normandie et la Bretegne sinsi que sur le pourtour méditarranden.

Il fera doux près de la Méditerranée nera quas pres de la meditarranée puisque le thermomètre indiquera de 12 à 14 degrés l'après-midi. Les maxime oscilleront de 6 à 8 degrés dans le reste du midi ainsi que sur l'auest du pays, ils s'étageront de 2 à 6 degrés sur le quart nord-est de la France.

PRÉVISIONS POUR LE 20 JANVIER 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé. Valeum axtrêmes relevées entre le 17-1-1992 à 18 heures TU et le 18-1-1992 à 6 heures TU

TOULOUS 4 2 C LUXEMBOURG...
FOURS 8 1 D MADRID...
FOURTS.A-PIESE 31 28 B MARRAKECH... MARRAKECH\_ MHAN AMSTERDAM\_ ATHERES MOSCOU NATROSI \_\_\_\_\_\_ -NEW-DELRI\_\_\_\_ 21 BARCHINE NEW-YORK \_\_\_ OSEO\_ PALMA-DEMAI 14 PÉKIN 2 RIO-DE-JANEIRO -BRUXELLSS. COPENHAGUE \_ SINGAPOUR 32 SYDNEY\_ PRICALIEN \_\_ TORYO. BPERAN\_\_\_ LOS ANGELAS C B D 0 T # tempere

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi évec le support rechnique spécial de la Météorologie natio

(1) m

7 E1000

-1947

100

196

aran singa

- - : Ha

Part of Sources

**Fourrière** 

et axes rouges

E préfet de police de Paris, M. Pierre Ver-brugghe, vient d'Indiquer aux

édiles de la capitale que le nombre de véhicules mis an

fourrière au cours du premier semestre 1991 s'élève à 83 422. La progression, par rapport à la même période de

l'année précédente, est importante, puisqu'elle atteint 18 %. Si cette augmentation de la ronde des camions-grues n'a pas sensiblement amélioré la fluidité du trafic sur l'ensemble du réseau de la voirie parisienne,

elle a été bénéfique pour les six sociétés privées (18 mil-lions de francs en 1989 pour 99 525 automobiles) qui, après procès-verbal dressé par les gardiens de la paix, enlèvent les véhicules en sta-

promettent « l'esthétique des

Pour récupérer un véhicule, il en coûte la bagatelle de 701 francs (230 francs d'amende et 471 francs de

sites et paysages classés ».



# Les vigilants de Caudéran

Dans un quartier résidentiel de Bordeaux, des habitants se mobilisent pour s'opposer aux projets d'urbanisme de la municipalité et aux ambitions des promoteurs

#### de notra envoyé spécial

ACQUES CHABAN-DELMAS est-ill encore duc en Aquitaine? Après l'affaire du « Mai musical » soulevée par la chambre régionale des comptes et le scandale des Girondins, voici que des électeurs du quartier de Caudéran, le Neuilly bordelais, ruent dans les brancards. Une association, qui existait à peine il y a un an et déjà forte de mille sept cents adhésions, conteste l'urbanisme triomphant.

nisme triomphant.

Caudéran; il est vrai, est fier de son particularisme. Sur cette pente sablonneuse qui s'élève doucement à l'ouest de la ville, les praticiens romains, dit-on, s'étaient déjà établis. Au Grand Siècle, les bourgeois y édiffèrent leurs maisons de campagne; au siècle suivant, les aristocrates de luxueuses chartreuses; et au dix-neuvième, le tout-venant de plus modestes maisons de pierre qu'on appelle ici des «échoppes» (1). C'est là qu'aujourd'hui la bonne société locale fait élever ses fils dans des institutions privées et que Chaban vient jouer au golf.

Ces collines verdoyantes et cossues, qui s'étendent sur 780 hectares, furent durant deux siècles le siège d'une commune indépendante. Celle-ci, en 1965, se laissa annexer par Bordeaux qui, redoutant de passer sous le senii des deux cent mille habitants, reçut avec soulagement le renfort des trente mille Caudéranais.

#### Des immeubles devant les villas

Certains d'entre eux renonceraient bien aujourd'hui à l'honneur d'appartenir à la capi-tale d'Aquitaine. Car depuis vingt ans les promoteurs constructeurs lorgnent sur ce quartier résidentiel, essentiellement constitué de mai-sons basses avec jardins. Le plan d'occupation des sols entre en vigueur au début des années 80 leur a lâché les rênes. La municipa-lité de Bordeaux poursuivait deux objectifs : inte de Bordeaux poursaivant deux objectits: conserver sa population et construire des entrées de ville dignes de ce nom. D'où la possibilité de bâtir en hanteur et donc de densifier. En encourageant la construction à but locatif, la loi Méhaignenie précipita encore la ruée sur Caudéran. Depuis 1960, le nombre des Caudéranais a augmenté de 20 %.

Les premiers frémissements de mécontente-ment ont été enregistrés en 1968 à l'occasion d'une révision du POS. Un conseiller socialiste, François-Xavier Bordeaux, ose proposer de tout stopper pour réfléchir, avec la population, à une manière de « construire différemment ». Evénemes sans précédent, deux cents Caudé-trans en décappent pour insertire leurs suggestions sur le registre d'enquête publique. Mais l'année suivante, les deux tiers d'entre eux votent, comme d'habitude, pour la liste Chabaa. Les buildings peuvent continuer à s'élever

L'un d'entre eux, justement, doit s'édifier avenue de Verdun, à la place d'une villa nichée au creux de son jardin. Derrière sa haie de tuyas, le voisin, qui vient d'emménager avec son épouse et ses trois enfants, s'aperçoit qu'une muraille de béton de quinzn mêtres de haut plongera bientôt sa pelouse et ses croisées dans la pénombre. Débarquant d'outre-mer, Denis Lopez, trente-neuf ans, enseignant à l'université, ne connaît pas les usages. Quand il



comprend que le promoteur va, avec la béné- de l'environnement. le respect et l'amélioration un électrochoc.

«Il y a des années qu'on se plaignait de ces blocs de béton qui grimpaient n'importe où, raconte Gilbert Bertranet, ancien directeur commercial, établi à Caudéran depuis quarante ans, mais on avait l'impression qu'on n'y pouvait rien. Tout ça est tellement complique et les constructaurs sont si puissants. »

Denis Lopez est malin. Il baptise l'associacompagnement de l'urbanisme, pour la défense

diction de la mairie, bâtir quatre étages là où le des normes», en raccourci le CAUDERAN (2). tier et court déposer plainte au tribunal admi- les adhésions affluent, y compris celles des nistratif. Pour le tout Caudéran, c'est comme membres des comités de quartier dont l'ambition se limitait, jusque-là, à faire améliorer les feux rouges ou l'éclairage public.

Non seulement les promoteurs d'immeubles collectifs prennent la vue et le soleil de leurs voisins, argumentent les membres du CAUDE-RAN, mais leurs profits sont la somme des moins-values qu'ils font subir aux « échoppes », villas et chartreuses qui entourent leurs buildings. En général de 20 à 30 %. Lorsque des tion qu'il fonde en août 1980, le «Comité d'ac-propriétaires réalisent cela, ils deviennent enragés. Et ces médecins, fonctionnaires, ingénieurs

et cadres apportent immédiatement dans l'action associative leur savoir-faire professionnel. Sous l'autorité d'un spécialiste de la vente, ils distribuent des tracts dans les boîtes aux lettres. Une équipe de retraités se charge d'éplucher les demandes de permis de construire déposées en mairie. Dans chaque rue, un volontaire surveille les ouvertures de chantier. Un SVP téléphonique fonctionnant 24 heures sur 24 reçoit les appels. Tandis qu'ingénieurs, architectes et anciens du bâtiment étudient les dossiers, des juristes rédigent les recours. Nul besoin de tenir des meetings ou de défiler dans les rues. D'abord ça ue se fait pes, à Bordeaux, et puis le message parvient clair et fort à qui de droit. En juin 1991, dix mois après la création de l'association, Jacques Chaban-Delmas écrit à Denis Lopez : « Nous devons veiller à conserver à Caudéran son visage, sans toutefois figer les situations. » et cadres apportent immédiatement dans l'ac-

#### Faites respecter les règles »

Lorsque la Ville met en chantier une nou-velle modification du POS (la dixième en dix ans!), le docteur Jean Roquain, adjoint à l'ur-banisme, et Jean-Claude Doubrère, le directeur de l'agence d'urbanisme, reçoivent le brain trust du CAUDERAN. Deux conceptions s'op-posent. Une agglomération, disent les urba-nistes, ne peut s'étaler à l'infini, Il faut bien densifier. Et celui qui a le privilège d'habiter en ville s'expose à voir chancer son environneville s'expose à voir changer son environne-ment. « D'abord, faites respecter les règles, répondent les habitants. Ensuite, nous revendi-quons le droit de vivre paisiblement là où nous

Après de multiples réunions, les premiers acceptent 90 % des améliorations demandées acceptent 90 % des améliorations demandées par les seconds : moins de constructions en hauteur et davantage d'espaces entre les immeubles et leurs voisins. L'association ne relâche pas sa pression. Vingt projets sont contestés, Sept ont déjà été annulés ou retirés, tent l'objet de recours ou de négociations. Certains promoteurs renoncent, d'autres menacent. L'un d'eux, Pierro et Loisirs, demande au tribunal de condamner le CAU-DERAN à plus de 1 million de francs d'indemnités pour procédure abusive. demnités pour procedure abusive.

Pourtant, il y a dans la revendication d'une Pourtant, il y a dans la revendication d'une meilleure écologie urbaine pas mai d'égoïsme : celle des «premiers occupants». C'est ce que les autorités bordelaises ont baptisé d'un joli mot : l'égologie. Pour y échapper, le CAUDERAN n'a que deux moyens. Le premier consiste à élargir son action à la ville entière. Des contacts sont déjà pris avec les associations d'autres quartiers de Bordeaux et d'autres villes de la communauté urbaine. Le second rèvient les seconds de les contacts pour les products de les contacts de les contacts quarties politiques persondes à les contacts politiques persondes à les contacts urbaines. à laisser les partis politiques reprendre à leur compte les revendications locales en les élargis sant à un véritable projet de ville. Plusieurs listes engagées dans la campagne des élections régionales s'y emploient. Les militants associais, qui se veulent apolitiques, parlent de « récupération ». A quoi serviraient les futurs élus s'ils ne traduisaient en terme politique les pulsions, les intérêts et les opinions de leurs concitoyens?

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Histoire de Caudéran, per Henri Ciran, Bordeaux. 1949, 218 p. (2) CAUDERAN: 56, avenue de Verdun, 33200 Bordeaux-Corderan.

# plus faciles à enlever, qui sont conduits en fourrière. »?

Cette affaire est à nouveau à l'ordre du jour avec la mise en place dans le capitale de 10 nouveaux kilomètres d'axes rouges. Selon la maistationnement est rigoureusement interdit, sauf à certaines heures, pour les livraiautomobilistes qui les empruntent d'augmenter leur vitesse horaire moyenne d'environ 15 %. Mais ils n'ont pas permis d'éviter, pour autant, la formation de gigantesques embouteillages qui réduisent cette fameuse

dix ans, prévoit un maillage de la capitale. Avec 100 kilomètres de voies rapides, soit près de 10 % de la chaussée parisienna, les élus espèrent donner aux automobilistes la possibilité de ne plus rouler au pas sur certains itinéraires. A condition que chacun joue le jeu, les conduc-teurs et la maréchaussée.

# L'ordinateur dans les campagnes

Comme les grandes villes, les communes rurales s'équipent de systèmes informatiques

de notre envoyé spécial

LORS que pour la plupart des villes françaises l'introduction de l'informatique fait déjà partie du passé, beaucoup de communes rurales accueillent aujourd'hui leur premier ordinateur.

Ainsi, dans la minuscule mairie de Bau-dreville, une commune d'Eure-et-Loir de moins de deux cent cinquante habi-tants, on a difficilement trouvé de la place dans le bureau qu'occupe la moi-tié de la semaine la secrétaire de mairie pour installer l'écran, le clavier et son imprimante. Mais le maire. M. Didier Pillias, a tenu à ce que sa commune dispose de cet « outil moderne de travail

ct de gestion», « La mairie n'est ouverte que deux heures par semaine au public, et l'ordinateur permet à la secrètaire de fournir plus rapidement les fiches d'état civil qu'on vient lui demander.»

Moins d'attente pour les administrés et surtout valorisation du travail de la secrétaire de mairie. Celle-ci est débarrassée des tâches répétitives : écriture des factures d'eau, de cantine, révision des listes électorales et même établisse-ment de bulletins de salaire pour ellement de bulletins de salaire pour elle-même, la cantinière et le garde-champètre. Elle a déjà entré dans la mémoire de l'ordinateur la comptabilité de 1991, et va ainsi pouvoir prépare le budget de 1992. M. Pillias lui a égale-ment demandé d'organiser la gestion de la salle polyvalente et de mettre de l'or-dre sur les concessions au cimetière.

Baudreville est, depuis début décembre, la centième commune du départe-ment d'Eure-et-Loir, qui en compte quatre cents, à avoir été informatisée par l'intermédiaire de l'ADITEL (Association pour le développement de l'informatique et de la télématique en Eure-et-Loir). Cette association a été créée il y a dix-huit mois à l'initiative de l'Association des maires du département qui avait mis en place dès le début de 1990 un groupe de travail sur l'informatique communale.

ment à l'origine du succès de l'opération d'informatisation du département lancée par l'ADITEL

Pour ces municipalités aux moyens sées selon les propositions de l'ADITEL ont moins de 500 habitants, 73 % moins de 1 000 habitants), l'aspect financier est essentiel. L'association leur propose donc un tarif qui comprene réquipement initial et un forfait annuel pour les logiciels, la maintenance, le développement et la formation du personnel, respectivement 21 150 francs et moins de 1 000 habitants, soit une dépense de 61 150 francs sur cinq ans, dest 356 à 456 franc sur cinq ans, dest 356 à 456 franc sur cinq ans, dont 25% à 45% sont pris en charge par une aide financière du conseil géné-ral. Les communes qui emploient une secrétaire de mairie à temps partage peuvent établir une convention pour n'acheter qu'un seul équipement.

A Vers-lès-Chartres, une commun de 778 habitants de la périphérie de Chartres, le maire, M™ Micheline Doud'un an d'informatisation : «Après la paye, l'état civil, le service de l'eau,... nous voulons mettre en place une comptabilité analytique.» Une nouvelle étape En septembre 1990, l'ADITEL a qui sera cnouragée par les responsables signé une convention de partenariat avec des sociétés privés qui définit les cepteur à Janville, ils jouent un rôle de cepteur à Janville, ils jouent un rôle de conseil auprès des communes qui s'in-

cadre très précis du contrat proposé aux communes d'Eure-et-Loir est probablede leurs recettes et de leurs dépenses. Nous pourrons bientos mettre à leur disposition une véritable banque de données sur l'évolution de la comptabilité publique qui leur permettra d'améliorer leur

**CHRISTOPHE DE CHENAY** 

ENTREPRISES,

rous demandes le plus beau site de développement!

COLLECTIVITES TERRITORIALES, zous offrez une parcelle de rêre poureu qu'elle detienne terre d'emplois !

FINIS les flirts financiers, la Arague économique et

son cortège de déboires.

S'implanter rous propose un réritable contrat de mariage... d'intèrêts.



"S'IMPL\_LVTER" 16, 17, et 15 juin 1992 - Hall 2-2 - Parte de Versuilles - Paris

En jurtenariat arec Le Monde, L'Entreprise, Le Moci, L'Immobilier d'Entreprise, La Outar.

le spécialiste du mariage d'intérêts

garde). Les errondissements les plus touchés par la mise en fourrière sont les huitième (9 423 automobiles de jan-vier à juin 1991), quinzième (8 709), dix-huitième (6 976) et douzième (6 427). La crés-tion, le 11 septembre 1990, des vingt-sept premiers kilomètres d'axe rouge, où la

priorité absolue est donnée à a circulation, explique, sans doute, cette soudaine vitalité des entreprises chargées de déplacer de force les automobiles en stationnement interdit sur le réseau adjacent de ces voies dites rapides. Mais un arrondissement comme le douzième ne possédait pourtant, à l'époque, aucun axe rouge. A ce propos, ne faudrait-il pas s'assurer, ainsi que le demandait en 1987 M. Jean Paolini, préfet

> Un programme de dix ans

de police, que ece sont les véhicules les plus génents pour la circulation, et non les

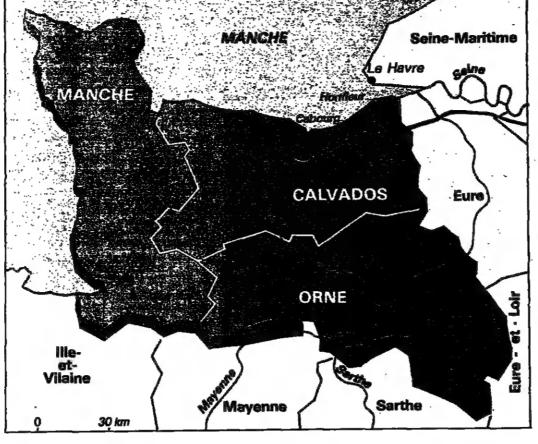
vitesse horaire». Un programme, réparti sur



- 144 - 1 - 144 - 15

# BASSE-NORMANDIE: le

Préfecture : Caen Départements : Calvados (préfecture : Caen) Manche (préfecture : Saint-Lô) (préfecture : Alençon) Superficie: 17 583 km<sup>2</sup> Population: 1 391 318 habitants **Principales** agglomérations: Caen (189 000 habitants) Cherbourg (92 000 habitants) Alençon (40 000 habitants) A The Park Board



Les hommes des bocoges ont abandonné la blouse bleue. Avec un peu de retard sur leurs voisins, les Normands se sont operçus que la richesse de leur terroir ne suffisait plus à l'heure de l'Europe. Alors, ils se sont mobilisés pour obtenir des laboratoires et des centres de recherche

ÊTRE trop belle, la Basse-Normandie a failli mou-rir. Comment la région qui accueillait si généreusiens sur les planches de Deauville, qui vantait la qualité de ses fronages, produits par des fermiers ls en blouses bleues impecrubiconds en blouses bieues impec-cables, aurait-elle eu l'outrecui-dance de se plaindre? Aux lende-mains des terribles heures du débarquement, de l'effroyable « bataille de Normandie » qui rassa-se villes la solidarité nationale un es bataille de Normandie et qui rasa-ses villes, la solidarité nationale, un temps, a joué. Mais il y avait tel-lement de choses à faire que Paris, bien vite, oublia que la liberté était veaus par Ouistreham, Arro-manches, Cherbourg, Caen et

Les Normands se retrouvèrent seuls pour relever leurs ruines. Ce n'était pas pour leur déplaire. De leurs ancêtres les Vikings, ils ont gardé la ténacité et plus encore la fierté, mais certainement pas la bocages n'aiment pas trop que des «horsains» viennent surveiller ce

La Normandie, la Basse du moins, puisque l'administration républicaine a coupé en deux l'anenne province royale, a alors retrouvé ses réflexes ancestraux. Ses grasses terres lui suffisaient à nourrir de belles vaches laitières; ses ngues côtes offraient à ses marins ntrépides des lieux de pêches miraournissaient à ses industries métalurgiques traditionnelles l'énergie dont elles avaient besoin. Mais pendant ce temps le reste du monde évolusit, sans que cette Norman-die-là paraisse s'en apercevoir. S'en habitants, endormis par la richesse de leur terroir, oubliant la violence contrairement à leurs voisins bre tons, à prendre d'assaut des souspréfectures quand ils trouvent que Paris les oublie. Les Normands, eux, font confiance à leurs «maîtr », c'est-à dire, à notre époque moderne, à leurs élus. Dans cette région de fidélité et de tradition, ils sont, bien entendu, le plus souvent à droite et ont longtemps considéré qu'il ne fallait surtout pas trop bousculer leurs domaines électoraux.

# De délicates successions

Dans une région solidement tenue par la droite, l'arrivée aux affaires d'une nouvelle génération ne se fait pas sans difficultés

A Rasse-Normandie est veuve, Depuis ce jour de mars 1990 où Michel d'Ornano a été ture, dans une rue de Saint-Cloud, la région a perdu son duc. Maintenant que le bout de l'an du deuil a largement sonné, les épines commencent à apparaître dans les panégyriques qui continuent à chanter ses louanges : dans les derniers temps de son règne, il s'occupait beaucoup de ses affaires parisiennes, semblant prendre moins de goût aux dossiers de son duché; depuis que le roi de France n'était plus de ses amis, il s'était replié sur le cœur de son fief, là où il puisait ses forces, le Calvados, donnant à ses vassaux l'impression de sacrifier les marches de son domaine, la Manche et

Le constat n'en reste pas moins brutal, tant il est dressé dans toutes les cités bas-normandes : Michel d'Ornano n'a pas été remplacé. Cette région en pleine reconversion n'a pas encore trouvé l'homme qui aura tout à la fois une vision globale de son ger par tous les petits ou grands sei-gneurs locaux et l'autorité pour la défendre avec quelque chance de suc-ces à Paris, là où, malgré la décentralisation, les grandes décisions se prennent.

Bien avant de disparaitre, le duc avant designé son dauphin sans jamais lui mesurer son soutien. Des mars 1986, Michel d'Ornano avait même confié la présidence du conseil régional à ce tidèle parmi les fidèles qu'est René Garrec. Cette succession-là a été parfaitement assurée. Cet homme, qui agissait dans l'ombre depuis plus de quinze ans, qui savait nouer des amitiés à gauche et dans tous les milieux syndicaux et professionnels, pendant que son patron se livrait à ses combats politiques, qui gérait avec dextérité et disdes activités ministérielles de

CALVADOS (19 sièges)

Ins., 407 761; abst., 22,67 %; suff. ex., 300 842.

PC: 7,22 %, 1 élu; PS: 32,01 %, 7 élus; div. g.: 3.32 %; Un. opp.: 46,27 %, 10 élus; FN: 6,88 %, 1 élu;

Ins., 337 747; abst., 22,65 %; suff. ex., 245 802.

PC: 3.71 %; PS: 27.85 %,

MANCHE (16 sièges)

Verts: 4,27 %.

des hommes et des affaires de Basse-Normandie qu'il a pu immédiate-ment remplir parfaitement les devoirs de sa charge.

Avoir été si longtemps au service exclusif de Michel d'Ornano ne l'a pas conduit au mimétisme. Bien au pas conduit au mimetiame. Sien au contraire. Il recherche autant le consensus que son prédécesseur s'amusait à ouvrir des polémiques avec la gauche. Régionaliste dans l'àrie, il se veut aussi accueillant aux besoins de Cherbourg, de Saint-Lô, d'Alençon, qu'à ceux de Caen. Homme de dossiers, parfait connaisseur de «sa» région, il a su tisser un réseau parmi la haute technocratie réseau parmi la haute technocratie parisienne qui lui permet de com-

> Le retour du RPR

Bref, il serait un parfait président de conseil régional dans un pays plei-nement décentralisé où l'on estimeruit qu'il n'est pas utile d'être quel-que chose à Paris pour être le premier dans sa province. Seulement, dans la France d'aujourd'hui, il n'est pas suffisant, quoi qu'on en dise, d'être un président d'assemblée régionale unanimement apprécié pour être le « patron » de sa région. D'autant que Roné Garrec est plus à D'autant que Roné Garrec est plus à l'aise dans la gestion des dossiers d'aménagement que dans les arcanes du milieu politique. Si, comme le lui demandait Michel d'Ornano, il a bien été élu en 1988 député UDF d'une circonscription difficile, mais découpée tout exprés, c'est parce qu'il savait qu'il lui fallait décrocher une médaille nationale. Mais cela ne lui a pas suffi.

Les féodaux, en effet, n'ont pas tardé à relever la tête une fois le duc disparu. Même dans le Calvados. Les rapports ne sont pas toujours faciles

5 élus; Un. opp. : 42,28 %,

7 élus; div. d. : 12,25 %, 2

élus; FN: 8,41 %, 1 élu;

PC: 3,64 %; PS-MRG:

9.59 %, 1 élu; div. g.;

21,88 %, 2 élus; Alt : 047 %;

Un. opp.: 46,61 %, 6 élus; div.

d.: 8,20 %, 1 élu; FN:

Verts: 5,48 %, 1 élu.

ORNE (10 sièges)

6,26 %; Veits: 3,33 %.

Le conseil régional

Président : René Garrec (UDF-PR) 1 PC; 14 PS; 1 MRG; 1 Maj. Prés.; 9 UDF; 11 RPR; 1 CNI; 5 div. d.; 1 FN; 1 Verts

Résultats des élections de 1986 par départements

elle a du mal à admettre qu'elle ne peut encore avoir l'autorité de son mari. La situation de ce département est d'autant plus complexe qu'une autre succession préoccupe déjà tous les esprits : celle de Jean-Marie Girault, le sénateur UDF, à la mairie de Caen. La bataille fait déjà rage en coulisse, paralysant l'action de l'hôtel de ville, entre l'homme à qui Michel d'Ornano le destinait, Francis Saint-Hellier, député UDF, mais que chacun trouve encore un peu jeune pour une telle place, et François Solignac-Leconte, l'actuel premier ajdoint, à qui chacun reconnaît toutes les quali-tes, sauf celle d'être un battant devant les électeurs.

Le RPR, bien entendu, profite de l'occasion pour sortir du trou où l'avait enfermé l'ancien duc. Petit à petit, il a retrouvé sa place au conseil général, et René Garrec a dû laisser la deuxième position sur sa liste aux régionales à un Bas-Normand qui a fait carrière chez les apparatchiles de la rue de Lille, Yves Lessard, dont pourtant Jean-Marie Girault n'avait voulu à aucun prix sur sa liste muni-

Dans ce département, où la gauche a toujours eu du mal à transformer localement de bons résultats à la pré-sidentielle, la succession est aussi ouverte au PS. Louis Mexandeau est très loin de conserver l'autorité dont il a longtemps disposé, mais il se refuse à introniser un dauphin. Yvette Roudy reste enfermée dans sa ville de Lisieux, et le retour d'Olivier Stirn dans sa bonne cité de Vire, même assuré du succès que chacun lui promet, fait trop sourire ailleurs pour qu'il puisse franchir les fron-tières du bocage. En fait, le seul homme ayant l'envergure d'un patron est François Geindre, le maire d'Hérouville, qui rêve de prendre d'assaut la mairie de Caen, sa voi-sine. Mais il a autant d'entregent que d'ennemis chez les militants et il a fallu un sérieux appui parisien pour qu'il figure en deuxième place sur la liste que mènera Louis Mexandeau.

Les écologistes, eux, sont en plein drame puisque leur leader tradition-nel, repousse par les militants, est en procès avec les instances dirigeantes des Verts, et compte bien présenter sa propre liste pendant que s'en pré-pare une autre, de Génération Ecolo-

Dans la Manche aussi, la succession de l'ancien patron incontesté n'est pas définitivement règlée. La défaite surprise de Léon Jozeau-Marigné, aux cantonales de septembre 1988, a permis à Pierre Aguiton (PR) d'accéder à la présidence du conseil général. Vice-président de l'assem-blée bas-normande, il mènera la liste aux régionales. Mais, confronté à un RPR éclaté et aux multiples candidats qui se bousculent aux portes de la circonscription de Jean-Marie Daillet, ce centriste passe à France

unie, il a eu tellement de mal à la

La droite est suffisamment forte dans ce département pour que cela soit sans grand danger. D'autant que les socialistes, qui s'appuient sur leur implantation dans le nord du Coten-tin et sur les maires des deux principales villes de la Manche (Cherbourg et Saint-Lô), sont sévèrement concur-rencés par les écologistes menés par Didier Auger, le leader du refus du

> Les « rénovateurs » de l'Ome

Dans l'Orne, à droite, la guerre est ouverte. L'équipe des conseillers régionaux sortants, conduite par Daniel Goulet, député RPR, où se retrouveat des PR et des CDS, se représente avec le ferme soutien de René Garrec et du dynamique maire d'Alençon, Alain Lambert, ainsi qu'avec l'investiture officielle du RPR et de l'UDF. Leur véritable objectif n'est pas régional, mais départemental. Ils veulent la «peru» d'Hubert d'Andigné, le sénateur RPR, inamovible président du conseil général. Ces rénovateurs ornais reprochent à leur ancien patron une gestion autoritaire, le mot est faible, du département, qui s'appuie sur les notables les plus tradi-tionnels, qui privilégie chacun des nombreux petits clochers de l'Orne, au lieu d'avoir une vision globale de l'avenir du département, s'appuyant

sur les petites villes, seules barrières à la désertification. L'ambiance est telle, au conseil général, qu'un élu. CDS, Daniel Miette, n'hésite pas à saisir le tribunal administratif des décisions de son président!

Pour contrer cette révolte de « jeunots », Hubert d'Andigné n'a pas hésité à s'allier avec son vieux rival giscardien, Hubert Bassot, et avec un député CDS, Francis Geng. Il pré-pare une liste dissidente, ce qu'alten-dent avec plaisir les contestataires, car alors ils n'hésiteront pas à soutenir aux cantonales des hommes à eux contre les féaux du « président ».

Cette guerre sera sans merci. Les socialistes, dont la liste aux régio-nales sera conduite par Pierre Mauger, l'ancien maire d'Alençon, n'escomptent pas en profiter tant la gauche est faible ici. Mais François Doubin, lui, en rêve. Le ministre MRG du commerce et de l'artisanat, partant de sa ville d'Argentan, ne compte pas les kilomètres qu'il parcompte pas les kilomètes qu'il par-court dans l'Orne, département qui, n'ayant pas disposé d'éminence gou-vernementale depuis près de trente ans, est forcément sensible à une voiture à cocarde. Objectif : les sénatoriales de septembre prochain, voire la présidence du conseil général au cas où cette bataille rangée laisserait trop de traces.

Le prétendant au duché bas-nor mand n'est pas encore assez installé pour avoir pu éviter cette bataille fratricide. Pourtant la décentralisation française est ainsi faite que le pouvoir dans les régions se gagne d'abord dans les départements.

L'enfant de la décentralisation

Le réveil, il y a une trentaine d'années, fut douloureux. La région avait été doublée par ses voisins : la vallée de la Seine et ses puissantes industries, la Bretagne et les Pays de la Loire avec leurs agriculteurs qui n'attendaient pas que l'eau du ciel rende leurs prairies bien grasses. Le rideau s'est déchiré : la Basse-Normandie, ce n'est pas seu-lement le pays d'Auge, qui peut faire croire à son aisance en vendant de temps en temps un mor-ceau de prairie et une grange en. ruine à un Parisien en mal de résidence secondaire; aujourd'hui il en est réduit à se transformer en parc résidentiel pour amateurs de chevaux, ou pour citadins amoureux

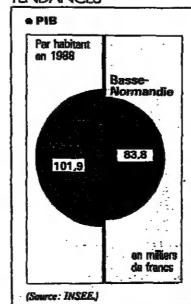
de vertes campagnes. La Basse-Normandie, c'est aussi le Bessin aux exploitations cloisonle Bessin aux exploitations ciorson-nées victimes des quotas latiters et de la mévente de la viande bovine. C'est aussi le bocage mis à mal par cette même politique agricole, l'Orne à l'agriculture parcellisée si mal adaptée aux conditions de pro-ductions centables. Ce sont sussi les Th. B. | ductions rentables. Ce sont aussi les

La semaine prochaine

LA HAUTE-NORMANDIE

Dějá publiés: l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Au-vergne (le Monde daté 20-21 octo-bre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté daté date daté Monde daté 3-4 novembre), le Cen-tre sie Monde daté 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre), la Franche-Comté (le Monde daté 1-2 dècem-bre), l'île-de-France (le Monde daté 8-9 dècembre), le Languedoc-Rous-sillon (le Monde daté 15 et 16 décembre), le Limousin (le Monde daté 22-23 décembre), la Lorraine (le Monde daté 29-30 décembre), Midi-Pyrénées (le Monde daté 5-6 janvier) et le Nord-Pas-de-Calais (le Monde daté

**TENDANCES** 



par habitant France

Budgets régionaux

Recettes fiscales

(Source: ministère de l'intérieur.)

10.12 Property. \$ 175.4

 $\xi_{i}^{a} = \xi^{a}$ 

17-19-الأول والمحر 1.10 44.46 1907/1964 A Section ? Track . C 1 54 يهوي ب

 $g(2,\gamma) \in \mathbb{R}_2$ 

 $\tau \approx \omega_{\rm max}/\Delta_{\rm s}$ 94 E 1000 4.42 True True 

وسرفتاني ند

ron E

Section 5 1 CHARGE The Company  $= a_{ij}^{-1} a_{ij}^{-1} a_{ij}^{-1},$ 

1.114

. . .

# NDIE:

----

THE RESERVE OF THE PARTY OF

Mark to the fi

----

Sept. The 

4----

y in San His

# UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

# saut dans le siècle

marins-pêcheurs maintenant à la rude leurs collè-espagnols. Il sont aussi toutes petites villes qui ont leurs entreprises mourir sous in feux des importations d'Extrême-Orient, fonderie disparaître l'influence III la modernisation, leur métallurgie survivre difficilement tant elle dicionée lieux habituels de production. Le malle malheureusement sans appei : tout le sud de la région dépeuple, la population l'un chapelet de petites villes. I quelques notables exceptions près, s'effiloche.

Mais comment intéresser curieux quadrilatère difforme qui, de la baie 🖿 🌬 💶 Mont-Saint-Michel en passant par le Perche, tourne le Mi I moderne Lotharingie, dotée de toutes les vertus 🧥 l'Europe dynamique, et qui su trouve dans l'angle mort quand Paris m Milde & tourner les pour vers l'ouest et ne voit que Le Havre, Rennes et Manuel Les Normands pouvaient compter que sur mêmes, d'autant qu'ils sont trop qu'ils étalaient sur les affiches leurs touristiques will qu'une façade.

#### GANIL le normand

Illeria apparue alors une nouvelle race ill responsables, qui seulement a compris que la ne pouvait plus him in lette au Bell dormant, mill en plus a réussi, non sans difficultés, I bits comprend to see obligation aux notables plus traditionnels. Michel a Lime of fut le symbole, Hered fort de mile renaissance. Ces nouveaux Northing les les provindes états-majors pour une autoroute, was délocalisation acra-Bien III la décentralisation leur a donné d'anne moyens, el leur e permis de prendre vrai-ment la responsabilité du développement de leur région. La Normandie d'a jourd hul est

L'Etat ne voulait pas financer l'électrification de la ligne Paris-Cherbourg, épine dorsale d'une région qui fournit 3 % l'électri-la région, associée à d'autres collectivités locales, a ouvert son portefeuille pour en financer le tien a line forcer la main de la SNCF. L'Etat, toujours lui, ne trouvait par la méces-saires pour man la deux la deux voies la route Caen-Cherbourg, qui dessert la plus rade portuaire d'Europe? Qu'à cela un tienne, cette fois encore, la locaux, en flant leurs jalousies devant leurs vol-sins qui ont en la d'avoir ler équipements lourds limes par l'Etat, paieront. La SNCF, la ligne Paris-Granville?

collectivités le viendront i son
pour que le sud de la région
continue à l'in desservi espoir pour lui d'échap-per à l'asphyxie. Alençon eté oubliée par les grandes opérations décentralisation? Le président de chambre commerce, industriel de la transformation des matières plastiques, a créé ici, avec le soutien la mairie, un e « plastur-

gie» doté maintenant d'un institut de formation de techniciens et d'ingénieurs qui commence à attirer l'ancienne capitale la dentelle un moderne du mani du plasti-

Caen, la capitale, de montrer l'exemple. Elle n'y a manqué, usant même trop prérogatives aux ciées-concurrentes. Um dynamique politique culturelle, voulue M. Jean-Marie Girault, séna-PR, lui a toujours mend un attrait sans commune mesure avec celui i la ville i province qu'elle longtemps. Au moins jusqu'au moment où un magicien, i l'all d'Ornano en l'occurrence, man an position aministre de l'industrie de giscar-disme triomphant, en fit le siège du GANIL, Line of the grade of the least of the sourire, tant il paraissait impensable dans années-là qu'il puisse avoir bonne recherche hors in Paris. Traînant la jambe, in ganiliens » quitté leur in la Chevreuse, et ont trouvé ici une qualité de vie lls sont intégrés, rencontrant, concrétisation place fiques cité». Aujourd'hui sont plus de 400 physiciens, dont un Caen d'étrangers, qui caen quelques expériences sur min étrange impring

Seule, an n'aurait été qu'un îlot sans impact. Mais, a côté d'elle, il y a maintenant Thulbul de ete du rayonnement, dont au les deux des laboratoires mondial. Surtout sa présence a permis I la III d'un médecin caennais d'obtenir pour ville, au ditte des mater de Cicemi molécules que l'on envoie dans in cerveau. Il n'y = que min gent quand les étrangers les disent c'est la less qui marche la mierx. A == M. Louis Hamber lorsqu'il était ministre PTT, a ajouté son petit cadeau : le service de recherche de cette qui immili sur la monétique.

L'Université, malheureusement, encore des pleds. diri-des milieux patronaux n'ont pas was compris qu'il leur fallait jouer pleinement le jeu in la main pole mus pour la mune industrie sur ces formidables instruments ille milionia las «ganiliens» regret-Caen, que une la parmois, les discusses en evion pour utiliser ce eux, in gauche comme in droite, out parfaitement in l'impact in pôle pour l'avenir in l'agglomération. Ils marchent encore la main la scientifiques,
à ouvrir le portefeuille colnir un nouveau qui permettrait à dépasser senil

L'image et évidemment plus la la s'éteignant, que la sur la camions de RVI. Avoir fait venir i am un de Moulinex, premier employeur la région de la éclatées, fait oublier les autres désagréments. D'autant que, pour cela, les Caeu-nais ne doivent rien aux ministères parisiens. Ils out même dû se battre,

Mexandeau pour me fois alliés, pour obtenir le droit d'ouvrir me ligne la ferry me départ de Ouistre-ham, l'avant-port de Caen. Et quand l'éducation nationale leur a refusé une deuxième in d'ingénieurs, après l'ISMRA, M. René Garrec, Il actuel du conseil régional, député UDF, in retourné le privé Eyrolles, qui lui a promis une école in travaux publics.

Cette ideal culturelle fut plus dure encore accomplir à la pointe extrême de ce Cotentin qui aurait pu être une le mui en a les caractéristiques. Création # l'Etat, Cherbourg longtemps ne fut, comme Deauville pour le tourisme, qu'une mande. « I'm Anally département d'outre-mer», a dit un jour un représentant du préfectoral. La ville tournait more di l'arsenal. Et puis il a eu le stockage des déchets nucléaires de la Hague, la manville II 🖾 l'usine de retraitement. A la grande colère des écologistes, qui voyaient leur région multiplication de tennis, de terrains is sport in its écoles.

#### Une conversion délicate

est de bon som de je stille en Balle-Normandie, de critiquer in internet du sud nu la Manche qui un la manche q Cotentin sans men obtenir de dunde 🖘 oublier qu'à l'époque, pour obtenir des investissements prometteurs. Effectivement, l'arrivée de la Chama a dopé l'économie cherbourgeoise, mais d'hui il faut so miletilien à vivre sans cette drogue. I apprendre à ne plus melle les mals aller eux-mêmes vanter les mérites de les savoirfaire de haute technicité by des par exemple ceux de l'agro-alimentaire, la la région, qui avoir le la la la de pointe. Cette PMI habituée à répon-dre la mana les exigences des ingécommercialiser la machine la trier huîtres ou'elle a miss au point? locale qui a abanpour fournir ses nouveaux in nucléaire va-t-elle pouvoir revenir i son

Les écologistes en doutent qui s'opposent au « nucléaire » dans lequel Cherbourg Man enfermée. conversion d'autant plus indispensable que l'avenir unt pus indispensable que l'avenir
l'arsenal peut qu'inquiéter,
tant paraît devoir être remis en
le programme de construction
sous-marins qui sa
spécialité.

Même si la Cosema fait un effort la région implantant l' Cherbourg imille multiplantant l' niveau 🌬 sa filiale d'ingénierie, la SGM, en laissant un prendre la présidence la chambre d'industrie locale. cette fois secours ne pourra pas venir pas l'Etat. Cherbourgeois qui, longtemps, se sont plaints,
sans raison, l'indifférence
Caemais, qui, effectivement, ne
comprenaient pas qu'il puisse
ment deuxième grande
le Basse-Normandie, ces Cherbourgeois donc, qui préféraient prendre l'avion pour l'au qu'une mauvaise mur pour Caen, ont découvert, au fil de la vie de la nouinstitution régionale, qu'ils pouvaient de être M. Garrec, effet, a eu sur l'ensemble de 📗 régi plus grande pré-décesse d'Organo, de dernières vie.

gâchis la Basse-Normandie m s'appuyait pas sur l'immense potentiel humain de Cherbourg. Entre l'arsenal, la Hague Flamanville, il y là, Paris, entendu, la plus ciens après Grenoble et Todans Or, min sculement jusqu'à il y a maths sup maths spé an lycée Cherbourg, mai il fallut Puniversité de l'an par lui arracher une première section d'IUT; aujourd'hui il par a trois. Alors qu'une an alla la la région 🖼 son manque 🛍 personnel qualifié, 💶 💶 pas utiliser ces de haut

Michel d'Ornano et M. Louis niveau concentrés I Cherbourg ■ qui sall prêts i donner un pre in leur les la formation plus jeunes? C'est pourquoi le responsables cherbourgeois espèrent obtenir

quoique socialistes, pour ce projet manue pour les autres, im trouveront is soutien du conseil régional mais im du conseil général de Manche, me que celui-ci soit largement dominé par les ruraux traditionnels, car in ont compris que le haut Cotentin est chance il e département,

Si Caen M Cherbourg veulent bien travailler de concert, la Basse-Normandie w devenir un La Line Man pour que celui-ci permette à M région de marrier de équilibre, il faut non seulement que 🕍 deux poids soigneusement équilimais que la tige qui la réunit solide. Qu'elle ne un ser se un les mais un chapelet 📭 petites in in entreprises qui y survivent auront repris du ......... Il faut aussi que les bourgs soient irrigués per une agriculture, qui, une sée, aura un moderniser numbre nombre lie un enfants en donnent déjà l'exemple, suivant le chaula de war ces marins reconvertis and une

Alors, = start sculement, l'image du Normand we men plus celle d'hier, du my me mentenni la pommes sale son verger, ni celle d'aujourd'hui, du fermier leur I la famine par b quotas laitiers. quand, fame to formation, il n'a per 📬 🚟 💵 sidérurgiste pleurant la disparition to hauts-fourneaux, and d'un chercheur un laboratoire à la pointe de découvertes, celle d'un technicien les plus medine pour

COUP DE CŒUR

# Vitrine nucléaire

arrive. En pleurant l'a, la générations de marins défendant Cherbourg, vieil adage n'est plus vrai. lemma pour bon dans ce quadrilatère de terre mer, w un person qui bateau-stop. In sont point d'en in résidence. no chimin la présence de la formidable usine qui emprunte le nom de la presqu'île pou lui dinter l'in-juste épithète de poubelle!

Appendices méconnus de l'Hexagone, le nord du Cotentin III haguaise sortent en de quinze de tra-vaux, qui de mandal la déséquiurbanisée, en la bocage. Ses le grands chantiers : Flamanville, le Hague et l'enemi premione atomiques, ont génieurs, 🖦 polytechniciens 🖏 📟 centraliens, qui un dépensé de l'allégresse quelque 101 manda de francia prez un lièsa la vitrine dei nucléaire français.

Une light vitrine, paradoxade la la poussée d'industria-lisation. Les la la Cassandres pourtant in the second qu'à Plogoff, en 1975, quand EDF dévolu sur la promontoire de granit de Flamanville. Il es ce fut to deciminate the USA of implementation and l'usine de plutonium, baptisée « de Gaulle's Folly » par yachtmen anglals qui therefore pour miner on semant Guernesey I Et, pour finir, II ■ fallu 🚃 📻 📺 financent la prioritaire basolète, basel du \_\_\_

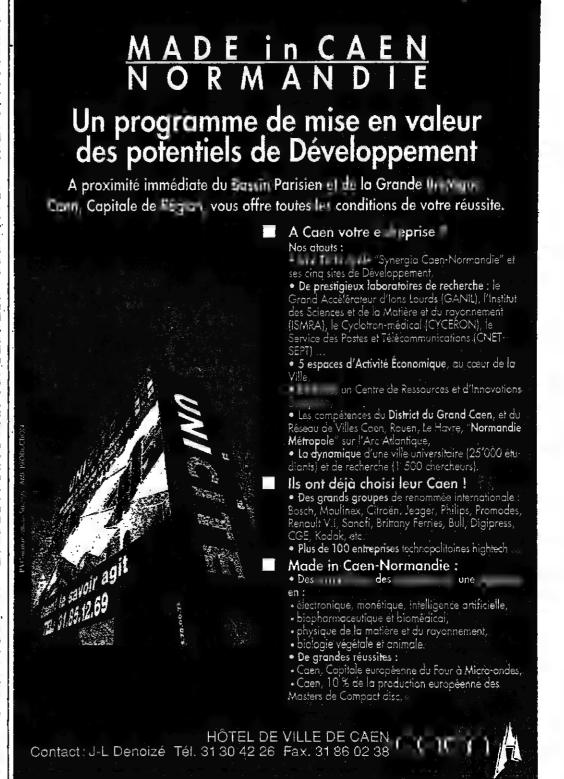
désormals avec res-I's ile du Cotentina (l'ouver-

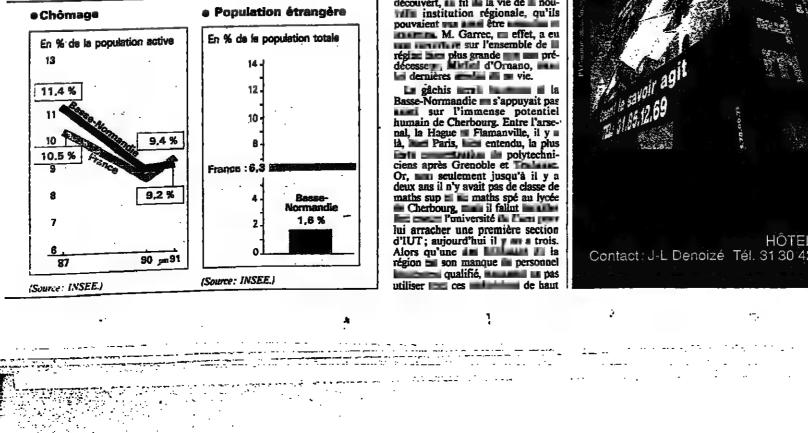
firait : Napoléon 
songea avant Rommel) possède longue depuis l digues Cher-bourg. Cherformé en grand port militaire pêcheurs. Et après Louis XVI, qui II accomplit l'unique plusieurs rendez-vous II Cherbourg

#### Un pôle d'excellence

Du nucléaire public dépend désormais la prospérité de la urbaine or i région. Un pôle d'excellence, i de ce les lieu du les triel. Admiratifs, im Japonais, les Russes viennent même y suivre de public compagnie inspecteurs d'Eura-I'AlEA, III Cogema étant placée haute surveillance. Tout comme EDF et DCN du reste, qui louent aros, depuis électrogènes ou navals.

Et c'est bien pour tenir M distance – le lobby vigilant – qu'une politique 🚃 prol'environnement sans falle en il la ces il la ces rités. Les invités 📖 l'atome, par les charmes d'un Cotentin oui u pu ainsi aux appétits promoteurs de marinas, jugent le pari réussi. 🐚 n'en viennent pas pour summy passer vacances, faute d'infrastructures. We are du pres ne s'en piaignent qu'à moitié. 🛍 💵 peut-être um un négliger 🖹 um risme, 💷 ne pas vouloir partager l'heure de l'après-grand chantier.





LE développement industriel 📟 🖿 LE développement industriel
ville bourguignonne de Chalon-surSaône désormais par la rive
gauche du fleuve. Un pare d'activités,
le Bords Saône, 48 hectares dété gagné au sud de ville après démolition en d'une centrale
thermique exploitée par EDF. L'inauguration de pare lieu trentede après celle la centrale
thermique en 1959. In millions de
francs d'investissements, réalisés grâce francs d'investissements, réalisés grâce la collaboration différentes collectivitis, permis d'aménager tivitis, permis d'aménager l'intention d'activités polluantes.
Cinq entreprises, représentant plus deux emplois, s'y déjà ins-

La zone d'activités bords Saone s'inscrit dans un projet gli d'aménagement d'un nouveau Chal rive gauche. Elle s'appuie, pour extension à venir, sur la présence urès proche d'un IUT doté d'un département transport logistique, la l'ouverture, la cette année, d'un la l'oupont sur la Saône.

LIMOUSIN L'épargne concentre

LES quatre caisses d'éparane qui existaient jusqu'à présent en Limou-sin, une Corrèze, deux en Creuse, une en Haute-Vienne, viennent III d'épargne régionale. Cette entité uni-doit grossir en absorbant juillet 1992 la SOREFI, régionale d'inancement.

Dans region rurale et peu peu-plée, expliqué les dirigeants des quatre lusionnées, il devenait essentiel de se préparer au marché uni-que européen. Objectif en principe atteint puisque ce regroupement fait du nouvel «ècureuil» limousin in pre-mier établissement financier de in mier établissement financier de la région : 500 cent millions de francs de fonds propres, six conts salariés répardidans cent vingt agent locales, le cent cinquante mille comptes (pour une région qui le compte que cent trente mille habitants), 30 % de la collecte d'épargne particuliers 20 % du marché du crédit régional.

MIDI-PYRÉNÉES Un ambassadeur nommé pour

le « pôle Sud-Ouest »

LES départements de Lot-et-Ga-Aquitaine, du Gers et de Tarn-et-Garonne en Midi-Pyrénées viennent de mettre en application 🔳 principes qu'il avaient annoncés ... printemps dernier (le Monde daté I et 10 juin). L'établissement public politi sud-ouest vient se doter d'un chargé de minima près de la C munauté économique européenne en la personne de M. Jean Ruiz, un juriste qui mu pour tâche d'entreter permanents rum les décideurs économiques de la organisatione professionnelles dont le siège de Bruxelles.

Avec la nomination de un «ambas-Avec la nomination de la cambon-sadeur» officiel, les trois présidents conseil général l'origine du « pôle Sud-Ouest» leur volonté de donner un contenu réel à le initige live transrégionale novatrice, déjà dans le domaine touristique. pole se poursuit conformément au 📺 tut. Le Gersois Jean-Pierre Joseph (PS) doit prend la présidence tour-dévolue 1991 au Lot-et-Ga-ronnais Jean François-Poncet (UDF) et il passera le relais mi Tarn-et-Garon-nais Jean-Michel Baylet (MRG) mi 1993.

RHONE-ALPES Les machines à mui d'Aix-les-Bains financent l'environnement

UR proposition du maire, M. Gratien Ferrari (UDF-PR), le conseil municipal d'Aix-les-Bains (Savoie). d'affecter le produit de la 🛍 communate perçue sur les machines la des opérations en faveur l'environnement et du cadre le vie. Installées depuis septembre deraier male, les cent vingt machines accor-par le ministère de l'intérieur auraient déjà rapporté IIIII mille

Grâce au montant de III III supplémentaires, estimé chaque de l'annes, la municipalité a décide un plan plun-anprévoit notamment la remise rives du Sierriz de l'esplanade du l'extension le squares quartier la protection renforcée boises.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos avec la collaboration de nos correspondants Georges Cha-tain (Limages), Daniel Hour-quebie (Auch), Claudine Met-tetal (Macon) et Philippe Révil (Chambéry).

# La lecture, outil du développement

A Muret, en Haute-Garonne, le Prix du jeune écrivain de l'Union laïque a dépassé le stade de l'aventure communale pour acquérir un destin national

de notre envoyé spécial

Marvey (1). Marguerite Duras venait d'obtenir l'Goncourt l'Henri Beulay, journaliste, constatait dans son bureau de la Dépèche, l'All Sebbah, professeur l'biologie, que, décidément, le prix littéraires ne l'all craient plus le jeunes l'Un coup l'fil le ministère de la culture le confirme de sonix le culture la confirme : des prix la la nouvelle oui, mais la prix pour un écrivain jeune.

Les complices ne sont Le mécène dans l'escalier, contré au hasard de la descente : c'est le directeur de l'agence EMP de Muret, sous-préfecture de la Haute-Garonne. Muret convainc Toulouse, la Toulouse, Paris. L'aventure peut purities

Commencer ou se poursuivre?
Car, enlin, les détricheurs d'idées
légion, qui brassent, projettent al me beurtent l'indiffélei il avait une un terreau, travaillé depuis la création, 1959, de l'Amicale laïque. Alphabétisation des immigrés, fêtes du livre, avec des thèmes

La littérature et l'exil». formaient la trame de ce qu'on appellerait les activités socio-édu-catives. Ces militants-là n'étaient pas vraiment proches de la mairie. Est-ce leur travail de fond d'usurc qui provoqua la basculement? Toujours est-il qu'en 1989, après trente-six ans du règne à Muret, la droite était battue. Le Prix du jeune écrivain avait cinq - cinq and subventions municipales, - et Marc devint adjoint au maire, chargé

#### Le cercle magique

Sur ce terreau, la chance pouvait pousser. Pour le jury, au début, an n'avions pas d'ambition », assure Marc Sebbah. Mais de rencontres en conseils. recommandations en contacts, des écrivains et critiques littéraires, qui ne manquent de sollicitations par ailleurs, jeune écrivain de l'Union laïque II Muret. José Cabanis, par exemple, m inissera convaincre par un cousin bridgeur. Roger Vrigny, descendu à Marie journaliste de France-Culture, y écrivain, pilier du jury. Des libraires et éditeura de Toulouse, Ombre blanche, Privat, Milan, rejoignent le cercle magique.

a On voulait aussi faire jeune, raconte Marc Sebbah.

D'où l'arrivée de Chine de LanzSon journal, OK Magazine, lance appel. Des cen-taines de trom déferient, dont la

□ Lutte contre la droque. - Le

droque et ill toxicomanie. La

rôle des maires et des élus peut être

déterminant dans la little le le

consommation drogue

problèmes de problèmes

III III solidarité.

21 janvier à Paris, per l'Association

France (AMVBF) permettre

Les politiques

> AMVBF, 10, ..... Duphot 75411 Paris. Téi : 42-61-44-47.

colloque : \_\_\_\_\_ : \_\_\_\_ : \_\_\_\_ :

in a blank - grint her her,

ieudi 💹 janvier, à 🛰 🖛 ies

par Meronaliza des resina da

dépôts I l'Union

naliwaje dei likaketaria

d'organismes HLM.

France, l'Association 🗪 maines

France, France,

pour les manages

immigrés et leurs familles, 🖹 💶 📨

Renseignements au (1)

a la comptes de collectivités.

- MM. Philippe Laurent, président

i association Ville et finances,

Serge Villepet, membre du 📥 🕨

organisent une journée III III III

d'audit Coopers et Lybrand,

Paris, jeudi 🖾 janvier, 💷 la

Man M TUNES I MI organise

D With at malestrate -- Un

le IIII municipalités ».

La organisée

AGENDA

qualité littéraire n'inciteru pas à plus chevronnés. On 2 din créé pour les moins de quinze prix de l'impense écrivain.

Aujourd'hui, de prix a atteint le lègues de classes préparatoires, et l'on vérifiera sans de l'entre de l'écriture faisait d'excellents ravages.

Dérivant par mi canaux divers, par les monts des agences ban-caires II III vaux des lycées, lan-cées depuis les chambres obscures, quelque cinq cents bouteilles I la mer, gorgées III mots, convergent chaque année Muret. A Daniel Zimmerman, écrivain et universitaire, spécialiste um sciences de l'éducation, on emprunte le modèle des fiches de lecture : chaque apprécié par une équipe de trois personnes - un enseial livre (libraire, éditeur ou ... grand amateur de lecture), un june lycéen ou étudiant. Leurs impressions mus consignées sur la financie fiche. Et c'est pourquoi les bouteilles I la mer II Muret sont probablement seules qui reviennent à l'envoyeur une réponse. lci il s'agira d'conforter le goût d'écrire, là rassurer, peut-être dissuader (2)...

#### « Un salon des impertinences »

On imagine dès lors assez la machinerie, l'intendance néces-saire à l'organisation dudit prix. la Haute-Garonne, un novau de 200 1 300 lecteurs, tous bénévoles, s'est formé. Puis, comme devrait le faire tout bonne prise, voici venu le temps de l'essaimage avec le relais d'un atelier d'écriture dans l'Isère et la création in nouveaux comités in lec-ture dans quinze départements, depuis que la Ligue de l'enseigne-ment, rejoignant in cercle in sponsors d'origine, ■ décidé de faire du Prix du jeune écrivain l'un de re événements culturels majeurs. Des éditeurs, des libraires, des journaux, puis le Ouest, intéressés im la démarche de Marc Sebbah et de son equi grande banque nationale D'autres mécènes encore : l'entre-prise tourne et représente un « chiffre d'affaires » III 400 In F. De TUC en TUC, l'embauche d'un permanent se

profile. La lecture crée des Comme nombre d'entreprises encore, le PJE, comme on III désormais, est tenté per l'international. A se façon, il fait dans l'import-export en lançant en francophone. Règlement légèrel'expérience n'a, pour l'heure, pas

A Muret même, la remise illi prix mi devenue une institution qui tient de la MII locale M du salon littéraire. On parle d'ecriture, machète des livres, injeunes dialoguent nom les

□ Communicavitle. – La

communication un période

préélectorale, l'organisation

DARGOTTO.

67-28-18-66.

cuatrième Communicaville, le

responsables la communication, de la culture la du la des

villes, ilan avoir lieu, du mardi 21 au

vendredi M janvier, au Mand des

congrès d'Antibes Juan-les Pins.

d'évènements : l'acorcours population, la nouvelle législation de granismes publics

□ Espace rural. - A l'initiative de

■ ville ■ à l'aménagement du territoire, un colloque est organisé, jeudi ■ et vendredi ■ janvier ■

Châteeuroux (Indre), colloque ayant

chance pour la France III l'Europe».

représentants d'organisations

agricoles d'arme évoquer les mans

grandes a marille sont un

richesses III III économique,

➤ Martin. Tél : [1]

■ Elections. - L'Institut d'études

politiques de Paris organise deux journées de stage, jeudi et at

social et culturel ».

42-38-25-25.

pour Trans « Espace rural ) une

M. André Laignet, Paris III III

des comptes dans les

au (1) 40-26-

Aujourd'hui, prix a atteint la maturité. L'initiative locale, poussée ur le la L'action le plan national. Comme souvent, la désir de faire toujours plus animateurs of général, Marc Particulier, and la charisme III la la la la reussite. Il ne qu'on la dise, oubliant feignant d'ouque parmi la ingrédients la développement local, pour recette soit complète, m personnage comme is sien in nécesreve, entre mille autidérangeantes sans donte, 👪 créer un « salon Mil impertinences ». Pourquoi si impertinences sont cultivées impardiniers de lui eux-mêmes. Sinon im habipourraient s'émouvoir, contrée au hasard d'un ravitaillement qui s'inquiétait : " Dites, ils louse, notre prix?

**JACQUES GRALL** 

(1) Edna Marvey I nouvelles. Prix du jeune écrivain 1991. Le Editions, 180 79 F.

(2) Cinq in teates, c'est plus qu'un échantillon représentatif pour étudier ce que in jeunes gens dans il tête, intèmes récurrents, in grands absents, inspirations, les styles, etc. Ce travail, probablement utile, reste à faire. Avis aux

# **Autoroutes intelligentes** dans la région lyonnaise

Pour gérer le trafic sur 160 kilomètres de voies périurbaines CORALY va proposer, dès 1993, des solutions informatisées

de notre bureau régional

'HISTOIRE - plutôt mal : per percent ditte grande i la ségion lyonnaise, l'équipement (DDE)
Rhône quasiment l'obligation Les premiers, prévu jusqu'au

A 7, fourtetion n'en avait in a réputation n'en avait

Main pour que l'Etat, avec l'aute Au mal un investissement près et 300 miller de l'entre de voies d'équipements sophistiquées de rendre, des 1993, les autointelligentes . — cela,
trans ligentes . — cela,
trans ligentes . — cela,
souterrains, d. — cela
effectués — empiétant — l'une

Certes, par limiter au maximum la gêne des automobilistes, la restric-place que pendant les plages les moins chargées et pendant week-ends. Si logues devront être renouvelées

la un sur parties les plus 6 au nord du tunnel de Fourvière et le périphérique notamment, - en revanche, in tronçons récemment maillon important du contourne-ment Lyon par l'Est, ou actuellement en construction sont, ou équipements

#### Un radioguidage en temps réel

la min = place commandement général sera construit Genas, l'agglotraitées, ordinateur, informations doupar «boucles magnétiques» disposées chaussées, d'être renvoyées les panneaux le long voies. Cette du le long d'une technologie -II : l'interprétation d'images vidéo captées par soixantaine de placées points stratégiques (2).

 $- m \in \{ \gamma \in \mathbb{N} \}$ 

1.00 - 12

1760

 $V_{k}\cap_{k}\mathcal{O}_{k}$ 

L. ALVA

10000

100

 $\mathcal{P}_{i,j,k}$ 

indiana Santa

\$1000 2

100

----

A 1 5 84

1. West 1. 15

N 97 15 31

11/14 The copy

 $T^{\mu\nu} = \mathcal{F}_{\mu\nu}$ 

---

10 miles

SPOR

چونده و د ۱۳۰

أتيوم إفائده مر

and Section

Putting

Company of

Sugar .

\* 124 A

WE SHE

T 2572 2

The Books 3

frankski sir son

Land Barrell

े कि स्टूर्ट इंग्लंड स्टूर्ट E ... The State of the S 4:52 45000

- 2

18971

the state of the state of

Car t'es bien se est qu'il s'agit il terme : aboutir à un véritable radioguidage de actuelle, en de plusieurs minutes sur panneaux d'information numériUn beaucoup trop long pour conducteurs circulant à 20 la fact de manure effection pour eonducteurs circulant a
130 km/h et qui parcourent effectivement phusieurs kilomètres, quand ce
n'est pas plusieurs dizaines, avant
pouvoir un message.
«Il faut nous changionsd'èchelle;
nous soyons en mesure d'informer conduct détai
deux ou trois minutes alguiller
le flot voltures ou poids le flot voltures ou poids lourds. L'association of l'ordinateur et l'image de devait permettre d'obtenir ce résultat ».

M. Denis Schmutz, directeur de la DDE du Rhône. la technologie évoluant grande aussi, on peut très la imaginer que la la constitue de la informations émanant du ...... contrôle du trafic parviendront un our directement sur 📓 tableau de bord du véhicule.

(1) La Rhône (30,5 %), la sutoroutes (26,6 %), la des autoroutes du de la France (14,9 %), l'AREA (3,5 %) et le drai du (4,5 🐪 .

(2) Cette technologia innovante est développée par l'institut national de recherche et d'études sur l'arfic et la sécurité (inrets) implanté li Bron (Rhône), le cadre du projet de l'équipement, et. plui largement, l'opération DRIVE II menée par l'Communauté économinanté économi européeane (CEE) pro-mouvoir et intelli-gentes ». Après l'Îlo-do-France, où les du plan de ont depuis depuis deux ans, la région lyonnaise de seule de seule de la seule d

## L' «inquiétude» des présidents de département

devraient atteindre 200 mildevraient atteindre 200 miliards de en UDF), porte-parole de gé (APCG). Comparaux bud primitifs de 1991, que vient de publier la Direction générale des collectivités locales, ils accuseaient donc une nouvelle hausse (de 7,5 %), légèrement inférieure, toutefois, à celle de l'année précé-

L'aide sociale à l'enfance, aux handicapés II aux personnes agées a représenté, i II demier, la moitlé III dépenses de fonction-nement (51 million III frança). Ce poste, qui comprend aussi [ nur bir illiam du Mil ne cessera de progresser, estime l'APCG, après avoir enquêté auprès d'une cinquantaine de départements. Les déparses personnel (14 in le la le 1991), qui lui sont largement liées, devraient elles aussi augmann (de près de 9 %), pre l'application des accorda Durafour à la

L'APCG prévoit, dans le militure

économique, une stagnation de l'active %), une perte de compensation fiscale (-17 %). Malgré ces perspectives emédiocres», les départements voirie d'enseignement secondaire. Les dépenses consacrées aux collèges milliards en 1991) devraient continuer de programme un rythme autre (31 %). Tail cale, les conseils généraux ...... plus largement recours à l'emprunt (23 % au lieu M 15 %).

raux de l'APCG, qui la librat d'avoir leurs dépenses, iour manager of his lisé leur gestion, ae 🗷 🖚 e inquiets ». Ils craignent mes d'être la la responsables 📠 la taxe départementale sur M revenu. Ce nouvel impôt, « préparé précipitation», frepperait in journey, miles programme Agées, al 134 in doubles

# BLOC-NOTES

vendredi 31 janvier, sur les élections régionales et ...... du mois de mars, à l'intention, notamment, des responsables des collectivités locales. ▶ Renseignements au (1) ##### 50-99.

. - Un collectiv intitulé «La décentralisation, dix ans après», doit avoir lieu, mercredi 5 et jeudi 6 février, au palais du Luxembourg à Paris. Cette manifestation, organisée par le Groupement de recherches sur l'administration locale du CNRS et la Fondation des collectivités locales, devrait permettre de dresser un bilan de la décentralisation dans les régions, et de réfléchir aux

adaptations nécessaires. > Renseignements au GRAL, 9, mil Malher, 75004 Paris, Tél. (1) 42-

### NOMINATION

 Un nouveau conseiller technique auprès de M. Sueur. – M. Marcel Lecaudey vient d'être nommé conseiller technique, chargé des questions statutaires, auprès du secrétaire d'Etat aux collectivités locales. Il remplace M. Didier Lallement, devenu directeur du cabinet de M. Jean-Pierre Sueur (le Monde daté 8-9 décembre).

(Né le 26 janvier 1945 à Cherbourg, M. Lecaudey est titulaire d'un DESS de droit public. Noumé à la direction des ALSERAGE 15 mg ministère de l'économie en

1975, il quitte ce poste sept ans plus tard pour rejoindre la lieura de de personnel de l'Imprimerte nationale. Administrateur civil hors classe, il rejoint en ITE la générale de la police nationale, pur de la modernisation des services. L'année suivante, il est nommé à l'aspection générale de l'odazions

### **PUBLICATIONS**

to Cumulation of culture. - Le receile de la pione e 🛎 la communication with I have un Statistique 📥 c dépenses male of the contract of the co l'importance dans le financement calls culturelle, aussi IIII grandes disparités IIII villes cantres IIII grandes agglomérations (montant dépenses, me d'investissements). > 255 pages, 180 La Comentation française, 29-31, Voltaire, 711

D SIM - LM SMIRE Liconomia mixto locales statuisant inombreux iii : iii à créer, disposant d'un champ de l'anni large, III I line bill III pu une importante capitalisation, elles permettent, en pare, de recruter du personnel was un mand de deza privé. L'ouvrage intitulé 🖛 🌌 🏰 Principal mineral and a point | leurs dimensions juridiques, administratives, ..... Minites.

≥ 299 pages | 200 france. Economica, rue Héricart,

#### **EXTES**

 Frais de déplacement des stagiaires du CNFPT. - Dans un avis en date du I décembre 1991, le Conseil d'Etat confirme que le Centre national le la fonction publique territoriale (CNFPT) dolt continuer à prendre en charge les frais déplacement des stagiaires. Se fondant sur un décret du 19 juin 1991, M. Jean-Claude Peyronnet, président (PS) du CNFPT, avait décidé de transférer aux collectivités cette charge qui ne cesse de s'accroître, puisqu'elle s'éleveit . millions de frencs en 1988, et 100 millions en 1991.

Cette mesure ayant suscité un véritable tollé chez les élus, le secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, M. Jean-Pierre Sueur, we au mois d'août le Conseil d'Etat, qui vient d'infirmer l'interprétation du CNEPT. Le conseil d'administration de cet organisme, qui n'a pu obtenir, dans le cadre du projet de loi de finances de 1992, le déplatonnement de la

cotisation obligatoire de 1 %, n reporté par trois fois l'examen de son budget. Il devrait le voter le ianvier.

T. Company

# Inculpé, M. Christian Pellerin fait état d'un «énorme scandale»

Le juge d'instruction qui enquête sur les conditions de revente in a tour BP du quartler 🖿 la Défense, M. 🚐 🗀 Delahaye, a inculpé, vendredi 17 janvier, M. Christian Pellerin. PDG is SARI-SEERI, Laissé en liberté, le promoteur immobilier vivement contre-attaqué. évoquant un « énorme scandale » policier « et 📥 🙀 côté 

M. Christian Pellerin, PDG de la quarante-buit gai la vue, la promoteur l sa sortle le Palais de justice.

Quelques heuresplus tard, I'un ils avocats, M. Jean-Marie Burguburu, avait qui em emachination ». - Name cherchons actuellement 🛦 savoir produite», déclarait-il sur France-Info, lei-lui, l'opération le leur BP a le conditions analogues d'au-copérations qui n'ont posé problème n. M. Pellerin dété Incuipé parce que le juge estime que le versement des commissions effec-tuées à l'occasion de l'opération de BP n'a été régulier. expliqué M. Burguburu.

En fin d'après-midi, teur immobilier contre-attaquait Son inculpation einjustifiée», il n'avoir « jamais participé à la négociation qui a abouti à l'achat» de la tour BP. « Nous ni Eurocen, i Voiry jamais rencontré», a-t-il ajouté. (Européenne de brigadier police parisien Daniel Voiry (mort en

Selon multiple explications TF1, millions qui seraient volatilisés » 🔚 😑 la transaction cabinet Pretendait

qui a prétendait

immobilier», a C'est II

qui négocié » l'affaire, le

ll Pellerin se mandiqué.

Le président d'adminise.

PII (Petrimoine d'invertissement immobilier), M. Yves Rohou, a été inculpé d'abus de blens et laissé en liberté, vendredi 17 janvier. Depuis le 2 octobre, le directeur général de la mana société, M. Carlaine Swartz, ....

M. Pellerin a expliqué aque son groupe était «l'arbre qui question sur l'éventualité d'un scandale policier M à cette affaire, il convenu qu'e il semblerait qu'il y ait un énorme scandaie de ce côté-là et aussi du côté des grandes surfaces », sans plus 🚵 précision.

Accusé d'avoir enlevé un enfant il y a neuf ans

# Georges Laugier est acquitté

La cour d'assises des Alpesde-Haute-Provence, présidée par M. William Watrin, a prononcé vendredi 17 janvier l'acquittement de Georges Laugier, quedepuis mardi 14 janvier pour répondre de l'enlèvement du petit Mathieu Haulbert, disparu i l'âge de dix ans, le 25 juin 1983 sur la nationale 25, la mm Napoléon, à proxi-

anvoyé -

A Paris du verdict, quelques applaudissements épars sont aussitot interrompus per all uchut... . indignes. La alle du chul... indignés. La alla du palais de justice de Digne, comble depuis le début de l'audience, est saisie d'un sentiment mitigé. A la satisfaction de voir les jures rejeter un dossier, manifestement insuffisant pour justifier une condarmation, se mèle un sentiment doulouinspiré par la des parents Mathieu privés d'une « wérité judiciaire » capable de leur expliquer comment afils a disnaru il v a dix ans. disparu il y a dix ans.

Un mécanisme judiciaire mal contrôlé a fait deux victimes Georges Laugier, qui a été détenu quinze mois en voyant sa maison quinze mois en voyant sa maison quasiment détruite par une perqui-sition effectuée à la pelle mécani-que, et la famille du petit Mathieu Haulbert, à laquelle on a fait croire, maigré les faiblesses du dossier de l'accusation, que la justice lui apporterait une réponse cohérente. En demandant le complément d'information qui a été refusé i la défense, M. Dominique Bayeti avait dit : « Quelle que soit la décision que vous pourrez rendre, elle ne sera contriniente pour nersonne, a L'avosatisfaisante pour personne » L'avo-cat général Jules Pinelli avait pourtant tenté de faire tenir son doss tant tenté de faire tenir son dossier d'accusation en s'appuyant principalement sur le la albi que Laugier avait demandé à un ami de lui fournir. «Si on a besoin d'un albi, c'est que l'on a commis queque chose d'inquiétant», avait souligné le magistrat. Et si M. Pineligné le magistrat et si charces admettait que chacune des charges prises séparément n'était pas déterminante, il estimait que leur assem-blage devait emporter la conviction des jurés et il avait demandé une peine la cinq ans de réclusion cri-minelle, en s'opposant I toute

auteurs de cet enlèvement. Déjà, la phrase révélait les carences du dossier, puisque Laugier était seul un le box, les quatre jours de débat, ne permettait de lui attribuer un mobile quelconque dans un condi dans un condi-tions restaient totalement obscures. Autant d'éléments qui faisaient dire à Mª Philippe Magnan qu'il s'agis-sait d'un « dossier creux fubrique à partir d'une rumeur». Car c'est bien la rumeur qui s'était, à l'origine de l'enquête, dirigée contre Laugier. Un gendarme n'avait-il pas écrit : « Laugier fait partie de ces gens auxquels on pense tout de suite lorse». Dien de l'enquête de ces gens auxquels on pense tout de suite lorse puil se passe quelque chose ». bien qu'il se passe quelque choses, bien qu'il n'ait jamais commis d'infrac-tion? Et la chambre d'accusation, organisme de contrôle de l'instruc-tion, s'était contentée d'une enquête incomplète pour renvoyer Laugier devant la cour d'assises.

Aussi M. Gilbert Colland s'est-il insurgé contre la paranola d'un sys-tème qui avait permis de «fabriquer un coupable». S'adressant aux jurés, un coupable». S'adressant aux jurés,
Collard a déclaré : « Vous ne
qu'il
soumette dossier aussi
incomplet, tarabiscoté.»

MÉDECINE

Une décurion conjointe de la CNAM et du ministère des affaires sociales

# Le second sauvetage de la clinique psychiatrique de La Borde

Aux prises avec de I'lla clinique osychiatrique de La Bord à Cour-Cheverny (Loir-et-Cher), finalement trouver les moyens de sa survie. Auprès de M. Jean-Louis Bianco, ministre de affaires et de l'intégration, et l la de la Calla nationala d'assurance-maladie (CNAM), indique en effet que des mesures ann im procheinement prises afin de sortir rad établissement privé de l'impasse dans laquelle l'avait progressivement conduit, ces dernières années, un imbroglio politique, administratif et médical.

La Borde est-elle sauvée? Le dos-La Borde esseun saives? Le consier de cet établissement est tellement riche en rebondissements qu'on se gardera bien aujourd'hui de répondre l'affirmative. Toutefois, plusieurs indications convergentes laissent penser qu'une décision conjointe de la CNAM, et du the des affects means at de celui réaliser un second de clinique psychiatrique hors du com-

Elle a été fondée en 1953 par le docteur Jean Oury, C'est depuis plus de vingt ans une communauté thérapeutique bâtic autour d'une pratique psychiatrique connue sous le terme de a psychothérapie institutionnelle (le Monde sciences médecine du le 1987). Le un le quesi mythique, toujours habité per le fantômes de l'anti-psychiatric où travaille encore - entre - - i psychanalyste G - - i empêcha esse les

Dès la la la La Borde, la relations avan la CRAM (Caisse régionale d'assurance-maladie) in Centre furent difficiles. La clinique in devait jamais in remettre du fai-ble prix in journée qui lui fut accordé alors que la prétique de la psychothéraple institutionnelle impair des coûts particuliers — en personnel notamment - sans pour autant être codifiée dans le système de classement et de fonctionnement des établissements psychiatriques pri-

#### Enreuve de force avec la CNAM

Pour rétablir un d'équili-bre budgétaire, La le nombre de ses malades, passant des 95 lits réglementaires à un effectif d'environ 110. Il partir de 1986, un long conflit s'engagea alors avec l'administration régionale de la Sécu-rité sociale : celle-ci voulait, en toute rigueur réglementaire, que cet manueur réglement que cet manueur réglement d'origine. Pétitions malades suivies - fait rarissime – du soutien d'un comité de défense constitué de quatre psychiatres d'exercice public : La Borde découvrait,

Use Enthrodox des traille-arteur

termes de tarification, demandant une justification financière et comp-table des charges de la clinique, vou-lant obtenir rapidement une véritable wiransparence comptable». Faute de réponse mississante, le prix de journée, fixé alors 2 514,98 F, redescendait en juillet dernier 2 443,75 F.

En dépit d'un dossier complet instruit par les services de la CRAM et de la CNAM, et en dépit d'un endetde l'établissement - plus de 1,5 million de francs, - la situation semblait ne plus devoir progresser. C'était comp-ter sans la volonté de M. Gilles Joha-

difficulté, qu'elle n'avait perdu sa place dans le paysage psychiatrique français. Le docteur Michèle Barzach, confiait privé le santé, confiait privé le pensait de cet établissement, sans expériu Un é dont spécificité
pratique la psychothérapie
institutionnelle peut-il déroger aux
normes santé publique et, par
de conséquence, ment e catégorie A qui conditionne la fixation tarifoire?»,

La réponse du ministère est enfin Au cabinet de M. Bianco, souligne que, conteste, clinique La Borde (quelles que soient ses spécificités) ne soulève aucun proproblème tarifaire pour lequel M. souligne qu'une trouvée prochainement, non plus dérogatoire, au sérieuse d'activement de charges effectivement 📕 la pratique 🚜 🖫 psychothérapie

En logique, devrait être fournir auxquelles La faire Mieux le ministère a profité de ce dossipour la en d'une évaluation l'activité dif-qui, en France (dans L Loir-et-Cher, L Loir-et-Cher, L Loire-Atlantique I'Hérault)
en aujourd'hui pratique psychiatrique encore méconnue qu'est in psychothérapie institution-

JEAN-YVES NAU

**SCIENCES** 

La recherche pour l'exploitation de la mr

# L'IFREMER menacé de transfert en province

Rochelle, Nantes ou ailleurs dont son institut — Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée jeudi 16 janvier pour pré-senter les programmes de 1992, il a fait remarquer que le siège II l'IFREMER avait déménagé 🔐 'avenue d'Icna (Paris) à lasy-les-Moulineaux en octobre 1990 et que a déménagement avait coûté millions de francs (achat des nouveaux compris).

Papon a aussi précisé que, sur les mille deux cent vingt personnes l'Institut, cent vingt seulement me l'Ira au siège. Le laboratoires de l'IFREMER sont très disséminés : cinq cents perionnes travaillent imm ceux de Brest, deux cents à Nantes, cent la Toulon, soixante la Boulogne-sur-Mer et Mari la Tahiti, cinquante la Mer et La Tahiti, cinquante La Rochelle et trente Sète Palavas-les-Flots. Pour La Papon,
«le siège doit être dans un endroit
central, accessible facilement. I
praximité des grandes et des
aéroports internationaux ».

En revanche, M. Papon n'est pas mécontent de son budget pour 1992 qui sera = 940 millions il franca (dont il venant de la subvention

M. Pierre I pon, président-directeur de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), est hostile au pro-jet de délocalisation à Brest, La Illustration de la sugmentation de 4.8 % par 1991. des «régulations» surve-nucs au cours de l'année dernière avaient amputé ce budget in lui de

> Parmi les priorités que s'est "IFREMER pour 1992 figurent la rénovation d'une partie de sa flotte, la coopération internationale : la coopération avec des intances et universités françaises, les interventions sousmarines, les relations océan-climat, l'environnement littoral, la valorisaproduits ile la min

> Ainsi Construit le NAFMED (navire de recherche catamaran de 28 mètres destiné à la recherche balicutique (sur la pêche) et sur lequel viendront travailler des staliens dans le cadre de programmes l'aire en partie su la CEE. Ainsi sure continuées de recherches sur les bactéries qui prospèrme la alentours des sources hydrothermales rines I des températures d'au moins 100 ·C | courrent extraire des substances little pour les indus-tries chimiques agroalimentaires.

YVONNE REBEYROL

**SPORTS** 

FOOTBALL | le championnat d'Europe des nations 1992

# Un tirage au sort favorable à l'équipe de France

L'équipe France successivement Suède, d'Angleterre et Yougoslavie, au 📥 🛋 juin prochain, en championnat d'Europe des nations.

Le tirage an 17 janvier à Göteborg (Suède), a donc plutôt Platini. tes plus redoutables: les Pays-Bas, tenants du titre, et l'Allemagne, championne Hartenia = Alicmina at retrouvent dans le groupe 2, et compa-gnie de l'Ecosse et de la CEI (ex-URSS). Les dans premiers de dis-

La sélection française, qui obtenu sa qualification phase huit phase phase la compétition, disputera le match d'ouverture contre son homologue suédoise, le 10 juin à Stockholm. Même si elle évolue à domicile, la formation scandinave n'est pas un adversaire hors de portée. Le dernier match entre les deux équipes, 2 16 mil 1 à Malmoe, une victoire fran-

L'Angleterre, que l'équipe de France affrontera 🖬 14 juin à Malmo, paraît plus dangereuse. Mondiale italien de 1990, et le style britannique n'a jamais trop bien

étant programmée pour le réussi aux «bleus». Auglais en vendredi 26 à Goezeborg. matter an match amical, le Il fevrier, au man de Wembley.

Le troisième adversaire en d'ores déjà le champion d'Europe du paradoxe. La sélection yougoslave,
Français

Malmō E 17 juin, devrait en s'aligner
d'exister. L'équipe compo-sée en majorité de Serbes. Nul ne sait trop dans quel étai d'esprit ces joueurs, qui avaient écarté les Français de la course au Mondial 1990, se présenteront en Suède. Il en est même la CEL, autorités du football international out également admise sous réserve d'une évolution 🚎 la situation politique au sein de l'ex-URSS.

A la demande de deux ministères

# Des propositions pour stimuler la recherche dans les industries alimentaires

et de l'agriculture ont présenté, 🖢 16 janvier, un 🚃 port sur le développement technologique industries all-mentaires. par M. Feillet, directeur du Laboratoire de technologie des de de l'institut national pour la agronomique (fNRA) document insiste | l'effort de recherche-développement, touiours insufficant days co

Quatre mille entreprises, automorent mille Limital (9 la des articula) de l'industrie française), un muliu d'affaires de IIII milliards de francs en 1990, mil 16 % in imai Il l'industrie nationale : à en mentaires portent portent bien M Feillet, demeurent en falt « fragiles et dispersées », 🔳 treize groupes français se clasles muli premiers euro-

De plus, « leur contribution positive & l'équilibre 🚮 📉 extérieur [23 allant de mas en 1990] est due pour l'essentiel de la produits issus de la transformation d'élèments agricoles riches en eau (vins, alcools, produits laitiers, sucre), donc difficiles 🗎 transporter et traités | proximité des lieux | production ». Enfin, « l'effort de recherche, aussi bien Industrielle publique ou collective, demeure limité». Les entreprises de l'agro-Children and and particular moins 1 1 leur valeur ajou-recherche, 2,8 % pour le recherche, 12,8 %

Une faiblesse particulièrement préoccupante 🗅 🛍 🕍 🚟 🚾 équipements, où mexemples de filiation mun nouveaux produits m procédés au como de se multiplier. Produits pour apéritif de cuisson-extrusion, de microtempérature, plats cuisinés sous vide et emballages aseptiques : la de l'innovaindustrielle, M leur Wim A recherche-développement wital pour l'avenir 🔳 🖿 🚾 economique. A fortiori and un part de tradition culinaire a pure tive, qui hésitera plus que les camemberts pasteurisés 🎟 🗺 hamburgers hachés en série, e pour lequel in nouvelles technologies in l'agroalimenmie une sophistication particulière. Pour mobiliser Ph. Br. pouvoirs et organismes publics, 

Les ministères de la industriels et scientifiques, M. Feillet avance cinq propositions:

- Intensifier la recherche technonutrition et comportement alimentaire, hygiène et sécult aliments, emballages, génie procédés, adaptation de la production agricole aux besolns de l'industrie, d'analyse rela-tive à la réglementation des produits alimentaires;

- Consolider le dispositif de L recherche publique en privilégiant la répartition territoriale autour de région parisienne, Nantes-Rennes, Clermont-Ferrand, Montpellier

- Améliorer et la mécanismes de transfert technologique en mobilisant industriels des sujets particulièrement compétitifs (bactéries lactiques, qualité in blés), et en renforçant nismes | l'enseignement supé-

- Créer manutechnique l'hygiène la la alimentaire «l'un des principaux champs 🔳 la bataille commerciale menée par Itali in les entreprises » ;

- Assurer, enfin, une formation a par et la recherche, m augde thèse du ministère de la recherche», tout en veillant i pré-

Une série de suggestions qui n'est rappeler de l'Académic sciences, Comité des applications 🏴 la science (CADAS) soulignait, il y a déjà trois III (le Monde du 29 man 1989), que la filière agroalimentaire française manquait d'une stratégie natio-nale » matière de recherche-développement, \* particulièrement regrettable au moment il la France doit impérativement situer we actions a wall points we we dans un cadre mondial ».

Lors présentation du rappublics um annoncé qu'une réflexion and ouverte tale made gramme Aliment 2002 », particulier « sur la définition de procé-dures d'aide les plus efficaces ». Lancé en WWI par les ministères a l'agriculture pour promouvoir la recherche de technologie Itali le secteur agro-alimentaire par des appels d'offres thématiques, la financement de ce programme était 43.6 millions de francs ■ 1991.

CATHERINE VINCENT

S. principal reserve Resident day to See Separate 18. by man Sanstalli erdilik 🕝

San Service 

Santagoria of the Colors of the Color of

漢(性)がたい よりも

Best Avid pass of the

The property of the second

SEATO SEL TO LOUIS A

Bridge Grand Company

September 1984 Sept. 1884 Company of the second mandahan Albanian 100 Apr. - 4- 11/ - -A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH S ADMITTED THAT I I

Service of the Charles Street or which is not to be عامروهم والبراج as allegations EST BERTHAMPTON FOR · 大學學 1000 1000 1000 A Commission of the Commission Charles Street Street

Francisco Company Commence And the second s BANK CAME The second secon

概念并允许特殊 **物理 (例** ) (1) 後期を受ける としゅう こうかん The second The second of second

The andring the Min and Standard of the same

Security of the Control of the Contr The second secon J 1000 1-002 10 the second second second second Service As In Andreas and a

San San Carlo

\*

# Une quarantaine d'associations se mobilisent pour défendre la contraception et l'avortement

Regroupés, 📰 coordination autour du Mouvement français cour le planning familial (1). quarantaine d'associations tenaient, samedi 18 et dimanche 🚻 janvier à la Sorbonne, Etats généraux pour le respect du droit la contraception et | l'avortement

Pour une quarantaine d'associations de femmes, syndicats, d'organisations familiales et de mouvements d'extrême gauche. trop de nuages s'accumulent a tion a á l'avortement. Elles l'al allusion notamment aux attaques verbales 🗯 l'extrême droite 🖷 🖟 celles, plus musclées, de comman-dos nés de groupes chrétiens réac-

Cependant, mu mouvements minoritaires III représenteraient une marie a s'ils ne s'inscrivalent dans un contexte global dégradé, 🚃 un terrain miné, explique 🖩 Mouvement français pour 🗎

Le conseil fédérai national de

la FEN (Fédération de l'Educa-

tion nationale) arrêté la date

et les management du congrès

extreordinaire qui doit permettre

fédération enseignante de

conduire son med de restructu-

ration interne. Il aura lieu du

M novembre au 5 Mai à

Perpignan 🔳 sera précédé, du

22 mai au 13 juin, d'une

consultation individuelle 🛋 à builetin secret i adhérents

Les statuts 🛍 📗 FEN lui impo-

sent, pour conduire in réforme in structures souhaitée par m majorité

extraordinaire. Lors du dernier

congres de la Fédération Cler-mont-Ferrand, m février 1991.

majorité, regroupée dans la ten-dance Unité indépendance et démocratie (UID), avait obtenu l' l'arraché, 170 53,2 le voix, un

vote sur l'organisation de ce

congrès extraordinaire

Onze mois plus tard, le conseil

Le vient donc le lancer officiellement le Le congrès
extraordinaire bien lieu,
le plus tard possible, le le

novembre et le l'imman !! no précédé, du 11 mai au 13 juin, d'une consultation directe et indi-

viduelle adhérents centralisés au siège il la fédération.

Les questions : lesquelles le consultés, qui n'ont fait, pour l'instant, l'objet d'aucun débat, seront arrêtées par un conseil l'une le 12 mai 1992, un discions de l'ouverture du

dix jours Tall l'ouverture du matin. Puis des propositions de

modification statutaire » with étapendant wacances d'été, du juillet au 29 août 1992.

15 septembre par le conseil fédéral,

avion-radar AWACS-E 3F une patrouille quatre avions d'atta-

que Jaguar III Guyane. Ce détache-

ment temporaire préligure d'autres

déploiements, plus permanents, qui

sont à l'étude pour accroître la pro-

tection du 📰 🖪 spatial 🔳 Kourou

assurée jusqu'à présent par un

Du 27 au 31 janvier, un

AWACS, base à Avord (Cher),

(Bouches-du-Rhône), un avion 🔳

ravitaillement C 135F un appa-

reil 🔳 transport séjourneront 🖿

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

escadron d'hélicoptères.

La France renforcera la sécurité

du centre spatial de Kourou

L'armée 🛍 l'air française doit 'Guyane pour y faire des exercices

envoyer. Il la fin de janvier, un 'sous 📓 surveillance du nouveau

Se Monde L'ÉCONOMIE

DÉFENSE

Précédé d'une consultation individuelle

Le congrès extraordinaire de la FEN

se tiendra début décembre

**ÉDUCATION** 

planning familial (MFPF), = femmes, et surtout des jeunes femmes, qui convaincues que l'avortement et la contraception ià pour toujours ».

Au fil adix dernières années,

les conditions d'accès à la contra-ception degradées double effet du non-remboursement ou a «dé-remboursement»
certaines pilules du blocage depuis plusieurs années du niveau de remboursement du stérilet 67,75 F, alors qu'il actuellement vendu plus de 10 F. Bien que l'on compte le marché trentaine pilules permettant d'adapter la contracepaux particuliers (en fonc-tion of l'age, of maladies éven-tuelles, des thérapeutiques de la pilule, contre l'acné par exemple), à peine la maille de remboursées par la Sécurité sociale. Celles qui le sont sont for-cément les plus récentes les plus performantes.

Que devient donc l'égalité 🖮 femmes vis-ù-vis i la contraceo-

du du congrès.

L'enjeu crucial de magrandes

manmayras internes avait Eld

aprement débattu lors 🛍 congrès

Clermont-Ferrand (le Monde des 5, 7 et | février 1991). Le

projet de la majorité incente de la FEN, dest la majorité UID,

affaiblie, n'avait pu rassem-154 % des suffrages (soit une de près de 7 points en

ans), est de instruction la

limiter l'influence

sein de FEN, et, du

celle du SNES, principal syndicat dans la larral degré, la majorité

UA (Unité el action, proche

Car la direction de FEN =

pourra plus in longtemps encore compter la son pilier essentiel : le Syndicat natio-nal (SNI). Celui-ci

en effet, confronté la la des danger : l'érosion le ses démogra-

phle enseignante dans | | |

degré, naturellement par les SNES.

Cam ces conditions, im quatre

minoritaires M la FEN

beau jeu idénoncer. im un

communiqué

dredi 17 janvier, le « coup de force » d'une consultation des syndicats qui ne leur au

préalable, « connaissance des modi-fications statutaires » lesquelles

devra trancher i congrès extraordi-naire. Le courant UA, principal courant minoritaire, s'élève, m

outre, pratiques antidé-mocratiques » la la la

FEN et a court-circuitage systématique ses struc-

centre icontrôle militaire de

Kourou. C'est 1 partir 🕋 2121

ics nouveaux moyens in after

du spatial et de un espace

Les installations 💵 Kourou, qui

ne sont pas éloignées IIII frontières

'agité par im troubles internes, pro-

'cedent de plus en plus I am lance-

ments spatiaux am benéfice de

'clients européens 📠 étrangers, qui

ont besoin I sur li

sécurité 🔤 📭 éventuels.

CHRISTINE GARIN

tion? N'y a-t-il risque voir d'entre elles abandonner forme de contraception parce que la pilule qui leur aura été n'était adaptée leur cas, qu'une mon remboursée) aurait mieux fait l'affaire?

Dans le même temps, le leui assurer l'information | la planifi-cation familiale - | établissements d'information, consulta-tion de conseil familial de planification de tion familiale menacées. Les publics, les menacées sur les publics, les menacées les publics, les menacées les publics, les menacées les menacées les publics, les menacées les mena nim générale de affaires sociales). Même si Mar Hélène Dorlhau, alors secrétaire d'Etat II in famille, clairement exprime son

Les seconds, victimes de la décentralisation, fonctionnent plus ou moins bien de régions E l'intérêt que leur portent les Marian être multipliés, = 1 aux jeunes, qui préferent, pour s'informer, 🔚 lieux 📥 aux cabinets de privés. compter qu'ils sont les M pouvoir fournir gratuitement aux will amb une contra-

Plus généralement, la coordination qui organise 🔛 📼 généraux du me al l'insuffisance et la malladari de l'information sur le contraception, tout particuen direction des jeunes. le meilleur moyen d'éviter l'avortement. semblent avoir été entenpar Me Véronique Neiertz secrétaire d'Etat une droits il femmes, qui vient d'annoncer qu'elle préparait une campagne d'information.

CHRISTIANE CHUMBEAU

(1) français pour le planning familial, 4, square Saint-Irénée,

### **FAITS DIVERS**

Bept personnes inculpées de proxénétisme Marilla la police le 14 janvier that de studios de la rue Curiol, proche il la Canebière. Marseille, qui ma fréquentés par de prostituées en majorité un majorité ties, personnes i incul-pées le 17 janvier de proxénétisme hôtelier. Deux personnes i été écrouées : Denise Caranja et Ipu Tefau, un limesti tahitien, controlaient les studios qu'ils louaient 300 F par jour. Parmi les inculpés laissés en liberté se trouve une «figure» de la rue Curiol, Philibert

u Démantèlement d'un trafic ITI roïne entre le Portugal a Bordeaux. - Un item de trafiquants portu-la brigade 🖛 stupériants 🚾 la fédération malita de plusieurs urbainc de Bordeaux, et huit personnes ont al incuípées et écrouées, a la 17 janvier, à la prison de Gradignan (banlieue bordelaise). Alvaro Gonçalvès, trente-Wictor Costa Silva. vingt-six and demeurant au Portugal, seraient les principaux responde ce réscau. - (AFP.)

#### M™ Neiertz favorable aux préservatifs dans les lycées

lie permittet d'ittet mas inclie de la femme, M= Véronique Neiertz, bution de préservatifs dans 🜬 lycées pour lutter main la propa-gation du sida. Dans une interview publiée samedi 18 janvier par le publiée samedi 18 janvier par le Parislen, Me clairement position : « Je favorable

préservailfs partout, dans tous les lieux publics! Y compris dans les fycées. Quant à leur prix, il devrait être plus L. La plus le contrait de leur prix le solution par le solution pa tulté? Ce n'est peut-être pas la solucoût symbolique a toute chose. Mais, pourquoi ne pas abaisser leur prix à un franc pièce par exem-

préservatif féminin «d'Icl un mois demi», le secrétaire d'Etat a ajouté : « les filles doivent elles auszi se sentir concernées. Avant la fin du premier semestre, une cam-d'information ception auprès des très Jeunes sera Ce sera une première.»

PROBLÈME Nº 5697 HORIZONTALEMENT

i. Cal a réponse à tout. Le cru quend à man — il. Le bouquins y sont à l'abri. Cul peut ne sous qu'après plusieurs soupe — ili. Voulaient savoir ce que les victimes ont dans le ventre. En Suisse. — IV. Saint. Un pansement à la

gomme. - V. Un 12345678910112151415
homme qui n'est pee là sa place. Qui lifter emplacée. - VI. L'Irlande. Repaire. Vieille vache. - IV
VII. Un du tout. V
UII. Un certain sel. VIII
Durée. Gracque. - VIII
L'ingeragie qui gomme, – V. Un homme qui n'est pas IX. Un impératif qui Vaut fue que ten futurs. Voies étranglées. - X. 💵 ne Morceau savon. XII
Nettoyage à sec. XIV
XI. Farces indigestes. XIV
Endroit où il y a beau- XV

IX XI

coup d'activité. -XII. Sur d'Améri-que. - XIII. Un a III léger. acquises. — Jus-li la construction d'un chalet. - XV. Utiles pour faire fait que passer.

#### **VERTICALEMENT**

1. A manum besoin de lire. Comme M tambour quand on ne perd pas de temps. - 2. Digne d'un empereur. In met avec tout. Vall loup. - 3. Même pas India lui, c'est souvent du tout cuit. de la Guyane arma le Suriname | Adverbe. - 4. Peuvent pour rehausser. Peut parfois vivre du fruit 🚻 💵 bonnes actions. Comme Philippe. - 5. Qui ■ de grosses I Est impossible I faire quand il n'y pas II Pro-nom. – 6. Circulant en Roumanie. Cuartier in New En Angleterre, nom qu'on and à une souris. - 7. Armes Indiana. Parmi 🖃 légumes en Inde. - 8. Visille tartins. Devient Inth - 9. Fit du tort. IIIII IIII

gros tas de pains. - 10. Pronom. A Pas gracieuses. - 12. Mill crudités. Participe. quand on veut mettre en quatre. 15. On peut chercher à le tuer quand il trop long. Qui n'a de compter. Un marie

#### du problème nº 5698 **Verborosionis** I. Casting. - II. Océan. Roi. -

V. Reiache. - VI. Es. Meurt. -VII. Dine. As. - VIII. Ruent. Toc. - IX. Rue. Cône. - X. Unisson. -Ardue.

#### No province

1. Coffreur. Us. - 2. Acérés. Ume. - 3. Seuil. Deuil. - 4. Ta. Gamines. - 5. Innocent. Sa. -6. Hue I Cor. - 7. Grimer, Tond. -

# TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque somaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signisé dans = le Monde radio-télévision > ; D Film à éviter ; = On peut voir : = E Ne pas manquer ; = E ne Chaf-d'ouvre ou classique.

# Samedi 18 janvier

TF 1

20.45 Variétés : Succès fous. 22.35 Magazine : Ushuala.

23.45 Magazine : Formula sport. 1.05 Journal et Météc.

20.45 Magazine : La Nuit des héros. 22.30 Magazine : Double jeu. 23.45 Série I Un juge, un flio. 0.50 Journal et Météo.

FR 3

---- De 🕠 🗃 à 1.15 La Sept **CANAL PLUS** 

20.30 Téléfilm : Gunsmoke, le dernier Apache, 22.00 Documentaire :

Johnny Hallyday, une histoire en désordre. 22.50 Flash d'informations.

0.35 Sport : Tennis. LA 5

23.00 Cinéma : Halloween 5. 🗆

20.45 Série : Perry Mason. Patinage artistique. 23.30 Journal de la nuit.

20.40 Téléfilm : L'Ange gardien 22.15 Téléfilm :

23.50 Musique : Flashback. U.M. minutes d'informa-

LA SEPT

21.00 Hôtel du Parc. 22.40 Le Courrier en télésp Soir 3.

23.05 Théâtre : Pour un oui ou pour un non.

18.00 Cînáma : Ma belle-mêr

19.30 Flash d'informations.

20.25 Magazine : L'Equipe du dimenche 20.30 Cinéma :

22.05 Flash d'Information

des bétes.

Série :

22.10 L'Equipe du dimanche.

Attache-moi ==

13.20 Şérie : Tant qu'il y aura

15.10 Série : Capitaine Furillo.
15.00 Série : Soko brigade des stups.
16.50 Série : La loi est la loi.
17.40 Série : Simon et Simon.
18.30 Série : L'Enter du devoir.
19.25 Spécial Routésée.

22.30 Magazine : Reporters. 23.25 Magazine : Top chrono.

20.00 Journal et Météc.

0.15 Journal de la nuit.

13.50 Variétés : Multitop. 15.20 Jeu : Hit hit hit hourra l

1 Série : Clair de lune,

17.15 Série : In Inc. 18.05 Série : Tonnerre mécanique.

15.25 Série : L'Incroyable Hulk.

19.00 Série :
Les Routes du paradie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show,

20.30 Magazine : Sport 6, 20.40 Téléfilm : Les Envoûtées

Stepford.
22.15 Magazine : Culture pub.
22.45 Cinéma : Miranda.

22.45 Cinéma : Miranga, u 0.20 Six minutes d'informe-

16.15 Documentaira : Raymond Abellio.

LA SEPT

14.20 Danse : Manon.

17.10 Fontamera. 18.10 Documentaire : Marianna Rombolà,

M6

L'Homme de l'Atlantide.

19.35 **La cartoon.** 20.20 Dis Jérôme ...?

est une sorcière. 🗷

# Dimanche 19 janvier

TF 1

Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc. 15.15 Série : Columbo.

16.35 Disney parade. 18.05 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Laurent Feblus. 20.00 Journal, Météo

20.45 Cinéma : Le Flingueur.

22.35 Magazine : Ciné dimanche. Cinéma :

L'Amour propre.

La Pudeur ou l'Impudeur

13.20 Dimanche Martin 14.65 Série : Mac Gyver. 17.25 Documentaire :

L'Odyssée sous-marine l'équipe -18.15 1. 2. 3. Théâtre. Magazine : Stade 2. 19.20 Le Journal olympique.

19.30 Série : Maguy. 19.59 Journal du et Métal 20.45 Téléfilm :

Condamné au silence. 22.30 Magazine : Bouillon de culture.

23.50 Documentaire : Roule, routler! L'inde. 0.35 Journal et Météo.

FR : 13.50 Magazine:

Faut pas rêver. Magazine : Sports J dimenche.

Magazine : 18.00 Le 19-20 de l'Information. De 19.12 à 19.35, le journal

de la région. 20.05 Série : Benny Hill. 20.40 Cirque : Les Grands Cirques du monde, de l'Europe au Japon

22.00 Magazine : Le Divan. 22.20 Journal et Météo. 22.40 Histoire de voir. 22.45 Cinéma :

0.15 Musique : Mélomanuit. 0.20 La Flamme olympique en

**CANAL PLUS** 

14.00 Idea | Jackson | Jackson | La Calico | La Jackson | Jackson | La 17.05 ➤ Documentaire : Johnny Mallyday une histoire.

17.55 Le Journal du cinéma.

une femme contre la Mafia. 19.00 Documentaire : Richard Long. 19.40 Documentaire : Résurgence. 20.00 Jean Painlevé au fil

de ses films. 20.25 Le Courrier des téléspeo 20.30 Cinéma : Chronique

des pauvres amants, en Agence matrimoniale.
22.15 Agence matrimoniale.
22.35 Le Dessous des cartes. 22.40 Cinéma : L'Assessinat du Père Noël. = = Le Goûter de Josette.

Le Monde

JANVIER 1992

Premier dossier Les jeux olympiques d'hiver

Second dossier

Les PME-PMI EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

J. 14 . 15 E. Rey

ATT STATE WARE

The State of the S THE SHEET SHEET ... In the September 1988

THE REST The Marie

mart bis ererfte - THE PARTY NAME OF THE PARTY 中华美華

Park Bridge

or the contracting

P PER AL

TO SECOND

4 1 5 P CRP 4

Section 1.

. At the latter

or Mary Mary

Similar and Spage

- 11 16章 - 12 16章 1**8**章

of the second section

200 A 250 100

 $\pi_{\rm soft} \approx 1.5 \pm 0.5$ 

The second

1

1. 1.

100 March 256

P 2, 562

A STATE OF THE PARTY SEE SEE

أورسيها ومعمد

· 电电影经验 45 多级400

· 中华1000年1月15日1 Birthe "Fighten and Ban

2544 2555 Sec. 1

Mary State of the State of Sta

The state of the s

ALSO ROLLINGS LINES

But Angelija i serie kolonija. But i serie kolonija kolonija

Mary Sangara Septiment of the second

Military Comments

The state of the state of the

Acres & Yahama

Sandy Land Charles

Same was

Supporter Landing Comment

 $(\omega_{ij}, \theta_{ij}, \beta_{ij}, \phi_{ij}, \phi_{ij}, \phi_{ij}, \phi_{ij}, \phi_{ij}) = 0$ ★ 2年4年 報 (2017)

Section From

Mary - Stranger - Commercial

g. 2 Englished to the A.

- Art of the state of the state

Suprementally and a House of the

Supplied the same of the

Mary agreed that I was a second

i Bullion of the

The same of the same

Mark Card at

And proving the supplied of the second secon

A TANK I WAS A STATE OF THE STA

Harris Marie Control

-

-

initiation of the second

- 190 miles

September 1

Part 1

# Givenchy, pour Audrey

Quarante ans de couture fêtés au palais Galliera

HUBERT DE GIVENCHY au Musée de la made

1952 : cinq ans après l'avenement du *new look* de Christian Dior, de du new look de Christian Dior, de sos a femmes-fleurs aux épaules douces, bustes épanouis, tailles fines comme des lianes », une révolution en douceur bouleverse les lignes de la mode. Passés les faibelas et les feux d'artifice de l'après-guerre, le confort moderne séduit ces jeunes femmes moins soucieuses de poser que de se mouvoir, de vivre pleinement l'âge du Nylon et les premières soirées télévision. Dior renonce à l'étranglement du serre-taille pour l'aisance du sweater.

De Balenciaga le magnifique à Belmain, la haute couture parisienne vit son âge d'or, mais une époque se termine. Lucien Lelong a fermé sa maison en 1947, suivi par le Captain Molyneux, Robert Piguet, Marcel Rochas – qui ne conserve que les parfums – et bientôt Elsa Schiaparelli. Les cafés remplacent les salons, les jeunes filles utilisent des produits américains, leura mères, habituées au sur-mesure, découvrent le toutau sur-mesure, découvrent le tout-fait. L'arrivée d'Hubert de Givenchy concide avec cette époque de trans-

Le 4 janvier 1952, ce grand jenne homme de 1,96 m, issu d'une famille plus qu'aisée (propriétaire des mines d'Anzin, dans le pord de la France), courrier qui a fait sea débuts à Paria comme assistant de Jacques Fath et de Schiaparelli, ouvre officiellement sa maison. Une ouvre officiellement sa maison. Une belle rosses sux cheveux courts pose pour l'illustrateur Grusu; d'origine normande, née Simone Graziani, Bettina, l'égérie d'Hubert, incarno cette nouvelle Parisienne rive droite, fumant en blouse de shirting au bar des théâtres, a Tout est souplesse, feus n'est mollesses, a rougest souplesse, rien n'est mollerse», approuvent les magazines de mode.

Dans une maison néogethique du pare Monceau, les premiers modèles, blouses de coton ou d'organdi, mantenux exotes de chambres en gaza noire hrudés de jais présentés par Capacine ou Rophie Litwak, donnent le ton de cette mode à la foin pratique, frache et sophistiquée, ce côté April in Paris dont raffolent immédiatement les acheteurs de la Septième averue à New-York et les divas de la press outre-Atlantique, Stanley Donen dans son film Panny



Givenchy pour camper le person-nege de Paul Duval, couturier séduit nage de Paul Duval, couturier séduit par ce amannequin qui a de l'asprits et qui n'est autre qu'adrey Hepburn. Des grands magasins comme Russels et Alman's signent des contrats, la firme Jordan Manufacturing commande une collection de plage pour l'été. Les blouses Bettina avec des manches de broderie anglaise se vendront aux Btata-Unis pour moins de 9 dollers. Ce sont les débuts de la confection qu'on appellera plus tard le prêt-è-porter. lera plus tard le prêt-à-porter.

L'histoire dure encore, et « Monsiour», installé depuis 1939 avenue George-V - adresse strategique située en face de son maître spirituel. Belonciege, - fête es querento cité de ses robes en jersey, de ses

🔤 se souviendra d'Hubert de 🛮 ans 🖷 couture 🗩 Musée de 💺 mode, Autour de formet poster (Jackie Kennedy a is and de Audrey Hepburn), and trente modèles illustrent la carrière du cou-

> Il n'y a pas, ici, a de parti pris chronologique, tout au plus une sélection par thème dont le déballage finit par obscuréir ce qui reste moderne maigré tout chez Givenchy au-delà de ses doutes, de ses tentations à imiter sujourd'hui du bout des doigts ceux qui l'admi-rent depuis toujours. Car le style de Givencity, dont l'apogée date des années 50-60, c'est d'abord la ligne, ce bien-alier de la conture, la simpli-

tailleurs en lainage, d'un boléro du soir qu'anime ici un pull asymétri-que, là des broderies de pétales de rose. Hélas! la présentation est déce-vante faute de rigueur dans le choix, d'une véritable sélection. Une mise en scène appropriée aurait pu mettre en valeur tout ce qui a fait la griffe : l'influence de Balenciaga dans l'austérité de la coupe et des volumes, l'amour des mais secs qui sculptent, couture, cette recherche de la parfaite. plus belles photos exposées (Henry liam Klein, David Bailey) coïncident d'or d'Hubert Given-

Ce dernier a quarante-cinq ana quand meurt Balenciaga en 1972. La disparition du dieu, en même temps qu'elle crée un vide immense, ouvre la voie à bien des compromis avec la voie à bien des compromis avec la tradadice avec min dinquent le style disco, sexy, mini, clinquant, d'une époque lamée or dans laquelle d'une epoque tames or cars taquette
Hubert de Givenchy se fond malgré
lui. Une telle exposition aurait pu
aouligner la fantaisie, l'excentricité
du «bébé géant» de la couture capable de créer un manteau en cygne pour Paulette Goddard, de teindre les caniches en parme le jour des défilés pour les assortir à ses robes on d'inventer le satin loutre et le

Reste le rôle joué par l'inoubliable Audrey Hepburn dont Givenchy, en habiliant la silhouette, a fixé pour toujours une certaine image de l'Europe en ballerines. Mais les quelque modèles présentés ici, comme la robe de bal de Sabrina (1954), n'en présentent que la coquille au lieu d'en dégager le charme, de randre hommage à ce corps fin comme un trait noir, à cette allure faussement ingenue qu'on retrouve sous la cloche en gezar dans le Breakfast at Tiffany's de Blake Edwards ou encore dans le petit manteau d'her-mine blanche de Love in the after-noon, de Billy Wilder, pour un tête-à-tête au Rilz avec dary Cooper. Quand l'orchestre tzigane jouait Pas-cination.

Laurence Benaim Palaje Galliera, 10, avanue
Piarre-I\*-de-Serbia, 75116
Parie, Jusqu'm 15 mars. Catslogue per Estation Signé,
Catherina Join-Dioteria, ManiJosée Lepicard, Suzanna Train,
áditions Paris Musées,
220 pages, 300 france.

PATRIMOINE

# L'héritage de la défense

M. Pierre Joxe m montre soucieux de préserver le patrimoine de son ministère

Vendredi 17 janvier, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe survolé, en hélicoptère, et ses survolé, en hélicoptère, et ses sont sous nombreuses. Certaines d'entre elles sont sous-connées de servir à des opérations immobilières, histoire de colmater le hrèches d'un budde colmater im brèches d'un bud-get révisé à la baisse (le Monde du

Après une halte rapide un Petites Ecuries qui abritent le quar-tier de la 2 division blin-dée, M. Pierre Joxe de rendu de l'hôpital Larrey de anciens «grands communs» du polais – où il a expliqué un philosophie en instructions rapides que diénations présentant un architectural au site soient immédiatement interrompues » toléra-bles toritoriales ou d'autres ministères : celui d'a culture ou de l'acceptant de la culture ou caserne Paris (1 200 millions francs), menée par prédécesseur, André Giraud : opération, mauvaise

emprises militaires in région versaillaise, il indiqué que la terrain de la gendarmerie la Chevreloup (un hectare), inoccupée depuis quinze la dégrides) a ne ferait pas l'objet de spéculations immobilières ». Le conseil général la Vuelines neguère intégénéral Yvelines, naguère inté-est incité à reformuler sa demande. Mais il terormuler sa demande, Mais ()
L'estimation minimum » des
domaines (6,5 millions de francs)
serait i conir à la hausse. Le
ministre de l'éga qui avait
envisagé de transformer construction, au l'af de l'Arboretum Chevreloup (propriété médiocrement de l'arboretument de l'arboret cation nationale), une malson de la nature, alla avoir aujour-d'hui d'amp préoccupations.

Car le terrain de Montre

(54 hectares), défense possède l'essentiel (mais la la lité), qui centre de la polémique. Sa situation est plus compliquée : les propriétaires sont multiples, il jouxte le par du chêtesu auxque collectivité territe. château, aucune collectivité territo-riale il aucune administration ne formule nettement une précise à propos de le terrain. Pourtant, M. Jean-Pierre Babelon responsable du musée comme du domaine Versailles, « la liste des projets envisagés ich depuis quelques années rempliralt un annuaire».

La ville ne compte guère investir dans espace qu'elle occupe néanmoins en partie. Le ministère la culture a du mal à rénovation du de et ne de morceau de ver-dure mité qu'il faudrait repren-dre fond en comble avant d'en assurer l'entretien. La défense y installera peut-être un « pare de défente » pour personnels et n'exclut d'y faire quelques « immeubles bas » pour officiers ut sous-officiers qui une habitation dans la région parisienne dépit quelque parisienne en dépit de quelque 13 DOI logoments de l'armée. a Mais rien le mar-des fins spéculatives, indique M. Pierre Joxe. Dans tous les l'ensemble replanté a redessiné pour meilleure intégra-dans le meilleure intégra-

Comme III sera le camp des Matelots voisin (63 hectares), siège du 5 régiment du génie du boisés seront aménages pour dissimuler les trime baraquements qui le peuplent. Enfin, l'hôpital Larrey, vaste magnifique quadrilatère (plus de 11 000 m² au soi), sera libéré en 1994. Le ministre de la culture compte hien le récupérer. la culture compte bien le récupérer. willisation est toute trouvée : il château. Reste a savoir dans quelles conditions cette cession se fers. M. Harri Joze, qui a engage de nombreuses opérations conjointes avec II III de VIII (du réaménagement du Val-de-Grâce i celui des Invalides)

une coopération accrue
avec le ministère i la culture comme avec les indicate territoriales e pour mieux mettre en valeure le patrimoine de la déjense qui n'est pus seulement inunobi-lier».

**EMMANUEL DE ROUX** 

MUSIQUES

# La cinquante et unième étoile

L'éditeur français Erato passe sous le contrôle de l'américain Time Warner

Les négociations entre Erato et Time Warner viennent de se conclure par la signature, jeudi lot janvier, d'un accord de cession entre la marque de disques françaisse et le groupe américain. Les activités cinématographiques et éditoriales du « petit » français ne sont pas concernées par cet accord. Depuis quelques années, Erato rencontrait de plus en difficultés pour s'imposer plus de difficultés pour s'imposer face à a concurrents traditionnels de la concurrents de la concurrents traditionnels de la concurrent de la concurrent de la concurrent de comparable à celui des multinationales. A-t-on déjà vu deux compte l'internétation a la compte direction artistique à prendre en compte l'internétation la multinationales. A-t-on déjà vu deux direction artistique à prendre en compte l'internétation la multinationales. La valurisation de compte l'internétation la multinationales du compte le capture de compte l'internétation la multinationales du compte l'internétation la multinationale de compte l'internétation la multinationale de compte de compte l'internétation la multinationale de compte de com plus de difficultés pour s'imposer lace à la concurrents traditionnels (EMI, Philips, Decca, Deutsche Grammophon, R.C.A., CBS-Sony), propriétés de grands internationaux dont les moyens de production et de distribution rendaient la lutte par trop intégale. A côté d'une myriades d'éditeurs illimitations il reste donc deux maisons putiens, il reste donc deux maisons de disques françaises - Harmonia Mundi et Auvidis - qui revendi-quent un statut multinational grace aux filiales ouvertes à l'étranger.

M. Daniel Toscan du Plantier, président-directeur général d'Erato s'est montré serein : a L'avenir s'est montré serein : a L'avenir d'Eraio est assuré par son intégration au premier groupe du monde dans le secteur musical. Notre production la e diffusion le réseau le plus performant, tout en gardant son identité, son autonomie, son style, nationalité, son équipe et son patron, en la perde l'étable de Frédéric Sichler, qui assume la de général d'Eraio, mon partenaire depuis dix ans.

Des critiques avaient été adressées à M. Toscan du Plantier, liées au passage sous contrôle américam d'un éditeur français indissolublement associé à la musique française. Il essocié à la musique française. Il réfute en avançant un argument de poids : « J'ai pu l'administration et le gouvernement de l'intérêt d'une solution qui maintient en France une marque de disques ques confortée dans son action par l'assurance d'un développement immédiat que la fameuse « solution française » (1) souhaitée par certains concurrents n'aurait pu assurer dans concurrents n'aurait pu assurer dans les mêmes conditions : elle n'assu-

Sur un plan personnel, M. Daniel Toscan du Plantier exprime ea satisfaction: «Le suis heureux d'avoir mis sur orbite une entreprise centenaire qui, quand elle m'a été confiée, n'avoit plus qu'une valeur symbolique, La valorisation par Warner s'est Jaite autour de 100 millions de francs, qui comprennent le prix de cession et la recapitalisation d'Erato disques. Cette somme a été calculée d'uprès la richesse d'un patrimoine qui comprend plus de trois mille titres, dont plus de six cents ont été enregistrés sous mon autorité.» Il soutigne par ailleurs que les moyens ainsi obtenus vont lui permettre de « redéployer les activités d'Erato films qui échappe au contrôle de Warner. »

#### Un vieillissement du catalogue baroque

Erato aux couleurs de la Warner Erato aux couleurs de la Warner rejoint des labeis classiques ausai prestigieux que Nonesuch et Teldec, dont il complète et conforte l'image. Il est à noter que le ractuat de ces deux catalogues par Warner ne s'est pas traduit par une modification de leur ligne éditoriale.

Dans m corbeille de mariage. Dans corbeille de mariage, Erato apporte la technique recomme et enviée de ses et une production rajennie ces dernières an les par la signature d'artistes tels que Ton Koopman, Scott Ross, Daniel Barenboïm, Mark Minkowski, Guennadi Rojdestvenski, Viktoria Postnikova, James Conlon, qui sont venus rejoindre Marie-Claire Alain.

Au passif d'Erato, le vieillissement prématuré de son catalogue de musi-que baroque, que ne pouvaient com-penser une remanquable collection de musique contemporaine ou quel-ques brillants enregistrements d'opé-

Warner ayant repris les obliga-tions qui liaient Erato à d'autres partenaires, la collection Musifrance, née de la collaboration d'Erato et de Radio-France, n'est donc pas menacée. M. Daniel Toscan du Plantier reconnaît toutefois qu'après une phase de lancement réussie il fallait sans doute en recentrer la production, afin de la rendre plus cohérente.

Questionné sur l'avenir de cette collection, M. Claude Samuel, directeur de la musique à Radio-France, nous a confirmé les points suivants : venons de reconduire pour trois ans le contrat qui nous lie à Erato, avec la volonié de poursuivre notre collaboration à travers une production qui doit toucher toute la musique française, du Moyen e au répertoire ultra-contemporain pour autant, négliger les phares de notre patrimoine musical, de Debussy, see ou Berlioz. In domaine dans lequel nous devans d'être for-sont prêtes. négocions actuellement of grands projets d'enregistrements un chef Internationale.»

ALAIN LOMPECH

(i) Harmonia proposé le rachat d'Erato pour I franc symbolique. L'éditeur d'Arles s'engagesit à produire de corregistrements sous éti-querte Erato et à les distribuer à travers filiales basées l'étranger. Ce plan de reprise prévoyait le licencie-

THEATRE

# L'enfant chéri de sa maman

V. RIMBAUD au Théatre de la 🎫

préjugé. Elle a trouvé un jour Arthur fisant les Misérables, Elle a écrit au professeur que ce n'était pas une lecture pour les enfants. Me Rimbaud n'aimait pas Victor Hugo : elle était royeliste et pratiquante. Mela elle a aimé Arthur, qui lui ressem-blait beaucoup : même présence d'asprit, même courage, même sens pratique. Me Rimbeud met-tait, à gérer ses terres (et les terres qu'avaient achetées Arthur), le

nême savoir-faire, le même éner-gie, que son fils à organiser et conduire ses caravanes au Harrar ou à diriger des chantiers à Chypre. C'est le frère d'Arthur, Frédério, que Me Rimbaud n'a pas aimé. Il avait moins de charme, était plus ténébraux, faisait homs à sa mèra en na pas les convenances : Il vendait la journaux des la convenance de la c

La mère de Rimbaud soutire d'un de Festien sur place. Arthur, lui, sa ma loin, Mª Rimbaud lui spassait touts, y compris sès frasques avec Mª Rimbaud I Verlaine ma l'homosamuaité tri me pour l'épaque). Cang see lettres & se fille,

M™ Rimbaud raconta = mareiri

Arthur lui 🗪 apparu, sept 🕶 après se mort : il pes dcarter par une parente, qui lui l'accompagner. La lui une autre lettre, Mes Rimbaud reconte comment elle a fait reconsle d'Arthur y restera au sec, à l'état neuf, il coté du sien, celui il margan constitue de classe qui ne la reconnaît pas, qu'elle est, cetta grande vieille deme, la plus celui il margan constitue de classe qui ne la reconnaît pas, qu'elle est, cetta grande vieille deme, la plus celui il margan constitue de classe qui celul III ii maman, quand IIII temps seront venus.

nances : Il vendait journaux Sur I grande du Jusqu'au 25 janvier. dens la rue, puis il s'employa à Théâtre Bastille, une 21 h 30. Tél. : 43-57-42-14.

ham be form in set du lumière douce de prairie à l'aube. Jean-Merie Patta «joue» les lettres plutôt comme Fidelia pre Arthur. les textes avec un art Infini, une délicateuse intime. Il exprime une réserve, un secret, qui font sourdre une absence magique. 🛤 🖿 silhouette, sur la mana

Au feit, c'est lorsque Me Pimbeud, de son vrai nom Vitalie Cuif, raconte des choses qui n'ont rien à voir avec Arthur, des choses de canel par des ouvriers immigrés, des portraits de fermiers, la visite à une ancienne voisine de classe du

MICHEL COURNOT

# L'amour, l'argent, l'échec

au Théâire d'Orléans

Il faudra demander un jour à Gildas Bourdet ce qui l'a entraîné si loin de sa base la plus sûre : la critique sociale, aiguë et ironique. Héritage, le spectacle qu'il met en scène à Orléans, adaptation contestable de de 1850; costumes beaux et lourds; musique didactique, solennelle et surabondante... Beaucoup d'argent sur le plateau. Beaucoup d'argent dans le tournée dans quinza villes franceste aussi. Fortune d'un vieux méde-

(Jean-Pierre Cassel) disparue transmises a sa fille (Mariane Epin). Argent, et donc (Mariane Epin). Argent, et donc convoitise, in la personne d'un oisif cynique (Michel Voïta), qui séduira la fille par l'entremise de la vieille tante (Christiane Minazzoli). Quand James est subtilité, ambiguîté, virtuosité de l'analyse psychologique, l'œuvre dramatisée par Ducreux in très boulevard grande tradition. Bourdet en perd son letin isilii au début de Orléans, adaptation contestable de Washington Square, d'Henry James, traduit par Louis Ducreux, est une sorte de bel objet, chic et ennuyeux. Décor qui vous transporte scrupuleusement dans la New-York bourgeoise traduit de la plante les plus gives de les traduit de la plus gives de les traduit de la plus gives de les plus gives de les traduit de les plus gives de les traduits de plus gives de les plus gives de les plus de



CERTIFIED. **新州** 

THE PERSON NAMED IN

M No.

(45-74-94-94) : Triomphe, 8\* (45-74-93-50) : UGC Gobelins, 13-

(45-61-94-95); Saint-Lambert, 15-

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind.,

BROKEN HEART (A., v.o.): 14 Juliet

LE CLE DES POÈTES DISPARUS

(A., v.o.) : Républic Cinémas, 11\* (48-05-51-33) ; Denfert, 14\*

43-21-41-01); Grand Pavois, 15-

CHÉRIE, RÉTRÉCI LES GOSSES

(A., v.f.) ; Saint-Lambert, 15-45-32-91-68) ; Saint-Lambert, 16-

CLOSE UP (iranien, v.o.) : Utopia, 🖃

LES COMMITMENTS (irlandals, v.o.)

Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) ; v.f. ; Pathé Montparnasse, 14-

CROC-BLANC (A., v.f.) : Cinoches, 8-

(46-33-10-82) : Gaumont Ambassade, (43-59-19-08) : Gaumont Alásia, 14-(43-27-84-50) : Pavois, 15-(45-54-46-85) : Seint-Lembert, 15-

DANSE AVEC

Trois Balzac, (45-61-10-60) v.f.: UGC Opéra, (45-74-95-40).

DELICATESSEN (Fr.): Card Besubourg. (42-71-52-36).

DU SOIR (frenien, v.o.) : Uto-

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.

Pol., v.c.) : Epée de Bois, le (43-37-57-47) ; Reflet Manuel Logos

(43-37-57-47) ; Reflet Limin Logos selle Louis-Jouvet, M (43-54-42-34).

(45-54-46-85).

(45-32-91-68).

(43-26-84-65).

(45-32-91-68).

pia, M (43-26-84-65).

v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

#### LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEDI

Il Posto (1961, v.o. s.t.f.), d'Ermanno Olmi, 18 h 30 ; le Gaucher (1958, v.o. s.t.f.), d'Arthur Tho. 30. DIMANCHE

gelo Antonioni, 18 h 30 ; gelo Antonioni, 18

#### CENTRE **GEORGES- POMPIDOU** SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Hommage à la Warner Bros ; la Flèvre

le sang (1961, v.o. s.t.f.), d'Elia Kazan, 14 h 30 ; le Dernier Round (1926, v.o. s.t.f.), Keaton, 17 h 30 ; Keaton, Wyler, h 30. DIMANCHE

Hommage Ia 8ros: Un tram-nommé III (1952, v.o. s.t.f.), Kazan, I h II; le 4talt parfait (1954, v.o. s.t.f.), d' Hitchcock, 17 h 30; America, (1964, v.o. s.t.f.), Kazan, I h 30.

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grande galerie, Saint-Eustache, Forum Halles (40-26-34-30)

Musique : Livel Rock : A The Film-Let there - (1980) Eric Dionysius, 14 h 🗷 ; Portralts Vingt P'tites Tours | Philippe Truffeult | Michel Gondry, Autour | Minuit (1985-1986) | Bertrand Tever-Sampan chente Dernier Matin d'Asie (1987), Will ta Concorde (1985) . A. Perrisson, III h 30 ;

#### DIMANCHE

Paris Musique : Portraita : Archie Shepp III de Frank Cassenti, Land (1983) de Frank Cassenti, 14 h 30 ; Opérette : Spot Samentaine (1960-1969), pari-(1977) de Christian-Jaque, 16 h 📧 ; Portraits : Orphée 70 📭 de Parking | Late | Parking | Late | Demy, 18 = 30 ; Late : Trio Frank Cassenti, le Trio Grapelli (1984) de

#### LES EXCLUSIVITÉS

PROPOS D'HENRY (A., v.o.) : UGC Triomphe = (45-74-93-50) LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Saint-Michel, 5: (43-37-67-47) ; Saint-Michel, 5: (44-07-20-48). AMERICAN FRIENDS (Brit., v.o.) : Imperial, 2· (47-42-72-52) ; Imperial, 2· (47-42-72-52) ; Imperial, 2· (47-20-78-23) ; Gaumont Parnasse, 1· (43-35-30-40) ;

Gaumont | 14- (43-27-84-50). AMERIKA, TERRA WELLETTA (vénézuélien, v.o.) : Latina, (42-78-47-86). L'ANNONCE FAITE Can.) : Espace Saint-Michel, (44-07-20-49).

AOUT (Fr.): Beeubourg, 3-(42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83); Blarritz, 8-(45-62-20-40); 14 Juillet Beaugranelle, 1F (45-75-79-79).

14 (43-35-30-40). (42-78-47-86); (Esp., v.o.); Letina, 4-

(43-54-72-71). AY LANGELLA I (Esp., v.o.) : Latine, 4-42-78-47-861 BAN MIN FARA (Fr.) : Gaumont Las Halles, 1• (40-26-12-12) | Gaumont Opéra, 1• (47-42-60-33) ; Pathé Haute-feuille, 1• (46-33-79-38) ; Fauvette, 13-

reunie, (46-33-79-38); Fauvette, 13-(47-07-55-88). BARTON (A., v.o.) : Epée M Bois, 5- (43-37-57-47); Pavols, 11 (45-54-46-85). A BELLE NOISEUSE (Fr.) : Latine, 🖦

(42-78-47-86) | Lucernaire, F (45-44-57-34) ; Républic Cinémes, 11-ET MAN (A., v.f.) ; Rex, 2

#### **PARIS EN VISITES**

LUNDI III JANVIER

fois ». 14 Hotel-Die coté parvis • Notre-Dame (Paris

«L'Egypte III III Empire : au Nal », 14 h III du Louvre, de la Pyramide (Le bleu). « Conciergerie et Sainte-Chapelle », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (S. Rojon-Kem).

«Les hôtels peu connus M Thiers
Païva rime le quartier M Nouvelle Athènes», 14 h 30, métro
Saint-Georges (Sauvegarde du Paris

Louvre et leurs Le du la folles commandes Marie-Antoinette. 4 h 30, 1 land (i. Haul-

« Hôtela ut jardins du des Vosges», 14 k 30, Seint-Paul (Résurrection of passé). «L'Opéra Garnier», 15 haut des marches, à gauche (Tou-risme culturel).

Exposition : Nos acquisi du département peintures Louvres, 15 heures, pavillon de Flore, Jeujard (D. Bouchard). ouiss, 15 heures,

« Le mystère des Templiers », 15 heures, église Sainte-Elisabeth, rue la Temple la son

« Cerain, Leures, Museum d'art moderne (Centre Georges-Pom-

#### **CONFÉRENCES**

politiques).

Salle du Prud'hommes, place du Fontainebleau, 20 n 30 : «L'Europe : une e plus spirituelle que politique », J. Dauer pour la défense latine).

(42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6-LES EQUILIBRISTES (Fr.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Europa Panthéon (ex-Reflet | (43-54-15-04) ; Les Trois | 8- (45-61-10-60) ; Passage du 9- (47-70-81-47) ; Sept Par nassiens, 14- (43-20-32-20). EUROPA (Dan.-Su., v.o.): UGC Danton, (42-25-10-30); Studio 11 18

(46-06-36-07). FIEVEL AU FAR WEST II., v.f.) ; George V. 8- (45-62-41-46) ; Fauvette. 13- (47-07-55-88) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

LA DE FREDDY, L'ULTIME CARD CHEMAR (\*) [A., v.o.] : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) UGC (45-63-16-16) ; v.f. ; [42-36-83-93) : UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Lyon 12-(43-43-01-59) UGC 13-(45-61-94-95) : Mistral, 14-(45-39-52-43) : UGC Convention, 15-(45-74-93-40) : Wepler II, 11-(45-22-47-94) ; 20-48-36-10-961

FISHER IJE (A., v.o.) : Lucemaire, 8 45-44-57-34); George V. 45-62-41-46).

(47-70-33-88) ; Les Matter, 12-(43-43-04-67) ; Fall Wepler, IF 45-22-48-01).

(43-21-41-01). HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopia,

(43-26-84-65) ; Républic Cinémes, 114 (48-05-51-33).

# v.o.) : Bretagne, D. (42-22-57-97) ; L. Pagode, 7° (47-05-12-15) ; Champs-Eysées, B. (47-20-78-23). HIT HAM (A., v.f.) : Hollywood

35-30-40).

A LA VITESSE D'UN CHIEVAU RUI Onteniente : Forum Orient Express, 1-(42-33 42-26) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Sept Parnessiens, 14- (43-20-32-20). BILLY BATHGATE, Fine eméricain

BILLY BATHGATE. américain it Benton, v.o. : Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57) ; I Juillet Odéon, 8\* (43-25-59-83) ; Marignan-Concorde, 8\* (43-59-16-16) ; Faun Montparnesse, 14\* (43-20-12-06) ; 14 Juan Beaugrenelle, I (45-76-79-79) ; v.f. : Rex, (42-36-83-93) ; UGC Montparnesse, 6\* (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, (47-42-56-31) ; UCC Lycri Beatille, 12\* (43-43-01-59) ; Fauvette, 13\* (47-07-56-88) ; Mistral, 14\* (45-39-52-43) ; UGC Convente, 15\* (45-74-93-40) ; Fauvette, 15\* (45-22-46-01) ; La Instance Qui-BLANC Film franco-qui-

BLANC Film franco-gui Doukourá : Doukourá : Orient Express, 1 (42-33-42-26); Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34); George V, ► (45-62-41-46) ; Sept Parmassiens, 14- (43-20-32-20).

LE CIEL DE PARIS. Film français de Michel Sena : Ciné Beaubourg, 1 (42-71-52-38) ; 14 1 Odéon, 6 (43-(43-59-19-08); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); La 11: (43-07-48-60); Parneses, 14: (43-35-30-40).

RUE PAVILAUES. Film français RUE Film français d'Henri : Forum Horizon, 1º (45-08-57-57) : George V, 1º (45-62-41-46) ; Marignan-Concorde, 1º (43-59-92-82) : Saint-Lazare-Pacquier, (43-87-35-43) ; Français, 1º (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bassillo, 12º (43-43-01-59) ; bls, 13º (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14º (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27) ; Wepler, (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 2º (48-36-10-98).

Novaro, : Express, 1- (42-33-42-26); Espace Saint-Michel, 5- (44-07-20-49); Elysées Uncoin, 9- (43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20).

OWN PRIVATE IDAHO. (7) Film

LES FILMS NOUVEAUX Halles, 1- (40-28-12-12); Geumont Opére, 2- (47-42-60-33); Racine Odéon, 1- (43-28-19-68); Land Bestille, 11- (43-07-48-60); Fauvette, 13- (47-07-

55-88) ; Gaumont Parnesse, 14: (43-

LE PETIT HOMME, Film américain 89-52) ; Casa Convention, 15-(48-28-42-27) ; Family Wepler II, (45-22-47-94).

LE SOUS-SOL DE LA PEUR. (" Film américain de Wes Craven, vo.: Horizon, 1• (45-08-57-57); Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38); George V, 8• (45-82-41-48); v.f.: 2• (42-38-83-93); LLC Montparmasse, E (48-74-94-94); Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); bia, 13: (47-07-; Misural, 14: 13: (47-07-; Geumont Convention, 15: (48-28-42-27); Pathé Clichy, II: (45-22-48-01); Ia Gambetta, III: (48-38-

TALUMS AIGUILLES. Film espegno (45-74-93); UGC Montparnasse, 6· (45-74-94-94); UGC Montparnasse, 6· (45-74-94-94); UGC Lyon 12· (43-43-04-67); UGC Lyon 12· (43-01-59); UGC Convention, 16· (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18· (45-74-93-40);

vard, 9 (47-70-10-41) ; Pans Ciné I, 10 L'HOMME QUI PLANTAIT DES (Can.) : Utopia, 5-HOT SHOTS I (A., v.o.) : George V, 8

LES INDOMPTÉS (A., m/.) : Hollywood **(47-70-10-41)**. L'INSOUTENABLE LÉGÉRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82) ; Pavols, 16-

JUSQU'AU BOUT DU MONDE (Fr.-

All.-Autr., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Seint-André-des-Ans 1, III (43-26-48-18) ; George V, III (45-62-41-46). LARRY LE LIQUIDATEUR (A., v.o.) ; UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50); Studio 28, 18: (46-06-36-07).

LES LIAISONS DANGEREUSES /A v.o.) : Cinoches, (46-33-10-82) ; Pavois, 15- (45-54-48-85).

LUCKY LUKE (A., v.f.): Rex, 2-(42-36-83-93); L. Montparnasse, 45-74-94-94); L. Normandie, 8-(45-63-16-16); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); UGC Lyon Basilie, 12-(43-43-01-59); See Gobelins, 13: | ESCARPINS (A., v.o.): Forum Horizon.

(45-61-94-95); Mistral, (45-39-52-43) ; UGC (15-145-74-93-40).

MA VIE EST UN ENFER (Fr.): Gau-mont Opéra, 2. (47-42-60-33); Gau-Ambassade, 8. (43-59-19-08); Gobelins, 13. (45-61-94-95) Pathé Montparnasse, 14-(43-20-12-06); Pathé Clichy, 18-

(45-22-46-01). MAYRIG (Fr.) : Impériel. IIII (47-42-72-52) : George V. IIII (45-62-41-46) ; Gaumont Alésia, 14-(43-24-50) ; Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20).

(43-20-32-20).

MÉMOIRE TRAQUÉE (couleurs):

(42-36-83-93); UGC

(42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6:
(45-74-94-94); UGC Siarritz,
(45-82-20-40); UGC Opérs,
(45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12:
(43-43-01-59).

(43-43-07-03). MON PÈRE CE HÉROS (Fr.): UGC Bier-ritz, J. (45-62-20-40); Les Montpernos, 14- (43-27-52-37). LA MORT UIL MAITRE DE THE (Jap., v.o.) : Studio **—** Ursulines, 5-(43-26-19-09).

LA NEIGE ET LE FEU (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08). Ambassade, 8\* (43-59-19-08).

NIGHT ON EARTH (A., v.o.): Geumont
Les 1\* (40-28-12-12);

Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6\* (42-22-87-23); Gaumont
8\* (43-59-19-08); La Bas11\* (43-07-48-60); Escurial, 13\*
(47-07-28-04); Gaumont
14\* (43-27-84-50); Miramar, 14\*

NIKITA (Fr.) : Immi Pevols, 16-PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : 14 Julie Par-

LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE (Fr.-Gr.-Suis.-It., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Reluc Logos I, 5-(43-54-42-34); Elysées Lincoln, (43-59-36-14): Blenvenüe Montper-rasse, 15- (45-44-25-02). POISON (A., v.o.): 14 Juillet Pa (43-26-58-00). PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinoches,

8 (46-33-10-82).
PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hei., v.o.): IIII Bols, III (43-37-57-47).
RIEN QUE IIII MENSONGES (Fr.): Saint-Lazar-Pasquier, 8 (43-87-35-43).
RIFF RAFF (Brit., v.o.): Les Trois Luxemboum 5 (46-33-97-77).
ROBIN BOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.): III Triomphe, (45-74-93-50): v.f.: IIII Montparnos, 14 (43-27-52-37).

8- (46-33-10-82).

149 (43-27-02-27).

ROCKETEER (A., v.o.): Coopy V, (45-62-41-46); v.f.: Hollywood Boule-14-70-10-41); resse, 14- (43-20-12-08).

Rass, 10-20-12-05.

SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.): Ciné
Beaubourg, 3- (42-71-52-38); Studio
Gelande, 5- (43-54-72-71); Grand
Pavols, 15- (45-54-48-85). SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A., v.o.) : Ciné Headmang, 3: (42-71-52-36) : Studio des Unadines, 5-(43-26-19-09).

LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A. v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Républic Cinémes, 11- (48-05-51-33) ;

v.o.) : 14 Juillet Pamesse, 64 (43-26-58-00), (43-26-68-00), TERMINATOR 2 (\*) (A., v.o.) : UGC Timphe, 8\* (45-74-93-50); 15\* (45-54-48-35); v.f. : UC Opéra, 9\* (45-74-95-40). THE ADJUSTER (Can., v.o.) : Utopia, 5-43-26-84-65).

THE INDIAN RUNNER (A., v.o.) : Cinoches, 6\* (46-33-10-82), THELMA ET LOUISE (A., v.o.):

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Le Berry Mar 11- (43-57-51-55). LES TORTUES NINJA II (A., v.f.): Club Gaumont (Publicis Matignon). (43-59-31-97): Int-Lambert, 1

(45-32-91-68).

LA TOTALE (Fr.): Forum Thieles

Express, 1\* (42-33-42-26); Rex, D

(42-36-83-93); LCT Odéon, 8\*

(42-25-10-30); LCT Marignan-Concorde, L. (45-63-16-16); UGC Nor-mandie, J. (45-63-16-16); Paramana Opére, 9 (47-42-56-31); Fauvette, 13-(47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Pathé Montparnassa; 14- (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, To (48-28-42-27) ; Out was ot,

17- (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94).

TOTO LE (8el.-Fr.-Afl.) : Latina, 4- (42-78-47-86) ; 14 Parnasse, M (43-26-58-00).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) gnan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pesquier, (43-87-35-43); UGC Biarritz, 84 (45-62-20-40); Max Linder Panorama,

(45-62-20-40); Max Linder Panorama, (48-24-88-88); Pathé Français, 9-(47-70-33-88); 14 Julifet Bastille, 11-(43-57-90-81); Netion, 12-(43-43-04-67); UGC Gobelins, 13-(45-81-94-95); Mistral, 14-(45-39-52-43); Montparnasse, (45-39-52-43); Montparmasse, 14- (43-20-12-06); Jurilet Beaugre-15- (45-75-79-79); UGC tion, 15- (45-74-93-40); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); Clichy, (45-22-46-01) | La Gambetta, 20-(48-38-10-98).

TROUBLES (A., v.o.) : Cinoches, (46-33-10-82).

UN ÉTÉ EN LOUISIANE (A., v.o.) : (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40); v.f.: UGC Montparnesse, 8• (45-74-94-94); Paramount Opéra, # (47-42-56-31). UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) :

George V, 8 (45-62-41-46). URGA (Fr.-Sov., v.o.) : Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38); Elysées Lin-coln, 8- (43-59-36-14) | Les Montper-14 (43-27-52-37).

V. I. WARSHAWSKI, UN PRIVÉ EN

14. | 1. (45-08-57-57); Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); v.f.: Paramount Opéra, (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); mar, 14 (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

Fr.) : Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Mail Montparnos, 144 (43-27-52-37).

LES SÉANCES SPÉCIALES A BOUT DE SOUFFLE (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77) 12 h. AKIRA (Jap., v.o.): Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 13 h 45.

L'AMOUR NÉCESSAIRE (h.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 10 h 55. AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zéis dais, v.o.): Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 15 h 15. APOCALYPSE NOW (\*) (A., v.o.) :

Grand Pavols, (45-64-46-85) 17 h 15. L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-86) 11 h 45.
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES 

13 h 30. LA BALLADE MES DALTON (Fr.) : LA Berry Zebre, 11: (43-67-51-31) 15 h. LE BALLON ROUGE (Fr.) : Seint-Lembert, 15- (45-32-91-68) 17 h.

THE HOOD [7 (A., v.o.) : images [45-87-18-09) 16 h.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio (43-54-72-71) 16 h. LE CABINET DU DOCTEUR RAMIREZ (Fr.-A.-All., v.o.) ; Studio des Ursulines, 6- (43-26-19-09) 13 h 30. LES CADAVRES ME PORTENT PAS.
DE COSTARD (A., v.o.): Studio de la Costard (A., v.o.): Studio de la Costard (A.): Républic Cinémes, 11LE CIROUE (A.): Républic Cinémes, 11LE CIROUE (A.): Saint-Lumbert, 15ME 23 91 891 (45-32-91-68) .

(45-32-91-88).

LE DOLLLUE L, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol.,
v.o.): Reflet Médicis Logos sale LouisJouvet, 5: (43-54-42-34).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS
TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.):
Reflet Médicis Logos L. Louis-Jouvet,
5: (43-54-42-34) 12 h.

EPIDEMIC (Dun., v.o.) : 13-(47-07-28-04) 12 h. EXCALIBUR (A., v.o.) : Seint-Lamber 15- (45-32-91-68) 21 h. L'EXPÉRIENCE INTERDITE (7) (A.

v.o.) : Grand Pevola, 15- (45-54 FANTASIA (A.) : Linea, 14 (43-21-41-01) 15 h 40 ; Saint-Limbert, 15-45-32-01-680 17 h FASTER PUSSY CAT, KILL I KILL! (\*\*) 

FAUX-SEMBLANTS (\*) (Cert., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) LE FESTIN DE SABETTE (Dan., v.o.) : Utopia, 5- (43-26-84-65) 14 h 30. GHOST (A., v.o.) : Grand Pevole, 15-(45-54-46-85) 20 h.

GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19-19 h. LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Seint-Lambert, 13 (45-32-91-68) 19 h. HAH (A., v.o.) : Le 11° (43-11' - 180) 0 h. HANGIN' WITH THE HOMEBOYS (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-09) 14 h.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*7 (A., v.o.): Cind Besubourg, 3- (42-71-52-36) 0 h 20. J'ENTENOS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 11 i El JUNGLE FEVER (A., v.o.) : images 5- (45-87-18-09) 21 h 30.

LAAFI (burkinabé, v.o.) : Images d'all-5- (45-87-18-09) 20 h. LOLA MONTES (Fr.-Ail.): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) 12 h. LUST IN THE DUST (A., v.o.) : La Beetile, 11- (43-07-48-60) 0 h.
MALINA (All.): Reflet Médicis Logos
selle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34)
11 h 45.

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A.,

v.f.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) MANUEL, LE FILS EMPRUNTÉ (Can.) : Latins, = (42-78-47-86) 14 h.

MARY POPPINS (A., v.f.): Saint-Lambert, = (45-32-91-68) = h =

MERCI LA VIE (Fr.): = Beaubourg,
3- (42-71-52-36) 10 h 40.

S4-65) 22 h. MILLER'S CROSSING (\*) (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h. MORT A VENISE (it., v.u.) : MORT A VENISE (it., v.u.) :

LA MOUCHE [] [..., v.o.): Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68) 21 h.
NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A., v.o.): Stadio [43-54-72-71]

LES P'TITS SCHTROUMPFS (Bel.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) 14 h, 16 h. PAULINE A LA PLAGE [Fr.] : Denfert, 14 (43-21-41-01) 19 h 40. PETER ET ELLIOTT LE DRAGON (A... ·v.f.) : ( 13 h 50.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 0 h 15.

POINT BREAK (\*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 20 h 15. LES QUATRE CENTS COUNTS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77) 12 h.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ! (A., v.o.) : Studio des L. (43-20 h LE ROI ET L'OISEAU (Fr.): Cinémas, 11 · (48-05-51-33) 15 h 30 ; 14 · (43-21-41-01) 17 h L ROLLING STONES (A.): La Géode, 19 SODOME (\*7) (lt., v.o.): Ciné Besu-bourg, 1 (42-71-52-36) O h 10. THE ROCKY HORROR PICTURE (40-05-80-00) 20 h,

TU MI TURBI (h., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55) 16 h LE VOLEUR DE CHEVAUX (Chin., v.o.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) 16 h 15.

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (IL v.o.) : 42-71-52-36) VOYAGE SUR JUPITER (Cen.):
19- (42-09-34-00) 11 h, 19 h.
VOYAGE LIEUTE, 5- (45-87-18-08)
18 h.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE MILLA TRE ZINGARO) (48-04-38-48). Opéra équestre : 20 ii 30, dim. 17 h 30. BAGNEUX (SALLE DES FÉTES) (46-BEYNES A BARBACANE (34-89-55-99). François le bossu : 21 h.
BEZONS (CAC PAUL-ELUARD) (CAC PA

BORSONY (MAISON DE LA 111111) (48-31-11-45). Grande sale. 111-12 20 | 30, dim. 15 | 30. Petite sale. La (ou : 11 h, tex. | 1 h. CHATENAY-MALABRY (THEATRE DU CAMPAGNOL) 1 1 1 Lea Chapons les 1 20 h 30, 111 16 h,

CHEVILLY-LARUE (CENTRE EULTI-REL ANDRE-MALRAUX) SEL ANDRE-MALITAVA; 154-48). Les troquots : 20 h 30. CLICHY (PETIT THÉATRE DE CLICHY) (43-57-68-19). Un homme ordinaire : 20 h 45. CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (48-

Casanova: 20 h 30, dm. 15 h 30. ERMONT (THEATRE PTERRE-FRES-NAY) (34-15-09-48). Okn. Popeck : EVRY (AGORA) (64-97-22-99)

Madame Bovary, le t'embrasse partout. Gustave : 20 h 30. PONTENAY-SOUS-BOIS (SALLE JAC-QUES-BREL) (48-75-44-88). Temps de GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30). dore : 1 h

HERBLAY (CENTRE CULTUREL) 97-40-30). Venguence : 20 h 🛤 🔤 IVRY-SUR-SEINE (ATELIER-THEA-TRE) (48-43-70-18).

IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE) (48-70-21-55). Le Neufrage du Treme : 19 h, dim. 15 h, La Demière Nuit de Socrate : 21 h. dim. 17 h. A COURNEUVE (CENTRE JEAN-HOUDREMONT) (48-36-11-44), 7 (Sept): 20 h 45, dim. 16 h 30, NANTERRE (THÉATRE DES AMAN-DIERS) (48-14-70-00).

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLETIC) (46-24-03-83). Même qu'elles m'aiment : 20 h 45. NOISIEL (GRAND THÉATRE DE LA FERME DU BUISSON) (64-62-77-77). ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET) (48-92-39-29). Moi, un marin ; is United Lune: : 21 h. SAINT-DENIS (THÉATRE III) PHILIPE) (42-43-00-59). Chutes : 20 h 45, dim. 17 h. SAVIGNY-LE-TEMPLE (MAISON

The state of

g. /(4"" - "

\*

40.00

177.77 14.4

455 - 45

A 1445

4860

15.0

2.3

45° 24,5

٠..

A 20

ئ چخت

1 -2 - 2 Million

رية يند

The Property Confession

JACQUES-PRÉVERT) (60-63-28-24). 21 n. SCEAUX (LES GÉMEAUX) (46-61-36-67). Le Diable, l'Amour et la Mort : 20 h 30, 17 h. SÈVRES (SEL DE SÈVRES) (46-34-Gloire de Béranger : 20 | 45, STAINS (ESPACE PAUL-ELUARD) (48-21-61-05). Histoires de Gourman-: 21 h, dim. 13 h. SURESNES (THÉATRE JEAN-VILAR) (46-97-98-11). Jean-Vilar. William Pieces : 21 h.

Le Monde EDITIONS

# Voyage arec Colomb

Edwy Plenel

Le feuilleton du Monde en livre

EN VENTE EN LIBRAIRIE



. .

\*\*\*\*\* \*\*\* \*\*\*\*\*

The diam

192 .a

名 等 2.

a to the second of the second

等级) 法争位证 。

#1 W 195

en the

A TOTAL STREET

第二年 11日 - 1

State of the second

AND THE RESERVE

Maria Service Communication Co

William Company of the

) #\$-

All Jan Same

Section 1981

# \* E

後継行し

reference of

MARKET STATE

Brille Vens

March 124 . F

San Arrest Comment

35. ES

3. 电一线 · 线

<u>...</u> w., . .

1 - 10 harries - 10 harries

現代する /マー

Bed a state of the state of the

概念 机工作 化二二二

FIS.ON PARTS

L'agonie de la petite chaîne qui meurt n'en finit plus, rythmée par le jeu médiatique des repreneurs. Effets d'annonce, demi-confidences aux journalistes, faux scoops... tout y est. Silvio Berlusconi veut-il La Cinq? Oul. Comment? A quel prix? Dans quel cadre juridique? Pas clair. Charles Pasqua veut-il La Cinq? Oui encore. Avec M. Berlusconi? Pas clair. Combien est-il prêt à mettre? Pas clair encore... et ainsi de suite. Et tous d'entretenir le mystère.

Il est vrai qu'en matière audiovisuelle, la quantité de coups à prendre pousse tout repreneur, mais aussi bien le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), le ministère de la culture comme celui de la communication à s'avancer masqué. Pourtant le dossier est clair : au plan juridique, un repreneur ne peut reprendre à son compte l'autorisation d'émettre qui était celle d'Hachette (Silvio Berlusconi est co-actionnaire de la chaîne) et réclamer en même temps un changement de société. Si continuité commerciale il y a, celle-ci doit souscrire aux exigences du droit. Autrement dit, le repreneur ne peut se dispenser de faire des propositions en matière de reprise du passif. Tout comme l'avait fait Hachette lorsque le groupe de M. Jean-Luc Lagardère avait repris le fardeau des mains de M. Robert

Hersant. Au plan politique, La Cinq offre au gouvernement une occasion unique de commencer à repenser la paysage audiovisuel. Mais parce que cette opportunité coûte de l'argent et qu'elle risque de provoquer les foudres de l'opposition, M. Jack Lang n'ose pas dire clairement qu'il souhaite la liquidation de Le Cinq actuelle dans le but de mieux installer Ariana - tel est son nom -, la future chaîne da que dirige M. Jerôme Clément, « Off the record», le ministère de la culture laisse cependant entendre que l'instauration d'un écran noir pendant plusieurs mois ne lui fait pas peur. Et il assure qu'il ne poussera pas le CSA a transiger avec la loi pour éviter de déplaire aux téléspectateurs- électeurs. Mieux, au gouvernement, « on » pense aujourd'hui que le renforcement des pouvoirs du CSA est indispensable à la sérénité de tous les acteurs du secteur. Mais parce que la situation est encore mouvante, tant au plan financier que politique, nul n'annonce clairement son jeu. Il est tout de même curieux que ce soit dans les dossiers médiatiques que la a communication a soit la plus piégée.

YVES MAMOU

O Grand Met cède ses parts dans Rémy Martin et Colotreau. – Le groupe britannique Grand Metro-politan a revendu au holding Rémy. Cointreau les 20 % qu'il possédait dans le capital des sociétés Rémy Martin et Cointreau, qui seront ainsi détenues en totalité par le holding français. IDV (International Distillers and Vintners), filiale de Grand Met spécialisée dans les vins et spiritueux, a exercé, pour un peu plus de i milliard de francs, une option de vente sur ses participations dans les deux sociétés en faveur de Rémy Cointreau. □ Sad-Marine équilibré pour l'exercice en cours. - Six mois après la liquidation du groupe de construc-tion navale marseillais Sud-Marine, Brisard, son repreneur, a annoncé vendredi 17 janvier que «l'exercice, au 31 mars prochain, sera en équilibre», « Nos commandes sont pratiquement assurées pour 1992 et nous remplissons déjà le carnet de commandes pour 1993», a assuré M. René Brisard, petron du groupe de machine-outil qui porte son nom. Selon lui, le chiffre d'affaires 1992 dépassers 3,5 milliards de francs et les effectifs avoisincront 5000 personnes.

Les partis conservateur et travailliste ont relancé, depuis le début de l'année, une campagne préélectorale d'autant plus virulente que la conjoncture économique reste morose en Grande-Bretagne. Les responsables des deux formations s'accusent mutuellement des pires intentions en cas de victoire, notamment en matière fiscale.

> LONDRES de notre correspondant

La photo de M. John Major, debout sur la tourelle d'un char Chailenger, du type de ceux qui ont com-battu lors de la guerre du Goile, barrait il y a quelques jours la pre-mière page des journaux. Elle se vou-

lait allégorique : le parti conservateur part à la bataille des élections parlementaires avec un moral de vainqueur. Le procédé n'est pas nou-veau: M= Thatcher avait elle aussi, en son temps, visité l'une des usines Vickers (constructeur du Challenger) pour bénéficier d'une telle couverture nédiatique. La démonstration de M. John Major est cependant loin

# Surenchère entre conservateurs et travaillistes britanniques à propos de la réforme fiscale

d'emporter la conviction. La Grande-Bretagne est bel et bien enfoncée dans la crise, et le premier ministre, qui seul pent décider de la date des élections législatives — au moment qu'il jugera le plus opportun pour favoriser son parti, — sait qu'une vic-toire ne sera possible que si la raprise se produit et fait sentir ses effets sur la situation des ménages.

Caricature de part et d'autre

Or, le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, ainsi que le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, viennent de reconnaître, avec un peu d'embarras, que les prévisions officielles sur la reprise – maintes fois présentée comme imminente -étaient fausses. Ils se sont empressés de souligner qu'avec de bonnes pré-visions la politique du gouvernement aurait été la même!

Il n'empêche. Les faillites ont progressé de 56 % en 1991 et le chômage, qui touche déjà 2,5 mil-lions de personnes, va continuer d'augmenter au cours des six mois à venir. Le gouvernement, rendu en partie responsable par les travaillistes de l'état de l'économie, est sur la

liards de dollars de provision pour le financement de l'assurance-mala-

die des salariés : une somme supérieure au déficit annoncé. D'autre

part, le mastodonte va se restructu-rer en unités indépendantes. En outre, il multiplie les alliances.

Même avec les ennemis d'hier,

comme en témoigne l'accord

conclu avec Apple en octobre der-nier, dans le domaine des stations de travail. Ou les discussions en cours actuellement avec Bull. Pour encore s'améliorer sur un de ses

encore s'amétiorer sur un de ses points forts, les composants, il s'est aussi allié avec Siemens. Afin de reconquérir des parts de marché, il n'hésite pas à baisser ses prix: sur certains micros, ces baisses ont atteint 40 %, affirme l'hebdoma-daire spécialisé le Monde informa-tique

Et surtout, conscient du fait que

la vente de matériel ne lui permet-tra plus jamais de renouer avec les marges de ses débuts, IBM s'engage

de plus en plus dans le domaine des services. Ces derniers devraient représenter 43 % de son chiffre d'affaires en 1991. En France en particulier, IBM a pris de multiples

particuler, tour a pris de mantples participations dans des sociétés de service : avec Dassault électronique en particulier, dans le domaine de la conception assistée par ordina-teur. Autant de faits rassurants

pour l'avenir, qui expliquent peut-ètre que le titre IBM ait clôturé vendredi, jour de l'annonce de ses mauvais résultats, en légère hausse.

ANNIE KAHN

défensive. Il contre-attaque en pre-nant pour cible le talon d'Achille des travaillistes lorsqu'ils sont au pou-voir : une certaine propension à aug-menter la pression fiscale et les dépenses budgétaires.

Les économistes du Parti conser-Les économistes du Parti conservateur ont fait leurs comptes et ont trouvé que, pour financer son programme social, le Labour aura besoin de 35 milliards de livres (340 milliards de fiancs environ), soit une majoration de quelque 10 % de l'impôt sur le revenu. Le reste proviendrait d'une augmentation de 40 % à 50 % de l'impôt, déjà amoncée par le parti de M. Neil Kinnock, applicable aux contribuables qui sagnent «largement plus» de 30 000 livres par an (environ 24 000 francs par mois).

Le gouvernement profite de cette imprécision pour affirmer que, si le Labour l'emporte, l'augmentation des impôts de chaque foyer fiscal atteindra environ 1 000 livres par an (presque 10 000 francs!). Le chiffre est évidemment très approximatif et d'importe d'insertre à désonner. M. Kinnock s'évertue à dénoncer, mais en pure perte, les « mensonges désespérés » de M. Major et de son parti, assurant que 88 % des Britanniques ne subiront aucune hausse d'impôt. Le Labour réplique qu'en

cas de victoire les travaillistes procéderont à une hausse des impôts indirects, comme ils l'avaient fait après leur succès électoral de 1979, en faisant masser le taux de TVA de 8 % à

La caricature est utilisée de part et d'autre : il y a deux mois, le Parti travailliste avait délibérément grossi le trait en affirmant, en dépit des dénégations des intéressés, que le Parti conservateur allait privatiser le service national de santé (NHS).

Il reste que la reprise économique sera, au mieux, lente et de faible ampleur en 1992. Le prochain gouvernement devra relancer l'activité économique. Le Labour privilégie l'investissement plutôt que la consommation, alors que le gouvernement va devoir prendre rapidement des mesures pour relancer celle-ci avant l'échéance électorale, Les réunions qui se multiplient entre M. Major et ses principaux ministres ont pour objet de mettre au point la recette de cette relance, qui ne doit pas apparaître trop conjoncturelle et de courte durée.

LAURENT ZECCHINI

# IBM dans le rouge groupe a provisionné 3,4 milliards de dollars s'ajoutant aux 2,3 mil-

En metiant promptement à la tache un groupe de travail autotache un groupe de travail autonome pour concevoir son micro-ordinateur PC au début des années
80, IBM avait réussi à regagner
une position dominante. Mais sa
machine n'était qu'un assemblage
d'éléments disponibles sur le marché, à la différence des ordinateurs
précédents constitués de composants, et de systèmes d'exploitation sants, et de systèmes d'exploitation propres au constructeur. Il pouvait donc être facilement copié : les constructeurs d'ordinateurs compatibles s'en sont donné à cœur joie.

Cette bannlisation n'est pas pro-pre à la micro-informatique. De bas en haut de la gamme, les utili-sateurs réclament désormais des systèmes composés d'éléments dis-ponibles dans le commerce. Il devient possible de changer de fournisseur lors de l'achat d'une machine plus guissante, ce qui n'était pas possible auparavant et rendait captifs les clients des qui avait la plus grande base instal-lée, à savoir IBM, disposait alors d'un avantage compétitif évident. Cette banalisation touche IBM plus

Moins dépendants technique-ment, les utilisateurs le sont aussi psychologiquement. Mieux formés, ils s'en laissent aussi moins conter, et ne sont plus dispoés à payer plus cher une machine parce qu'elle porte la griffe rassurante de Big Blue. Pour remédier à ces défauts structurels, IBM prend défauts structureis, IBM prend aujourd'hui le taureau par les cornes. Pour alléger ses coûts, être plus flexible et mieux s'adapter aux évolutions du marché. Après les 29 000 suppressions d'emplois de 1991, 20 000 de plus sont annon-cées pour l'exercice en cours. Une restructuration pour laquelle le

Dans le Nord et le Vaucluse

Les 178 suppressions d'emplois

dès le 31 mars.

Le nouveau supplément « Le Monde-L'économie », qui paraît pour la première fois iundi 20 jan-vier (numéro daté mardi 21), publie anc enquête sur le malaise des cadres d'IBM. Contre les importations de vius étrangers

Nouvelle action Fermetures d'usines des viticulteurs de l'Aude et suppressions d'emplois

Deux véhicules de gendarmerie ont été incendiés vendredi 17 janvier par Le groupe Phildar, numéro un mondial du fil à tricoter, devrait annoncer, lundi 20 janvier, la ferdes viticulteurs en colère (environ 150) qui procédaient, à l'instigation du comité d'action viticole de l'Aude, meture de son usine de Roubaix (Nord) entraînant la suppression de 252 emplois, conséquence de l'effonà des barrages filtrants à Carcassonne et à Trèbes. Les manifestants se sont d'abord rendus sur l'autoroute A 61. drement des prix et de la surproduction européenne. Toutefois, Phildar s'apprêterait, en compensation, à à la hauteur du péage de Caras-sonne, où ils ont mis le feu à un fragon de gendarmerie, puis sur la la 113, à proximité de Trèbes. Là, c une voiture banalisée apparte-nant aux gendarmes qui a été meen-dif. En gendardes qui a été meenproposer à ses employés 300 emplois dans des sociétés de la

Le groupe Peaudouce (2 200 sala-riés), spécialisé dans la couche-cu-lotte et le papier ouaté, devrait aussi annoncer, le 23 janvier, la fermeture diée. En revanche, aucun camion n'a été intercepté. Ils out ensuite occupé pendant une demi-heure la voie ferde son site de Châteauneuf-de-Ga-dagne (Vaucluse), en raison de l'in-suffisance de son plan de charge.

concernés devraient être effectives | D Frande an pesticide sur 40 000 hectolitres de vin italien. - Les autorités italiennes ont placé en début de En outre, la SMAN, filiale du En outre, la SMAN, filiale du groupe Peugeot, spécialisé dans la fabrication de boîtes de vitesses et installée à Trith-Saint-Léger (Nord), devait présenter le 21 janvier un plan de 178 suppressions d'emplois sur 1984. La direction précise que sur 1984 La direction précise que le santé, ce vin an e présente aucun risque pour la santé, et que firmes concernées ralen le ministre la firmes concernées ralen le ministre la firmes concernées ralen le ministre la firmes concernées en la laterial de la Vénétic, qui contiendrait des pesticides toxiques pour la santé, et que firmes concernées en devou de la ministre la vier de viu procession de boîtes de vitesses et de viu, provenant de la Vénétic, qui contiendrait des pesticides toxiques de viu procession de viu procession de la vier de viu procession de viu contiendrait des pesticides toxiques de viu contiendrait de viu contien sur 1984. La direction precise que ce plan est lié à une conjoncture les firmes concernées, sell le minis-difficile depuis un any qui avait abouti à la mise en chômage technique du personnel durant 46 jours des mesures ont été prises pour protéger les consommanteurs français. Pour parer à la limitation de ses exportations en Europe

# Le constructeur automobile japonais Nissan accroît sa production en Grande-Bretagne

Le constructeur automobile japonais Nissan va accroître de plus d'un tiers sa production automobile dans son usine britannique de Sunderland, dans le nord-est de l'Angle-terre ; 300 000 voitures par an devraient ainsi sortir des chaînes de cette usine des 1992. Un chiffre qui risque de renforcer les inquiétudes des constructeurs européens face à la concurrence nippone.

L'accord négocié en juillet der-nier entre la CEE et le Japon protège en effet les constructeurs euro-péens contre une augmentation trop rapide des importations directes d'automobiles japonaises, limitées à 1,23 million d'unités avant le 31 décembre 1999. En revanche, la limitation du nombre de trans-plants, c'est-à-dire de voitures fabriteurs japonais, à 1,2 million directes, y affirme-t-on.

d'unités, n'avaient pu faire l'objet que d'un accord verbal, en raison des règles communautaires.

Or, selon le Financial Times, Nissan devrait emmener dans son sillage Toyota et Honda, qui pourraient eux aussi décider d'accélérer leurs implantations européennes. Conséquence : le nombre de transplants avoisinerait les 2 millions d'unités d'ici la fin de la décennie, estime le Financial Times, citant des sources officielles britanniques.

Au cabinet du ministre des affaires européennes, M= Elisabeth Guigou, on se montre néanmoins rassurant. Toute augmentation du nombre de transplants au-delà du seuil fixé devrait être accompagnée quées en Europe par les construc- d'une baisse des importations

En raison de la récession

Le déficit commercial américain a chuté à son plus bas niveau depuis 1983

**NEW-YORK** 

de notre correspondant

Le déficit commercial américain s'est établi à 3,57 milliards de dol-lars en novembre dernier, en baisse de 44 % sur le mois précédent, a indiqué le 17 janvier le départe-ment du commerce. Il se situe ainsi à son plus bas niveau depuis mars 1983, lorsqu'il était tombé à 2,84 milliards de dollars.

Cette chute s'explique par la nouvelle baisse d'activité de l'éco-nomie américaine consécutive à la récession qui dure depuis juillet 1990. Celle-ci trouve une confirmation dans la légère baisse de 0,2 % de la production industrielle annoncée le même jour pour le mois de décembre (et pour le troi-

#### Baisse des importations

Au mois de novembre, les importations ont régressé de 5,5 % pour s'établir à 41,03 milliards de dollars, tandis que les exportations ne progressaient que de 0,9 %, à 37,46 milliards. Cette baisse des importations reflète la faiblesse de la demande intérieure, les indus-triels préférant continuer d'écouler leurs stocks avant de songer à acheter à l'étranger pour reprendre

De son côté, le déficit commer-cial des États-Unis avec le Japon, un sujet d'actualité brûlante avec la visite – ratée, assurent certains – que le président Bush a récemment effectuée à Tokyo au retour de son voyage en Australie et en Asie, a été ramené de 4,6 à 3,4 milliards de dollars. Un chiffre qui doit toutesois être pris avec précaution compte tenu d'éléments exceptionnels, tels la livraison de six avions Boeing au Japon en novembre con-

Au rythme actuel, le déficit commercial américain à l'égard de l'en semble de ses partenaires s'établit à 64,7 milliards de dollars pour les onze premiers mois de l'année. contre 101,7 milliards durant la même période de 1990. De ce fait, le déficit devrait être ramené, à la fin de l'année 1991, à son plus bas niveau depuis le chiffre de 52 milliards enregistré en 1983,

SERGE MARTI

République arabe d'Egypte Le Ministre du secteur public **Bureau des Entreprises publiques** 

# APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

## pour l'évaluation d'entreprises publiques

Le bureau des entreprises publiques auprès du ministre du secteur public lance un appel d'offres international pour l'évaluation d'un premier groupe d'entreprises publiques et semi-publiques, privatisables en vue de déterminer la valeur des actions à émettre pour leur cession aux investisseurs et leur introduction en Bourse.

Les conditions d'admission à cette appel d'offres sont les suivantes :

- 1) Une expérience de 15 ans au moins en matière de vérification comptable et d'évaluation des sociétés;
- 2) Compétences et spécialités techniques que réclament les opérations d'évaluation ;
- 3) Des références précises concernant les sociétés précédemment éva-
- 4) Présentation du statut juridique du soumissionnaire, de son dernier bilan et de la liste de ses principaux actionnaires et dirigeants.

Les soumissionnaires bénéficieront d'une préférence s'ils apportent un don public de gouvernements ou d'organisations internationales pour financer les opérations d'évaluation.

Les candidats sont invités à retirer le dossier d'appel d'offres au Bureau des Entreprises publiques auprès du Ministre du secteur public jusqu'au 15 février

Adresse : cabinet du Premier ministre 1, rue Magless El-Shaab, le Caire, Egypte.

Fax: (202) 3553606.

A l'attention de M. Fouad Abdel Wahab. Tél.: (202) 3558025 - Telex: 93794 WAZRA UN

lial IFIL. Au chapitre des OPA.

celle déposée par M. Christian

Marchandise sur la société de ser-

vice Axime (dont il détient 36 %

du capital) a été jugée inamicale

par la direction du groupe. Le prix

proposé est de 190 francs par

action. Vandredi, l'action Paribas

perdeit 7,3 % sur des rumeurs,

non confirmées, de chute de son

résultat annuel. Le bénéfice se

contracterait de 40 %, le groupe

devant augmenter ses provisions

en raison de ses engagements en

Dans un tout autre domaine. la

carde à vue imposée au promo-

teur immobilier Christian Pellerin a

pesé sur les sociétés de son

groupe, Cliper, Lucia ainsi que sur

la Générale des eaux, maison

mère de la SARI de M. Pellerin.

URSS et dans Maxwell.

# La ligne de crête

INDICE CAC 40 Les investisseurs fois ressemblé à cas alpinistes pour qui les quelques mètres restant à oravir avant le

à la fois si peu et tant. Et faute d'énergie, essoufflés par leur esca-lece, ils s'arrêtent, jeugent la diffifois, renoncent. En catte quatrième semaine consécutive de hausse (+ 1,22 %), l'indice CAC 40 n'a pas réussi à rejoindre son plus haut sommet de 1991 (1885,38 points le 23 septembre). Il termine une fois encore à un niveau très proche (1859,95 points) alors que tous les espoirs étaient permis lors des premières séances. Après un tassement kindi (- 0,72 %), le marché s'ap-préciait de 1,07 % et 1,62 %, dopé par les performances de Wall Street, avant de marquer le pas jeudi (- 0,72 %) et d'effectuer une psuse vendredi (- 0,01 %).

Depuis la veille de Noël, début du terme boursier de janvier, les valeurs françaises se sont appré-ciées de 13,8 % et le marché n'a cessé de se dynamiser. Ainsi le volume des transactions, signe de l'intérêt des intervenants, n'est pas descendu sous les 2 millia de francs. Il a même culminé à 4,8 milliards mercredi, un niveau rarement atteint l'an demier mais qui n'est pas la meilleure performance de 1992 (5,38 milliards le 9 jan-

A la différence de la semaine précédente, les intervenants n'ont pas retenu que les bonnes nou-velles. Ainsi vendredi, la forte contraction du déficit commercial

américain à 3,57 milliards de dollars en novembre contre 6.32 milliards en octobre, au lieu d'être saluée, a rendu perplexes les bour-siers, tout comme les économistes. Ce déficit, le plus faible depuis mars 1983, est marqué par une baisse des importations, ce qui serait caractéristique d'une

Cette publication a rendu les intervenants prudents, mais ne leur a pas fait perdre leur confiance retrouvée depuis un mois. Cet optimisme avait été conforté en début de semaine avec l'apaisement annoncé par M. Pierre Bérégovoy sur les taux

#### Perrier et BSN agités

Ce sentiment général de confiance dans le marché se reflète dans diverses publications d'analystes financiers qui insistent sur la force des réactions. Ainsi, pour MM. Michel Jollant et Arnaud Bricout de la société de Bourse Meeschaart-Rousselle (groupe AXA), « désormais, la performance annuelle semble devoir se construire ou se défaire en séquences brêves. Soucieux de ne pas rater le ou les trains de hausse décisifs, les opérateurs sont prêts à augmenter leurs ris-ques en s'angageant plus volon-tiers dans des investissements à rotation plus rapide sur les blue chips les plus liquides... Dans ces conditions, ce signel objectif d'achat sans contrainte particusère à brève échéance, et l'attitude désormais plus agressive des opérateurs peuvent entraîner à court

poursuite du mouvement de hausse du marché», notent ces deux spécialistes dans leur guide des actions publié le 15 janvier.

Pour les valeurs, la semaine aura été marquée une nouvelle fois par les rebondissements autour de 'affaire Perrier. Contrairement aux prévisions, la Conseil des Bourses de valeurs (CBV) n'a pas accordé la dérogation à l'OPA (offre publi-que d'achat) sur le firme de Ver-gèze, comme le demandeit Exor, Saint Louis et la Société générale agissant de concert. Ils sont théoriquement contraints de lancer une offre d'achat sur Perrier. Vendredi, le groupe Agnelli, actionnaire principal d'Exor, n'avait pas ancore fait connaître ses intentions. Des rumeurs affirmaient qu'il négociait avec les autorités boursières pour qu'elles reviennent sur leur déci-

Enfin, M. Pierre Fleuriot, direc-En attendant, la Commission teur général de la Commission des des opérations de Bourse (COB) opérations de Bourse, a présenté enquête sur la date et les condile programme d'allègement des tions de cession de l'autocontrôle de Perrier au groupe Saint Louis à la fin de l'année demière. Tous procédures d'agrément des organismas de placements collectifs en valeurs mobilières (OPCVM) qui cas remous ont provoqué une certaine activité autour de BSN, qui, regroupent sous cette appellation sous la conduite d'un de ses importants actionnaires, Lazard le millier de sociétés d'investissements à capital variable (Sicav), les (l'autre étant Agnelli), aurait été en quelque quatre mille fonds comlien avec Nastlé pour lancer une muns de placement (FCP) et les contre-OPA sur Pertier. Les divercinq milie fonds d'entreprises. Cet gences apparentes entre Lazard et allègement vise à simplifier et à Agnelli pourraient également accélérer les procédures d'agréentrainer des turbulences dans le ment, mais s'eccompagne d'un capital du géant de l'agroalimen-taire français. « Nous souhaitons renforcement des contrôles a posrenforcer notre participation dans BSN aujourd'hui à 5,8 %, mais teriori. Des contrôles d'autent olus nécessaires que ces produits seulement en total accord avec concernent plus de cent mille son management», déclarait tou-tefois jeudi à Milan M. Umberto Agnelli, président du holding fami-

17-1-92 Diff.

17-1-92 Diff.

- 80 - 45 + 15 + 66 + 15

845 670

2 590 272,70 1 435

478 823

Produits chimiques

Roussel-Lielef ......

Imp. Chemical ..

Gal. Lafayette

Nouv. Galeries

irsk Hydro ...

Filatures, textiles

**NEW-YORK** 

Trois records

Tonjours soutenue par les espoirs de NDICE DOW JONES reprise économique prochaine aux Etats-Unis, Wall 2,05 % Etats-Unis, Wall Street a continué sur sa lancée, mais à un rythme plus ralenti. L'indice

Dow Jones est tout de même par-

venu à enregistrer trois nouveaux

records, mardi, mercredi et vendredi, ce qui porte à dix les sommets historiques atteints en l'es-pace d'un mois. Il a clôturé pace d'un mois. Il a cloture vendredi, dans un marché plus indécis, à 3 264,98 points, en hausse de 65,52 points (+2,05 %) par rapport à la semaine précé-dente. Le volume des échanges est demeuré très élevé. La progression de Wall Street a été ralentie par des prises de bénéfices centrées principalement sur les titres de la principalement sur les titres de la santé et du secteur biotechnologi que. Les investisseurs ont préféré acheter notamment les minières, ainsi que les valeurs de l'industrie lourde et de la chimie, qui devraient bénéficier de la reprise de l'économie américaine. Les inquiétudes croissantes sur une possible correction à la baisse encouragent par ailleurs les inves-tisseurs à observer une certaine prudence. La reprise de Wall Street a été amorcée en décembre grâce aux espoirs de relance rapide de l'activité économique, mais le redé-marrage devrait être plus lent

qu'anticipé, ce qui pourrait peser sur le marché, selon les experts. «On frise l'euphorie. On ne peut pas avoir avoir un faux départ [de la croissance] ou alors Wall Street va chuter», a souligné Hugh Johnson, responsable des investissements chez First Albany, ajoutant que la rapidité et la force de la reprise des cours ont rendu la grande Bourse new-yorkaise vulnérable. Les investisseurs ont hésité, puis ignoré le recul en décembre des ventes de détail et de la production industrielle américaines. « Je crois que les gens pensent qu'il faut rester sur le marché et ils cherchent une raison pour cela. Pour eux, le quatrième trimestre [de 1991] est déjà du passé », a estimé M. Larry Greenwald, courtier chez Senford Bernstein.

15 JE # 1

-

Section Section .

· \*\*

و جميد .

Indice Dow Jones du 17 jan-

vier: 3 264,98 (c	3 199,4	6).
	Cours 10 janv.	
Alcos ATT Boeing Chase Man. Bank Du Post de Nemours Eastman Kodak Exxos Ford General Electric General Motors Goodyear IBM	63 41 48 1/2 19 7/8 46 1/4 48 1/8 58 3/4 30 74 1/2 31 3/4 55 1/2 90 7/8	69 40 3/- 51 3/- 50 1/- 59 7/- 33 79 1/- 59 3/-
Mobil Oil	56 1/4 64 3/8 84 1/2 59 7/8 57 3/4 148 23 1/8 53 3/4 18 3/4 68 1/8	59 1/ 67 76 5/ 62 3/ 61 1/ 156 24 1/ 56 5/ 18 3/ 70 7/

4

#### TOKYO

# Au plus bas depuis quinze mois

où l'indice Nikkei a chuté de 4,7 %

durant la semaine. Le Nikkei, en cloturant à 21 321,37, est retombé à son cours d'octobre 1990. Des ventes d'arbitrages liées aux indices ont dominé les échanges dans un marché sans tonus et en l'absence de signes tangibles de reprise. Le volume d'af-faires a avoisiné les 211 millions de titres quotidiens, en légère hausse par rapport à la semaine précédente, où il était de quelque

203,7 millions de titres par jour. Lundi, l'indice Nikkei perdait 3,06 % dans une atmosphère de scandales politiques. Le lende mardi, sera la seule journée posi tive de la semaine avec une petite hausse de 0,36 %. Ce raffermisse ment, avant tout d'origine technique, sera éphémère puisque, à la reprise des cotations jeudi - mer-credi étant un jour férié, - l'indice Nikkei revirait à la baisse : il perdait 0,75 %, et 1,35 % vendredi. L'arrestation d'un ancien membre

Les cours des du gouvernement, impliqué dans valeurs sont tombés un scandule qui pourrait entraîner à leur plus bas une instabilité politique du Japon, niveau depuis a pesé sur le marché. M. Fumio quinze mois à la Bourse de Tokyo.

Abe, ancien directeur général des agences de développement Hokagences de développement Hokkaido et Okinawa, et proche conseiller du preprier ministre. Kilchi Miyazawa, a été arrêté lundi. Il est soupçonné d'avoir été corrompu par l'industriel de Tokyo

Kyowa Co. La dépréciation du yen a aussi contribué au glissement de la Bourse. Les analystes estiment que les investisseurs ne prendront pas de risques avant la publication des résultats des sociétés en mars

Indices du 17 janvier : Nikkei 21 321,37 (contre 22 381,90), Topix 1 600,26 (contre 1 660,16).

1827000		
	Cours 16 janv.	Cours 17 jany
Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy	661 1 110 1 380 2 320 1 390 1 390 692	705 t 080 t 420 2 190 t 420 1 370 663
Sony Corp.	4 620	4 100

#### LONDRES Espoirs de reprise + 2,4 %

La Bourse de Londres s'est appréciée (+ 2,4 %) sur des perspectives de reprise économique et de sondages favorables aux conservateurs pour les prochaines élections générales. La hausse plus faible que prévu des prix de gros en décembre a confirmé l'allégement des pressions inflationnistes tandis qu'une réduction surprise des taux des prêts au logement par physicurs sociétés de crédit immobilier a également redonné du tonus. Une révision en hausse des ventes de détail en novembre et les perspectives optimistes des magasins sur les ventes de Noël ont également poussé le marché vers le

Indices «FT» du 17 janvier: 100 valeurs, 2 536,7 (c. 2 477,9); 30 valeurs, 1 966,8 (c. 1 874,2); mines d'or, 159,2 (c. 160,6) et fonds d'Etat 87,74 (c. 87,42).

	Cours 10 janv.	Cours 17 jany.
Bowater	6,85 2,82 5,02 5,00 15,39 9,12 18,38 11,62 10,50 4,74 8,82 1,72	7,27 2,85 5,10 5,10 16,38 8,36 18,13 12,54 10,38 4,98 8,98 1,80

#### **FRANCFORT Eclaircie** + 3,42 %

Une éclaircie est apparue sur la place francfortoise, qui a enregistré sur la semaine une progression de 3,42 % de l'indice DAX. Stimulé par la bonne tenue des autres places boursières internationales, le marché a ignoré la confirmation de mauvaises performances allemandes comme par exemple le recul de la croissance. En 1991, le produit national brut a progressé de seulement 3,2 % contre 4,5 % en 1990 et les experts tablent sur une hausse de seulement 2 % en

Malgré les avis rassurants de la Bundesbank, la hausse des taux. l'aggravation du chômage et la réapparition d'une inflation supérieure à 4 % laissent craindre une possible récession.

Indices du 17 janvier : DAX 1 670,99 points (c. 1 615,71), Commerzbank 1 918,10 points (c. 1 840,7).

	Cours 10 janv.	Coun 17 jan
AEG RASS Bayer Commersbank Deutschebank Hoechst Karstadt Manaesman Siemens Volkswagen	203,10 224,30 224,50 253,20 675,60 223,50 610,20 256,50 624 293,80	208,8 241,5 293,3 258,2 698,2 249,3 601,5 268,7 651,6 324

#### Alimentation

	17-1-92	Diff.
Bighin-Say Bongrain BSN Carrefour Casino, G., Per., Guyenne-Gase. LVMH Oliper Pernod-Ricard Promodés. Saint-Louis Source Perrier Nesté	625 2720 1 145 2 362 1 44 1 430 4 315 1 39 1 444 3 025 1 420 35 300	+ 32 + 115 + 60 - 23 - 0,90 + 10 - 65 - 27 + 74 + 135 - 34 + 129 + 1350

# Métaliurgie, construction mécanique

	17-1-92	Diff
Alspi	310	+ 15
Dassault Aviation	386	÷ 56
De Dietrich	1 381	- 43
Fives-Lille	355	+ 19
Penhoës	464	+ 6
Peugeol	703	+ 38
SAGEM	1654	+ 31
Strafor, Facom	725	+ 6
Yalco	614	+ 2
Vallourec.	247,50	- 6,50

### Valeurs diverses

	17-1-92		Diñ.
Accor	735	÷	38
Air liquide	702	l+	3
Arjomari			55
Bic (1)	605	<b> -</b>	5
Bis	329.5	ļ_	2
CGIP	1 098	+	71
Club Med	481	+	12
Essilur	344,90	+	30.4
Euro Disney	147	<b> </b>	1.2
Europe I	887	+	9
Eurotunnel	47.40	÷	2,7
Groupe Cité	465	+	10.1
Hachette	161.50	+	21.7
Havas	451,80	_	8.7
Marine Wendel	311.50	+	15.5
Navigation mixte	1 234	-	31
Nord-Est	102	+	2.1
L'Oréal	748	_	21
Saint-Gobain	487	+	10.3
Sanofi		-	35
Saulnes Châtillon	235	+	17.5
Skis Rossignol		•	40

(1) Coupon de 8 F.

	17-1-92	-14
		Diff.
Ak-otel-Alsthom  CSEE  Générale des eaux Intertechnique Labinal Legrand Lyon, des eaux Mattra Merlin-Gerin Moulinex Radiotechnique SEB Sext-Avionique Thomson-CSF IBM ITT Schlumberger Siemens	572 213 2122 715 760 3 900 460,50 183 521 167 460 1 830 211,40 160,50 525 323,20 2 228	+ 1 + 13 - 67 + 14 + 39 + 11 + 15 + 9 + 9 + 1,80 + 7,80 + 7,80 + 7,80 + 21,20 + 18,50 + 73

#### Banques, assurances, sociétés d'investissement

terme une certaine ivresse dens la

AGF			
AXA (ex-Cie Midi) 920 + 42   Itali Equipment 95,90 + 2,90   Bancaire (C*) 509 + 20   Cetelent 719 + 22   CFF 175 + 6   CFF 299 - 4   Chargeurs 1 030 + 16   CPR 255 + 5   Eurafrance 1 456 + 112   GAN 1 737 + 134   Locindus 700 - 15   Paribas 338 - 17,90   Schneider 668 + 30   Société générale 798 + 8   Sovec (C* fin.) 309 + 6		17-17-92	- Diff.
	AXA (ex-Cie Midi) Ital Equipment Bancaire (C*) Cetelem CCF CFF CFI Chargeurs CPR Eurafrance GAN Locindus Schneider Société générale Sovae Suez (C* fin.)	95,90 509 719 175 1 029 299 1 030 255 1 456 1 737 700 338	+ 42 + 290 + 20 + 20 + 6 + 9 + 16 + 15 + 134 - 17,90 + 19 + 8

## Pétroles

Pétroles			Bâtiment, tra	VRUX	publics
	17-1-92	Ditf.		17-1-92	Diff.
8P-France ELF-Aquitaine Esso Primagaz Sogerap Total Exxon Petrolina	125 373 609 631 341 1 092 330 1 816	+ 6,10 + 10,30 + 7 + 47 - 9 + 60 + 22,50 + 45	Auxil. d'entr	960 555 265,50 340,50 159 861 335 422	- 10 - 2 - 13,50 + 15,50 - 4,10 - 19 - 7 - 28

	17-1-92	Ditf.		17-1-92	Dif
taine	125 373 609 631 341 1 092 330 1 816 455,20	+ 6,10 + 10,30 + 7 + 47 - 9 + 60 + 22,50 + 45 + 23,90	Auxil. d'entr	960 555 265,50 340,50 L59 861 335 422 227,60	- 10 - 13 + 15 - 19 - 22
		M	ATIF		_

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 17 janvier 1992 Nombre de contrats : 127 975 environ.

COURS		ÉCHÉANCES	
	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92
Premier	108,86	109,80	109,82
+ baut	109,06	110,02	110
+ bas	108,68	109,72	109,82
Deraies	108,72	109,72	110
Compensation	108,72	109,74	109.76

LE VOLU	JME DES	TRANSAC	TIONS (er	n milliers o	de francs)
	10-1-92	13-1-92	14-1-92	15-1-92	16-1-92
RM	4 632 322	2 409 357	2 629 677	4 881 299	3 626 232
R. et obl. Actions	8 715 758 192 895	5 491 536 : 92 871	6 326 779 115 774	6 498 572 265 663	4 452 939 155 129
Total	13 540 975	7 993 764	9 072 230	11 645 534	8 234 300
INDICES	QUOTID	ENS (INS	EE base 10	0, 28 décem	bre 1991)
Françaises . Étrangères .	104,7 104,4	103,7 103	104.7 103.6	106,3 107	106 106
	INDIC	TS CAC	br londi an ve	oderdi)	

Françaises . Étrangères .	104,7 104,4	103,7	104.7 103.6	106,3 107	106
	IND	ICES CAC	du lundi au v	endredi)	
	13-1-92	14-1-92	15-1-92	16-1-92	17-1-92
	(1	base 100, 31	décembre 19	81)	
Général	492,3	490,7	502,8	503	500
		100 01	11 1 10	~~	
	(1	pase 100, 31	aecembre 19	87)	

#### Mines, caoutchouc

	17-1-92		Diff.
Géogliysique	548	+	84
Imetal	285	+	28
Métaleurop	80	+	7 ''
Michelin	147	+	1,70
RTZ	54	+	5,60
ZCI	1,65	I-	0.04

**DOMINIQUE GALLOIS** 

		<u> </u>	
VALDECT	EDIR	ACTR	CMENT
Valeurs L Trai	TÉEC A	HONE !	r) Control
riou	I COS A	O LIMIT !	,
	Nhre	de	Val. en

	11001	<u> </u>	M ( )
		Nore de titres	Val. eq cap. (F)
	Elf-Aquitaine	3 663 423 2 104 391	1 338 459 532 1 203 891 761
	BSN Société gén	796 795 1 736 317	876 387 755 854 772 222
	Eaux (Gén. des). Total Cat. B	354 583 692 743	766 488 719 736 163 047
	Pengeot S.A.	165 234 1 013 529	715 475 867 695 331 226
	Saint-Gobain Air liquide Rhône-Poulenc	1 170 471 797 038 842 126	565 614 796 455 985 209 455 953 034
	Eurotunnel Eurodisney SCA	8614525	397 994 400 383 679 626
	Lyon. Dumez (*) Du vendred	834 929	369 127 774
ı	9 janvier 1992 incl	R > ISMALC.	1337 BR 36001

#### LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeura	liane:	Valeurs	Barrer
Hachette	+ 15.9	Saderco	- 15.7
SCUR SI	+ 15.7		- 14.1
Penhoet	+ 15.5	Olipar	- 10.6
Géophysique		Polict	- 6.5
CCAC	+ 15.1	Casino	- 5.6
Trailing (FIN.)		Legris Industr	- 53
Dassault électr		DMC	- 45
Daward aviat		Fractici	- 45
Santalact		Enns (Gle des)	- 41
UFB tocabail		Immub. Phenix	- 41
M3(8		Seline	- 4.1
Gal. Latavette		Europe 1	- 40
Avesir HM		Sanoti	- 4
(ZEE	+ 9.2	Casto-Dubois I.,	- 19

MARCHÉ LIBRE DE L'OR				
	Cours 10-1-92	Cours 17-1-92		
Or Sin (title en barre)	61 250	53 300 53 600 389		
e Pièce française (10 fr.) Pièce suisse (20 fr.) Pièce letine (20 fr.)		520 366 366		
Pièce tunisienne (20 fr.) . Souverain     Souverain Elizabeth II	336 443 438	350 470 480		
Piècs de 20 dollars	345 2 080 1 057,50	352 2 080 1 082,50		
- 5 dollars - 60 pesses - 20 mests	580 2 270 415	590 2 355 445		
- 10 Sories	355 259	375 259		

e Cas pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance

# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

# Raccourcissement des durées

Sur le marché de l'écu, la fin du mois de janvier promet d'être inté-ressante et animée. L'Afrique du Sud devrait y effectuer sous peu un retour très attendu. Ce pays a publiquement réintégré l'euromarché l'année dernière en tant qu'emprunteur, en sollicitant le compartiment du mark sous la conduite de la Deutsche Bank. Cette opération, réussie, aurait dû être suivie quelques mois plus tard d'une autre, en dollars, par le truchement d'une grande banque américaine, dont le débiteur aurait été un établissement le débiteur auran eus un compublic de Pretoria. Mais, devant l'op-public de Pretoria. Mais, devant l'op-public de Pretoria. Mais, devant l'op-public de Pretoria. position toujours très forte manifest à la fin de l'année dernière encore à une véritable rentrée en grâce de l'Afrique du Sud, rien ne s'est concrérante de san le le set contre-tisé. Cela donne d'autant plus d'im-portance à l'émission de 200 millions d'écus d'une durée de cinq ans dont la réalisation devrait être confiée à

L'affaire a un aspect politique évident, qui devrait renforcer l'impact de a décision des Douze de lever au début de février l'embargo sur les importations d'or, de fer et d'acier en provenance d'Afrique du Sud. Les conditions ne sont pas encore arrêtées, mais il est certain que la rémunéra tion des obligations sera très élevée, suffisamment en tout cas pour permettre aux grands professionnels du marché de conclure des transactions d'arbitrage très profitables.

Cela tranchera avec le rendement calculé au plus juste que le meilleur emprunteur du monde, la Communauté économique européenne, proposera pour son prochain emprant. La CEE envisage de lancer lundi ou mardi des obligations de sept ans de durée pour un montant de 190 miltions d'écus. Les fonds seront reprêtés à la Roumanie. Il s'agira de la pre-mière tranche d'un prêt (de 375 millions au total) qui devrait être sier, du cours d'une action ou du consenti à Bucarest en trois étapes. La change. Dans ce type d'opération,

Communauté ne tardera d'ailleurs pas à revenir sur le marché des titres en écus. Trois autres pays devraient bénéficier bientôt de son aide finan-cière, Israèl, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie, pour plus de 500 millions d'écus en tout.

D'une façon générale, après l'em-ballement extraordinaire de la première décade de janvier, la situation tend à se normaliser sur le marché international des capitaux. Les émissions demeurent très nombreuses, mais, globalement, les volumes sont moins élevés. Maintenant qu'on a beaucoup anticipé sur la baisse des taux de rendement attendue pour cette année, l'attrait des investisseurs pour les longues durées est beaucoup moins vif. Les emprunts marquants de ces derniers jours, comme celui de I miliard de marks qu'a lancé la Norvège ou celui de 500 millions d'écus émis par le Crédit local de France, viendront à échéance dans cinq ans. En eurofrancs français, c'est une durée de sept ans qu'a retenue le Crédit national pour sa dernière euro-émission que dirigeaient le CCF et la Société générale.

#### Que veulent les autorités?

Parmi les autres développements importants de ce début d'année, les spécialistes se soucient tout particulièrement de l'attitude restrictive adoptée par les autorités de plusieurs pays européens au sujet des nouvelles constructions financières. Depuis un an environ, des opérations se multiplient sur différents marchés qui garantissent aux investisseurs le capi-tal placé au départ et qui, en plus, offrent la possibilité de gains supé-rieurs à la moyenne, l'intérêt dépendant de l'évolution d'un indice bour-

l'intérêt n'est souvent servi qu'à l'échéance, avec le remboursement du capital. Que ce soit en Allemagne, en France, en Autriche ou en Suis pourrait croire que ces affaires sont mal aimées. Elles sont en tout cas vues avec suspicion. Le fisc s'en préoccupe énormément. Dans certains cas son intervention, ou celle des instances chargées de protéger au mieux les investisseurs, menace de paralyser tout ce marché. L'impression globale qui se dégage paraît assez cohérente. Il semblerait bien que les pouvoirs publics cherchent à freiner le succès de ces transactions, peut-être pour orienter l'épargne vers des formes de placement plus traditionnelles et mieux surveillées, vers la Bourse par exemple.

En examinant d'un peu plus près les différentes situations on perçoit une tout autre image, faite de confu-sion et de contradictions. Il est difficile de savoir ce qu'il en est vraiment, alors qu'en même temps d'importants efforts sont entrepris par les pouvoirs publics pour promouvoir leurs places financières, ce qui implique que rien ne vienne entraver le développement des montages financiers d'un type

Pour ce qui est du marché de l'eurofranc, l'incertitude est grande actuellement au sujet de l'interprétation à donner à la dernière loi de finances concernant les titres dont le revenu est indexé. La difficulté réside dans le fait qu'on ne peut pas prévoir quel sera le rendement des titres. Si, par exemple, l'indice auquel on se réfère évolue de façon négative durant la vie de la transaction, celle-ci, finalement, ne rapportera rien. Mais le porteur risque pourtant d'être imposé, chaque année, sur la base d'un revenu fictif, comme si un intérêt lui était régulièrement

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

# Toujours le dollar

«Adore ce que tu as brille et brille ce que lu us adoré», ordonnait l'évêque Rémi à Clovis, roi des Francs, en le baptisant il y a quinze siècles. C'est bien ce que sont en train de faire les opérateurs sur les marchés des changes, en rachetant, ou en achetant du dollar, et en vendant massivement du mark, au point que les cours de la devise consolidé leur rebond de la semaine dernière (+5 %), mais ont encore un peu accentué leur avance, touchant, en pointe, 1,6350 DM et 5,56 F avant de refluer aux environs de 1,61 DM et de 5,50 F à la veille du

En quinze jours, le billet vert est, tout de même, passé de 1,50 DM à plus de 1,61 DM et de 5,14 F à plus de 5,50 F: 35 centimes de décalage, près de 7 %, c'est tout de même impressionnant, et a de quoi angoisser les entreprises qui ne se sont pas « couvertes ». Mais que cela signifie-t-il vraiment? Après tout, ce rebond n'a fait que ramener le dollar à ses niveaux de la fin novembre 1991, avant sa glis-sade de fin d'année : il n'y a pas de quoi pavoiser. Tout de même, le décalage est impressionnant, surtout vis-à-vis d'opérateurs qui, à la veille du 1ª janvier 1992, voyaient le dol-lar descendre à 1,47 DM, ou même battre son record de baisse établi le 11 février 1991 à 1,44 DM, ce qui équivalait à 4,94 F à Paris.

Înitialement, ce rebond a été pro-voqué, le jeudi 9 janvier 1992, par une rumeur, en provenance du Japon, selon laquelle, lors de la réunion du Groupe des Sept le 25 janvier prochain, les Européens presse-raient les Etats-Unis de favoriser une reprise du dollar. Washington,

en revanche, voulait obtenir une diminution des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne. Tout cela fut démenti, par les Japonais cux-nêmes en ce qui concerne les changes; quant à la Bundesbank, elle reste de marbre (voir en rubrique «Marché monétaire et obligataire»).

#### Speculations sur données fragiles

Entre-temps, les vendeurs de dollars à découvert, très nombreux ces derniers temps, rachetaient en catastrophe les positions ouvertes» - c'est-à-dire en spéculation à la baisse (short) - se refermant. Au début de la semaine sous revue, on s'attendait à un vif reflux, puisque, une fois leurs rachats effectués, les opérateurs pouvaient, à bon droit, hésiter à inverser leur position, c'est-à-dire à acheter du dollar en spéculation (long). Mais, les jours suivants, non seulement le rebond fut consolidé, mais encore on vit la devise américaine gagner encore un peu de terrain et, d'ail-leurs, le reperdre à la veille du week-end, paradoxalement sur l'annonce d'une diminution de 43,5 % du déficit commercial des Etats-Unis, ramené à 3,57 milliards de dollars en novembre 1991, contre 6,32 milliards en octobre et 93 milliards en septembre et 9.54 milliards en novembre 1990.

Sur un tel résultat, le meilleur depuis mars 1983 (un déficit de 2,8 milliards), le dollar commença par monter, puis céda du terrain après analyse des chiffres : le recul du déficit était du moins à

augmentation des exportations (+ 0,9 %) qu'à une diminution des importations (- 5,5 %), ce qui indi-

1992, année des métaux?

vers une stratégie plus autocentrée, visant à privilégier leur industrie nationale au détriment des expor-

Ensuite, l'effondrement des prix des non-ferreux au cours des der-

niers mois a incité nombre de pro-

ducteurs occidentaux à réduire leur

activité en fermant certaines uni-

tés. De ce point de vue, la situa-tion du zinc est intéressante. D'après le courtier britannique Bil-

liton, filiale du groupe Royal Dutch Shell, 35 % à 45 % des

mines de zinc et la plupart des raffineries occidentales travaillent

actuellement à des coûts de revient

supérieurs aux prix de vente. Cer-taines d'entre elles devraient fer-

taines d'entre elles devraient fer-mer en 1992 et on note déjà qu'en-tre 1985 et 1990, la production européenne est passée de I,14 mil-lion de tonnes à 950 000 tonnes. Certes, d'après les experts, 1992 devrait être encore une année de surplus, de l'ordre de

revanche, au déficit en 1993, à hauteur de 70 000 tonnes.

La barre

des 1 200 dollars

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 JANVIER AU 17 JANVIER 1992 (La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente.)

		_						
PLACE	Livre	\$ E.U.	Français français	Franc subse	D.mark	Franc beige	Florin	Lire Italienne
New-York	1,7705		18,1752	70,0280	61,5962	3,0129	55,0660	0,0823
Indon, LOS Wes	1,8029	-	18,6150	71,2758	63,5324	3,0864	56,4174	8,08410
Paris	9,7412	5,5020		385,2941	341,1835	16,5722	302,9735	4,5283
Paris II Alban	9,6803	5,3720		382,8937	341,2960	16,5892	303,0747	4,5180
Zurich	2,5282	1,4280	25,9541	-	88,5306	4,3012	78,6343	1,1753
£16 (4)	2,5282	L,4038	26,1169		89,1399	4,3302	79,1537	1,1799
Franciort	2,8558	1,6138	29,3166	112,955	-	4,8584	88,8215	1,3275
Proposition	2,8363	1,5740	29,3800	112,1881	-	4,8580	88,8011	1,3238
Brusselles	58,7886	32,29	6,03416	23,2492	20,5827	-	18,2819	2,7325
DIENGISS	59,3848	32.40	6,83127	23,0933	20,5844	-	18,2792	2,7249
American	1,2157	1,8168	330,0617	4,2717	112,5852	5,4698	-	1,4946
Ameterdam	3,1946	1,7725	329,9516	1,2633	112,6111	5,4786	-	1,4907
Miles	2151,1575	1215	220,8287	850,8403	753,2548	36,5963	669,0578	-
(Linkson)	2142,578	1189	22L,3328	847,4697	755,4002	36,6975	670,8039	-
Tobas	226,0928	127,70	23,2097	89,4257	79,1692	3,8463	70,3193	0.1051
Tokyo	228,4936	126.80	23,6038	90,3777	80,5590	3,9135	71,5373	0,1066

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 17 janvier 1992, 4,3085 F contre 4,2365 F le vendredi 10 janvier 1992.

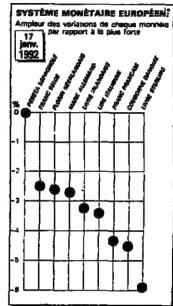
quait clairement que la reprise de l'économie américaine n'avait pas

A l'heure actuelle, les milieux financiers internationaux font le bilan de cette quinzaine agitée. Un : très fantaisistes, notamment celle d'un fléchissement des taux directeurs de la Bundesbank, ou aventurées, celle d'un arrêt de la baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale des Etats-Unis, Deux : certains croient entrevoir un «frémis-sement » dans l'économie américhômage ces dernières semaines. Trois: l'économie allemande ne paraît plus aussi vigoureuse qu'avant. Toutes ces « spéculations » reposent donc sur des données très fragiles, et beaucoup se rappellent la reprise avortée du dollar au premier semestre 1991, précisément sur l'es-poir d'une reprise de l'économie américaine qui fit long feu à l'au-

Au sein du Système monétaire européen, le deutschemark s'est trouvé affaibli par la remontée du billet vert, notamment à Paris, où il a fléchi un moment vendredi, à 3,4070 F, au plus bas depuis octobre dernier, avant de se redresser un peu à 3,41 F.

En Asie, la hausse du dollar a été stoppée à 128 yens par la crainte d'une intervention des banques cen-

#### FRANCOIS RENARD



### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# On consolide

Après l'euphorie de la semaine dernière sur le MATIF, les opérateurs ont consolidé l'avance prise. Les cours, qui avaient culminé à 109,16 sur l'échéance mars, retom-bent à 108,80 à la veille du weekend, au même niveau que la e dernière. Le rendement de l'OAT dix ans est tombé un moment à 8,36 %, pour terminer à 8,40 %-8,44 %. Chose intéressante. l'écart avec l'emprunt d'Etat allemand correspondant, le Bund dix ans, a cassé les 0,50 % pour revenir en pointe à 0,30 % et clore à 0,40 %, par un rendement du Bund de 8 % à 8,10 %.

Certains voient cet écart se contracter à 0,25 % ou même devenir nul. Ce rapprochement des taux longs de part et d'autre du Rhin, le meilleur «juge de paix» dans le domaine des données fondamen-tales, avec une inflation ramenée à 3 % en France contre 4 % en Allemagne, a pour effet de raffermir le franc (roir par ailleurs) et d'inciter les opérateurs étrangers, notamment les Américains basés à Londres, Salomon, Shearson Lehman et Morgan Stanley, à poursuivre leurs achats sur Paris.

Quant aux anticipations d'une baisse des taux directeurs (court terme) de la Bundesbank, elles ont du plomb dans l'aile. Sans doute, M. Wilhelm Nölling, membre du conseil de la Bundesbank, a-t-il déclaré le 15 janvier que, si les hausses de salaires en Allemagne n'étaient pas trop élevées, si le déficit du secteur public ne se creusait pas et si la tendance à l'affai-blissement de l'économie mondiale s'accentuait, « la Bundesbank, à ce moment-là, pourrait se demander si ses taux directeurs n'étaient pas trop élevés ».

Ces propos ont éveillé des espoirs, mais M. Nölling, président de la banque centrale du Land de Hambourg, qui va être fusionnée avec celle de Basse-Saxe, n'a pas

beaucoup d'influence. Le président de la «Buba», M. Helmut Schlesinger a anéanti ces espoirs en déclarant que les 6,7 % d'augmen-tations salariales en 1991 étaient « beaucoup trop élevés » et n'a laissé entrevoir ancune chance de voir baisser les taux directeurs de la banque centrale dans les douze prochains mois. Quant aux conflits salariaux, ils se durcissent : IG Metall, le syndicat de la méta metali, le syndicat de la metalur-gie, tout en ramenant de 10,5 % à 9,5 % ses exigences, consulte ses adhérents le 26 janvier sur la possi-bilité d'une grève dure, tandis que le président de Daimler-Benz

#### Les institutionnels sur le long terme

refuse d'accorder plus de 5 %.

Sur le marché obligataire, c'est l'euphorie : à l'émission, tout se place vite et bien, les investisseurs institutionnels commençant, décidément, à se porter du court terme sur le long terme, pour les raisons évoquées précédemment. Cette semaine, la Caisse autonome de refinancement, qui titrise indirectement des créances de la Caisse des dépôts sur les HLM ou les collecti-vités locales, a levé 1,5 milliard de francs, à 8,87 % avec rétrocession sur 15 ans et 215 jours, essentielle-ment auprès des investisseurs insti-tutionnels – que cette durée, lougue, altire, - le tout sous la houlette de la BNP et de la Caisse

De même, Floral, «faux nez» du Crédit local de France, s'est aisé-ment procuré 2,2 milliards de francs. à 8,88 %, sous l'égide d'In-dosuez et de Paribas, l'émission, lancée au-dessous du pair, étant très appréciée par les mêmes inves-tisseurs institutionnels pour le gain potentiel au bilan lors des rem-boursements. Le Comptoir des entrepreneurs à rencontré un

pour ses 700 millions de francs à 9 % nominal et 9,20 % après rétrocession, sous la conduite du Crédit lyonnais : le public, qui souscrit souvent ce papier, jugerait le 9 % un peu insuffisant.

> Cette semaine, enfin, les banques ont lancé des emprunts par ellesmêmes, le Crédit lyonnais à 8,80 % nominal pour i milliard de francs, et le Crédit agricole à 8.65 % pour 2 milliards de francs. La semaine suivante, ce sera le tour de la BNP et de la Société générale, avec une véritable avalanche d'emprunts sur quinze jours. Le 27 janvier, ce sera le tour de la Caisse centrale de coopération économique, de la RATP et du Crédit foncier de France ou de son auxiliaire; le 3 février, viendront France Télécom (gros succès garanti), les Charbonnages de France (beaucoup moins d'enthousiasme) et le Crédit national, bonne signature bien clas-

Décidément, tout le monde se précipite pour profiter de la baisse des rendements.

#### 30 % de croissance pour le MATIF en 1991

Le marché à terme international de France (MATIF) se porte bien, et même très bien, Fin 1991, il a achevé son cinquième exercice consécutif de croissance depuis sa création en février 1986. Plus de millions de contrats ont été échangés l'an dernier (près de 150 000 contrats par jour), en aug-mentation d'environ 30 % par rapport à 1990. Le contrat « national » fondé sur un emprunt d'Etat type, au départ 10 % à dix ans, reste le plus important, avec 21 millions de contrats (+ 31,8 %). Une forte hausse a été enregistrée (+ 57,8 %) sur les contrats PIBOR (court terme 3 mois) avec 3 millions de contrats, et sur les contrats CAC 40 (Bourse actions) avec 2,3 millions de contrats (+ 40,8 %), tandis qu'une forte reprise était relevée en septembre et octobre sur le contrat ECU (550 000 contrats dans l'année).

Pour ce qui concerne l'étranger, 148 500 contrats ont été échangés sur l'Italie long terme, avec un «flop» total sur le contrat Euro Deutschemark 3 mois (285 en un an), propriété incontestée du mar-ché à terme de Londres, le Liffe, qui en a échangé plus de 10 mil-lions, réaliseront ainsi le premier contrat sur Londres à dépasser ce chiffre. Pour l'an dernier, le même Liffe annonce une augmentation de 5,3 % de son activité, avec 38,6 millions de contrats échangés.

#### L'année 1992 marquera-t-elle la fin du marasme pour les métaux non ferreux? C'est ce que croit le

grand négociant allemand de Francfort Metaligesellschaft, bien que les prix, depuis le début de janvier, n'aient pas montré de réels signes d'amélioration. La firme allemande, spécialisée notamment dans le commerce avec les pays de l'Est (dont l'ex-URSS), estime à juste titre que les marchés ont été déprimés l'an passé par l'ef-fet conjugué du ralentissement de la croissance dans les principaux pays industrialisés et par la vente à outrance de métaux par l'Europe de l'Est et l'Union soviétique avant son implosion. Les choses pourraient changer cette année pour plusieurs motifs. En premier lieu, la distribution d'énergie dans l'actuelle CEI risque de devenir si précaire que la production de matières premières minérales devrait s'en ressentir. Quant aux anciens pays satellites, ils semblent s'orienter

**MATIÈRES PREMIÈRES** 

forte 57,8 %) (court ons de a CAC	PRODUTTS	COURS DU 17-1
	Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 234 (+ 33) Livres/tonne
,3 mil- tandis	Almaniaisma (Londos) Trois mois	l 212 (+ 105) Dollars/tonne
relevée sur le otrats	Nickel (Londres) Trois mois	7 755 (+ 375) Dollars/tonne
ranger, changes cec un t Euro en un u man- u Liffe, 0 mil- remier sser ce même tion de avec hanges. F. R.	Sucre (Paris) Mars	266,5 (- 4,5) Dollars/tonne
	Café (Londres) Mars	1 014 (+ 9) Livres/tonne
	Cacao (Nes-York) Mars	1 218 (+ 13) Dollars/tonne
	Blé (Cricago) Mars	420 (+ 18) Cents/boisseau
	Maïs (Chiago) Mars	259 (+ 7) Cents/boisseau
	Soja (Chicago) Mars	176,8 (+ 2,5) Dollars/t, courte
	Le chiffre entre pa variation d'une semain	renthèses indique la e sur l'autre.

En attendant, la raffinerie de zinc de Cretone (sud de l'Italie), appartenant au groupe transalpin ENI, devrait être fermée d'ici à l'été, pour des travaux de moderni-sation. Le résultat de cette réduction de l'offre est d'ores et déjà visible au London Metal Exchange où, cette semaine, une certaine pénurie s'est même fait sentir. Les prix du zinc au comptant se sont établis le 16 janvier à 1 157 dollars la tonne, soit 27 dollars de prime sur le cours à trois mois. Une structure de cotation qui traduit le manque relatif de métal de bonne qualité pour livraison rapprochée. Les autorités du marché londonien se sont toutefois montrées préoccupées par ce manque soudain de marchandise, craignant une nouvelle manipulation par un négo-ciant, comme ce fut le cas récemencore de relativiser la remontée enregistrée : une tonne de zinc valait en janvier 1989 i 732 dollars la tonoc...

La même prudence s'impose pour l'aluminium, qui coûtait à cette époque 2 400 dollars par tonne et ne se traite plus actuelle-ment qu'à 1 212 dollars environ. Ces jours derniers, les cours de l'« alu » ont cependant remonté, repassant la barre des 1 200 dollars, après avoir successivement crevé les seuils de résistance de I 160 puis I 190 dollars. En 48 heures, les prix du métal ont monté de 8 %, sur des considérations qualifiées de « techniques » par les opérateurs. Autrement dit, les facteurs fondamentaux, en terme d'offre, de demande et de stocks, ont moins influé sur la ten-dance que l'intervention de fonds d'investissements spéculatifs.

D'autres métaux ont en revanche suivi le redressement amorcé par l'aluminium. C'est le cas du nickel, dont les prix ont gagné 195 dollars dans la seule séance du 16 janvier. Ce bond est intervenu après la déclaration de M. Boris Eltsine indiquant que le grand complexe russe de la péninsule de Kola serait probablement fermé, en raison de son manque de rentabilité écono mique. D'aucuns doutaient qu'un tel propos soit suivi d'effet, le nickel étant une source de devises non négligeable pour la Russie.

Du côté des métaux précieux, on notait enfin la remontée des prix de l'argent-métal à leur meilleur niveau depuis six mois (425 cents l'once), malgré les ventes massives d'investiseurs du Proche-Orient. Les analystes expliquaient en l'in de semaine les achais d'argent par l'anticipation d'une reprise de l'économie américaine dans les prochains mois. Les cours du platine se sont eux aussi inscrits à la hausse, soutenus par des menaces de grève en Afrique du Sud.

**ERIC FOTTORINO** 

# Paribas porte à 29 % sa part dans AXA

augmentation de capital, de porter de 20 % à 29 % sa participation dans Finaxa (ex-Compagnie financière Drouot), holding de tete du groupe d'assurances l'UAP. AXA, dont elle détient le contrôle aux côtés de l'italien Generali, actionnaire minoritaire

Dans une déciaration au Jourconstituer un « noyau dur » chez groupe Maxwell.

Paribas vient, à la favenr d'une Paribas, avec Parfinance, filiale du groupe belge Bruxelles-Lambert de M. Albert Frère, et de la Navigation mixte de M. Marc Fournier, face aux AGF et à

D'autre part, vendredi 17 janvier, l'action Paribas a chuté de 7.3 % sur des rumeurs non confirmées selon lequelles le groupe enregistrerait une chute nal des finances. M. Claude de 40 % de son résultat. Il Bébéar et les dirigeants du devrait constituer des provisions groupe rapprochent cette opéra- importantes en raison de ses tion de la décision prise de engagements en URSS ou dans le





2

# Le Parlement et la justice britanniques accentuent leurs pressions sur les fils Maxwell

Robert Maxwell semble se confirmer à propos des prélèvements financiers opérés dans les caissas de retratte des principales sociétés du groupe, mais lan et Kevin Maxwell refusent de répondre aux questions d'une commission d'enquête parle-

LONDRES

de notre correspondant

Chaque jour, de nouvelles pièces du dossier montrent que les fils de Robert Maxwell, Kevin et - dans une moindre mesure – lan, ont été, peut-être à leur insu, intimement mêtés aux fraudes de leur père. Dans son édition du samedi 18 janvier, le quotidien The Independant montre que les deux frères ont autorisé la sortie d'un demi-millior de livres hors des caisses du fonds de pension du Mirror Group. La justice britannique leur parle encore comme à des témoins, mais son insistance montre que la responsa-bilité personnelle des deux fils Max-well sera invoquée à bref délai.

Le Parlement, de son côté, a pris fait et cause pour les retraités. Indi-gnés par les ponctions opérées dans les caisses des fonds de pension des les caisses des fonds de pension des sociétés du groupe Maxwell, les députés ont braqué les projecteurs d'une commission d'enquête sur Kevin et lan. Ceux-ci, déjà soumis

Un an jour pour jour après le

début de la guerre du Golfe, le

président irakien Saddam Hussein

a reconnu. vendredi 17 janvier.

que son pays avait subi une

défaite militaire mais a revendi-

qué une nouvelle fois une victoire

"D'un point de vue conventionnel et matériel, le rassemblement

des fidèles a été battu et le ras-

semblement du vice et de la cor-

ruption a triomphé », a déclaré

Saddam Hussein dans la matinée,

lors d'un discours radiodiffusé.

Jamais jusqu'à présent le prési-

dent irakien n'avait reconnu aussi

ouvertement que son pays avait

perdu « la mère de toutes les

Il y a cinquante ans, Heydrich

Le sort des Républiques de l'ex-

Allemagne : l'anniversaire de la

conférence de Wannsee ........... 3

Un attentat de l'IRA en Irlande du

Nord fait sept morts...... 4 Incidents entre partisans et adver-

Prières sous haute surveillance en

Brésil : le président Collor de Mallo

doit faire face à des difficultés

Début de la campagne électorale

aux Etats-Unis : la guerre du Golfe

n'est plus un atout pour M. Bush 6

La préparation des élections régio-

nales et cantoneles : MM. Chirac et

Giscard d'Estaing aux journées

Un entretien avec M. Antoine

Casanova, responsable du secteur

Livres politiques : «L'Etat saisi

dans ses contradictions », par

Un colloque sur l'Etat des anciens

HEURES LOCALES

Les vigilants de Caudéran

· L'ordinateur dans les cam-

pagnes . Un tour de France des

régions : Basse-Normandie, la saut

dans le siècle; Vitrine nucléaire

des intellectuels au PCF .....

nnonce la « solution finale »...

DATES

ÉTRANGER

POLITIQUE

nationales du MNEL

André Laurens ......

fice des fraudes graves (SFO), se sont rendus compte – les auditions de la commission étaient retransmises en direct - qu'il y avait danger à laisser s'instaurer un procès télévisé. Ils out donc chargé leurs avocats de faire valoir leur droit constitutionnel su... silence.

> 700 millions de livres introuvables

Alors que des journaux de la presse populaire exigent qu'on les «emprisonne» et que des députés s'alarment de ce dangereux précédent, qui mine l'autorité des commissions d'enquête, le Times, lui, s'est demandé si l'initiative du seles committee c'était par instifiée select committee n'était pes justifiée par « un souci plus éleré que celui de sa propre promotion». Peu désireux de poursuivre la polémique, le select committee semble à la recherche d'un compromis. Celui-ci pourrait être trouvé dans les pro-chains jours si les frères Maxwell acceptaient d'expliquer par écrit ce que sont devenus les quelque 339 millions de livres (environ 3,4 milliards de francs) prélevés entre le 29 avril et le 22 juillet 1991 dans les caisses de Maxwell Communication Corporation (MCC, l'une des deux sociétés « publiques » du groupe) et reversés au bénéfice de diverses sociétés privées de la famille Maxwell.

Comme c'est au cours de la même période (de mars à juin) que les actions MCC ont grimpé de 150

Un an après le début de la guerre du Golfe

M. Saddam Hussein reconnaît sa défaite militaire

batailles ». Mais il a déclaré :

« Lors de la confrontation entre

croyants et infidèles, la foi a

triomphé de l'athéisme, la justice

de l'injustice, v Il a aussi accusé

les Occidentaux d'avoir déversé

108 000 tonnes d'explosifs sur

l'Irak, soit l'équivalent de « six

bombes nucléaires comparables à

celles que les Américains ant la

gućes sur Hiroshima ou Naga-

Il a aussi accusé les alliés

d'avoir lancé la guerre pour

« détruire la supériorité scientifi-

que et technologique » de l'Irak. Mais il est passé assez brièvement

sur les difficultés économiques de

son pays, affirmant seulement:

Justice : acquittement de Georges

Médecine : la second sauvetage

de la clinique psychiatrique de La

Des propositions pour stimuler la

recherche dans les industries ali-

Les Etats généraux pour le respect

Mode : Givenchy, quarante ans de créations au Falais Galliera...... 15

Musiques : Erato passe sous le contrôle de l'américain Time War-

Grande-Bretagne : surenchère

entre conservateurs et travallistes autour de la réforme fiscale...... 17

La réduction du déficit commarcia

Le constructeur automobile japo-

nais Nissan va accroître sa produc

Services

ÉCONOMIE

Revue des valeurs.

Crédits, changes,

grands marchés.

SOMMAIRE

SOCIÉTÉ

à 240 pence, il s'avère que Robert Maxwell s'est servi d'une partie des 339 millions de livres pour revaloriser le cours des actions de sa propre société. L'ancien magnat avair agi ainsi parce que l'obtention de la plupart des prêts bancaires qu'il sollicitait pour ses sociétés privées était conditionnée par la valeur des actions MCC. Or, la législation britannique interdit à une société d'acheter ses propres actions sans l'approbation des actionnaires. Les ordres de transfert portent tous la signature de Robert Maxwell, et certains seulement celles de ses deux fils et de trois directeurs généraux de MCC. Une faible partie de l'argent a été retournée ultérieure-ment sur les comptes de MCC, le reste ayant disparu.

En tout, environ 700 millions de livres, provenant des fonds de retraite des différentes sociétés du groupe, sont pour le moment introuvables. Une disparition qui place les retraités de MGN dans une situation critique. Sauf à récu-pérer quelque 400 millions de livres, un grand nombre d'entre eux auront cotisé toute leur vie en pure perte. C'est cette dimension humaine de l'« affaire Maxwell » qui jette une lumière trouble sur la ne foi de Kevin et Ian à qui chacun, jusque-là, y compris la presse, était prêt à accorder le béné-

« Nous construisons aujourd'hui ce

que les agresseurs ont détruit et,

avec l'aide de Dieu, nous cicatrise-

rons les blessures de notre écono-

mie. » En revanche, les journaux,

tous contrôlés par le pouvoir, fai-

saient leurs gros titres sur l'aggra-

vation des pénuries et réclamaient

la levée des sanctions de l'ONU.

rero, chef de l'équipe d'inspec-

teurs de l'Agence internationale

de l'énergie atomique (AIEA), qui

vient d'achever sa neuvième mis-

sion en Irak, a nuancé vendredi

les informations alarmistes selon

lesquelles l'Irak était à dix-huit

mois de fabriquer la bombe ato-

mique, au moment de la guerre

Il a estimé qu'il s'agit d'un

« scénario extrême », et qu'à son avis Bagdad n'aurait pu se doter

de la bombe atomique que dans

« deux ou trois ans ». Au sujet des

informations de sources améri-

caines selon lesquelles l'Irak pour-

suivait son programme nucléaire

militaire, M. Zifferero a souligné

que l'AIEA « n'a aucune preuve ou

indice concernant la poursuite de

telles activités irakiennes ». -

A Vienne, M. Maurizio Ziffe-

LAURENT ZECCHINI

A la demande du Conseil national du sida

TF1 décide le report de la diffusion du film d'Hervé Guibert

TF 1 a décidé, à le demande du Conseil national du sida, le report de la diffu-sion du film réalisé per l'écri-vain Hervé Guibert, mort de cette maladie le 27 décembre 1991.

Ce document, intitulé la Pudeur ou l'Impudeur, davait être diffusé sur la chaîne à 0 h 15 dens la nuit du dimanche 19 au lundi 20 janvier. Selon un porte-parole de TF1, le conseil a estimé que ce film était susceptible de « causer une certaine émotion, notamment auprès des personnes souffrant du

C'est Mr Pascale Breugnot qui avait eu l'idée, après la lecture de A l'ami qui ne m's pas sauvé le vie, paru chez Gallimard en mars 1990, de confier une caméra légère à l'écrivain afin qu'il raconte sa maladie ». Il l'avait utilisée au cours du dernier semestre 1990. A partir de ces douze heures d'images, un montage avalt été réalisé, dont ce film est le résultat. Hervé Guibert y montre tous les aspects de sa vie quoti-dienne avec la sida.

P. K.

#### Selon M. Roland Dumas

#### «1992 devrait être l'année de l'Afrique»

«Il est urgent, cette année, de faire quelque chose pour l'Afrique, estime M. Roland Dumas, et il est urgent que ce soit la France qui prenne la tête (d'une initiative).» Au cours d'une rencontre avec la presse, jeudi 16 janvier à Paris, le ministre des affaires étrangères s'est inquiété des « problèmes endèmiques » de l'Afrique, qui « vont en proche de la rupture».

«C'est probablement à Libreville (où doit avoir lieu, cette année, le prochain sommet franco-africain) que les chores seront lancées», a indiqué le chef de la diplomatie, en évoquant de nouvelles propositions françaises en matière de dette et d'aide au développement. Selon lui, « 1992 devrait être l'année de l'Afrique », continent « un peu oublié» par les médias « qui ne sen-tent pas monter le péril diffiu et réel».

M. Dumas, qui vient de se ren-M. Dumas, qui vient de se rendre au Ghana, au Nigéria, au Gabon et en Côte d'Ivoire, a annoncé: «Nous allons renforcer notre présence dans les paya angiophones.» «Cela correspond à un mouvement de désengagement des Angiais dans ces pays », a-t-il précisé. Interrogé sur un éventuel dévlacement en Afrique du Sud le déplacement en Afrique du Sud, le chef de la diplomatie a répondu :

### **EN BREF**

O SOMALIE : les partisans du général Aidid out pris le coutrôle du port de Mogadiscio. – Les partisans du général Mohamed Farah Aidid oat pris, vendredi 17 janvier, le contrôle du port de Mogadiscio et du dépôt de carburants se trouvant dans la zone, tenue jusqu'à présent par un groupe indépendant. D'au-tre part, un responsable du Comité international de la Croix-Rouge a affirmé jeudi que des centaines de milliers de Somaliens, fuyant les combats qui se déroulent dans la apitale, étaient victimes de la famine. - (AFP.)

o TUNISIE : M. Mandela accueilli comme un chef de gouvernement. - Le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, est arrivé vendredi 17 janvier à Tunis, première étape d'une tournée qui doit se poursuivre en Libye et au Maroc. Le dirigeant nationaliste sud-africain, qui a reçu un accueil digne d'un chef de gouvernement, doit rencontrer le président tunisien Ben Ali, et le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. -

 Naufrage d'une navette maritime sept personnes - cinq adultes et d'un bulletin de seize pages qui deux enfants, dont un bébé d'un an sera adressé aux abonnés mais - ont péri, vendredi 17 janvier, aussi diffusé en kiosques.

dans le naufrage d'une navette maritime entre les îles de Raiatea et de Tahaa, dans l'archipel des iles Sous-le-Vent (300 kilomètres au sud-est de Tahiti). Ce bilan était, samedi 18 janvier au matin, provisoire. Une quarantaine de personnes se tronvaient à bord du Chu-De (anciennement Rainul) 20 moment du naufrage.

m M Bernard Roux quitte Euro-com-RSCG. - M. Bernard Roux, cofondateur de la firme publicitaire RSCG, a annoncé qu'il quittait cette entreprise. Cette annonce intervient trois mois et demi après que RSCG eut fusionné avec Eurocom, le holding publicitaire du groupe Havas, M. Bernard Roux justifie son départ par un conflit avec ses anciens associés, un désaccord de fond sur la fusion avec Eurocom, mais aussi parce que ses compétences en tant que manager de la zone France du groupe semblent avoir été contestées.

 « Politis » se transforme en bulletin hebdomadaire. - En dépôt de bilan depuis août 1991 (le Monde du 15 août 1991), l'hebdomadaire Politis devrait paraître, à partir de en Polynésie française. - An moins la semaine prochaine, sous forme Les négociations du GATT et les subventions agricoles

# M. Mermaz compte sur la solidarité allemande

Deux risques menacent l'agriculture européenne : la volonté des Etats-Unis d'obtenir un accord très drastique et l'acceptation par la Commission de fausses compensations. Tel est le sentiment exprimé au sujet des négociations commer-ciales internationales de l'Uruguay Round par M. Mermaz, jeudi 16 janvier, au cours d'une confé-

Le ministre de l'agriculture a répété que les propositions fuites par M. Dunkel, le directeur général du GATT, étaient «inacceptables», des propositions qui tendent a curieusement à encadrer les échanges » alors que les négocia-tions du GATT « devraient les libéraliser ». Mettant clairement en garde la Commission, M. Mermaz a expliqué que des concessions

sans contrepartie faites aux thèses américaines seraient désavouées en conseil des ministres de la CEE, du fait notamment de la solidarité franco-allemande qui s'est clairement exprimée à Maastricht Le ministre de l'agriculture craint notamment des concessions faites par la Commission sur une réduction des volumes d'exportations agricoles subventionnées. M. Mermaz envisage sans inquiétude le report à 1993 de la conclusion de l'Uruguay Round.

De son côté, Sir Leon Brittan, commissaire européen à la concur rence, a critiqué les Etats-Unis, qui compromettent les chances de réus. site des nésociations en concluant des accords bilatéraux commerciaux avec le Japon.

Au Parlement européen

# Deux présidences de commission pour les Français

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Après l'élection, mardi 14 jan vier, de son nouveau président, M. Egon Klepsch, démocrate-chré-tien allemand (le Monde du 16 janvier), le Parlement européen a élu, vendredi 17 janvier, les présidents de ses dix-neuf commissions et quatre sous-commissions. La nou-velle répartition n'apporte que peu de changements, notamment du côté français.

L'application de la règle d'Hondt (du nom d'un juriste belge), qui répartit les présidences en fonction des sièges détenus par chacun des groupes politiques, fait que les modifications sont limitées par rapport à la répartition précédente. Ainsi les socialistes conservent-ils huit commissions et gagnent-ils une sous-commision (celle conservent-ils par sous-commissions (celle conservent-ils). crée aux affaires monétaires).

M. Henri Saby (PS) reste à la tête de la commission du développe-ment et de la coopération. D'autre part, M. Alain Lamassoure (UDF), part, M. Adam Lamassoure (UDP), qui a saivi M. Valéry Giscard d'Es-taing au Parti populaire européen, obtient la présidence de la commis-sion du contrôle budgétaire.

Les Français conservent trois des quatorze vice-présidences puisque Mass Nicole Péry (PS) et Nicole Fontaine (CDS) ont été reconduites dans leurs fonctions et que M= Marianne Isler-Béguin (Verts -le Monde du 17 janvier) prend la place de M. Yves Galland (Parti radical), devenu président du groupe des libéraux européeas. Les libéraux ont ainsi perdu une vice-présidence, tandis que les Verts n'ont pas récupéré la présidence de la commission de la politique régionale et de l'aménagement du territoire, assurée auparavant par

273

E JEAN

F 4 3

10

· Bertine W

S SHOW Y

· · · ·

A 24 3

THE ME

八维 #

#### Les débats au PCF

# Quinze personnalités communistes soulignent «l'immense mérite» de M. Gorbatchev

membre du bureau politique du PC. et quatorze autres personnalités communistes (1) ont rendu publique, vendredi 17 janvier, une déclaration dans laquelle ils repoussent les « visions sommaires » de la situation dans l'ex-URSS et de ace qui l'a engendrée». « Nous ne saurions accepter, écrivent-ils, que Mikhail Gorbat-cher en soit désigné, de fait, pardelà les précautions de langage, comme le responsable essentiel, ce qui met en cause – qu'on le veuille ou non – le bien-fondé de la perestroika. » Les signataires affirment que «l'immense mérite de Mikhaïl Gorbatchev est d'avoir engagé l'inévitable et nécessaire remise en cause du système totalitaire aberrant qui était en place, d'avoir contribué à faire franchir à son

M. Charles Fiterman, chef de file pays de premières étapes dans la des communistes « refondateurs », voie de la démocratisation inventive qu'appelle notre temps, d'avoir été un avocat inlassable et efficace de la cause de la paix et du désarmements. Ils soulignent que, «s'il y a déjà des lecons à tirer de ce qui s'est passé à l'Est, c'est bien que tout retour au passé est inimaginable, toute tentative en ce sens désastreuse, et que la mesure doit enfin être prise de l'ampleur des renouvellements qui sont à opèrer dans les modes de pensée et les objectifs, les structures et les méthodes de l'action communiste».

> (1) Outre M. Fiterman, les signataires sont MM. Guy Hermier, Roger Martelli, Roland Favaro, Jean-Michel Catala, Lucien Sève, Anicet Le Pors, Jack Ralite. Marcel Trigon, Marcelin Bertheiot, Fran-çois Asenst, Robert Montdargent, Paul Souffrin, Jean Tardito, Jacques Brumbes.

### TENNIS: Internationaux d'Australie

# Becker éliminé par «Big Mac»

Internationaux d'Austrelie 1990 piteusement, disqualifié pour ses écarts de conduite sur le court. Absent l'an passé, «Big Mac» a effectué un retour flamboyant dans le tournoi australien en disminant, en seizièmes de finale, le tenant du titre. l'Allemand Boris Becker, vendredi 17 janvier à Melbourne.

Dans chacune des trols concentré, aux coups d'une grande précision, a ravi rapidement le service de Becker. A chaque fols, il a perdu cet aventage avant de refaire le bresk pour s'imposer finalement 6-4: 6-3, 7-5 sur un Central de Flin-

John McEnroe avait quitté les ders Park bondé. McEnroe, qui aura trente-trois ans en février, avait perdu ses six derniers metches contre l'Allemand, qui a concédé une défaits lourde de conséquences puisqu'elle devreit tui valoir de chuter aux alentours de la septième place mondiale. « y avait longtemps que je

n'avais pu développer mon jeu contre Boris », reconnaissait manches, un McEnros très TAméricain. McEnros se heurters maintenant à l'Espagnol Emilio Senchez (tête de série rº 13), récent vainqueur du tournoi de Sydney, qui a battu en trois manches le Néerlandais Michiel Schapers. - (AFP.)

 La lecture, outil du développement . Autoroutes intelligentes dans la région lyonnaise..... 9 à 12

Camet... Météorologie Mots croisés Télévision. Le télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 18 janvier 1992 a été tiré à 492 795 exempla